RAPPORT ANNUEL 2013

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 19 JUIN 2014

بنك الأمان
AMEN BANK

Sommaire

CONJONCTURE 3
Conjoncture économique 4
Conjoncture monétaire et financière 5

CHIFFRES CLÉS 6
Activité 7
Exploitation 8

RAPPORT D'ACTIVITÉ 9
Activité 10
Résultats 16

ÉVOLUTIONS RÉCENTES ET PERSPECTIVES 22
Système d'information 23
Monétique 24
Activité commerciale 24
Activité de l'international 25
Marché des capitaux 25
Activités de titres et de bourse 26
Réalisation des prévisions 27
Perspectives 2014-2017 28

AUDIT ET GESTION DES RISQUES 29
Audit 30
Gestion des risques 30
Lutte contre le blanchiment 31

GOUVERNANCE ET RESPONSABILITÉ SOCIALE 33
Gouvernance 34
Ressources humaines 39

ÉLÉMENTS JURIDIQUES ET FINANCIERS 41
Rapport général des commissaires aux comptes 42
Rapport spécial des commissaires aux comptes 44
Etats financiers 48
Notes aux états financiers 51

GROUPE AMEN BANK 85
Institutions financières du groupe AMEN BANK 86
Extraits du rapport des commissaires aux comptes sur les états financiers consolidés 90
Etats financiers consolidés 92
Notes aux états financiers consolidés 95

RÉSOLUTIONS 114

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES 117
Répartition du capital 118
Répartition des droits de vote 118
Conditions d'accès à l'Assemblée Générale 118
Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil de Surveillance 119
Autres informations 119
Réseau d'agences 120

CONJONCTURE

Conjoncture

Conjoncture économique

Au cours de l'année 2013, la croissance de l'activité économique nationale s'est limitée à 2,6% contre 3,6% l'an passé sous l'effet de la baisse de la production agricole et du ralentissement de l'activité dans le secteur des services, notamment le tourisme, et ce, malgré l'évolution enregistrée dans les industries manufacturières.

L'accroissement de la production des industries manufacturières a concerné les industries du textile, habillement, cuirs et chaussures (+4%), les industries des matériaux de construction, de la céramique et du verre (+1,3%) et des industries chimiques (+23,6%). En revanche, la production s'est inscrite en baisse dans les autres secteurs manufacturiers, notamment les industries mécaniques et électriques.

Quant à la progression de la production des industries non manufacturières, elle est imputable à la forte reprise de la production minière (+80,8%), alors que la production énergétique a accusé un fléchissement (-1,4%).

En ce qui concerne la production de céréales, elle a atteint 13 millions de quintaux, contre 22,7 millions de quintaux au cours de la saison dernière, soit une baisse de 44,0%. Cette diminution est due, notamment, au déficit pluviométrique, surtout dans les zones de production céréalière du nord et du centre.

Quant à la production des dattes, elle a enregistré une hausse, passant de 192,5 mille tonnes l'année dernière, à 199 mille tonnes pour l'année 2013, soit un accroissement de 3,5%. C'est également le cas de la production d'agrumes, qui a atteint en 2013 environ 355 mille tonnes, en hausse de 7,0% comparée à l'année précédente.

Par contre, la production d'huile d'olive a connu au cours de l'année 2013 un net fléchissement de 63,6%, pour se situer à environ 80 mille tonnes, suite à la baisse sensible des quantités de pluies dans les régions de production, notamment dans le Centre et le Sud du pays.

Par ailleurs et pour le secteur de la pêche et de l'aquaculture, la production a baissé de 4,6%, pour revenir à 103,6 mille tonnes. Cette régression a touché, en particulier, la pêche du poisson bleu (-5,7%), la pêche pélagique (-4,3%) et la pêche côtière (-3,0%).

L'évolution des indicateurs de l'activité touristique a montré une certaine divergence au cours de l'année 2013. En effet, si les entrées de touristes étrangers ont progressé de 9,0%, par rapport à 2012 et de 3,9% en comparaison avec l'année 2010. Le nombre de nuités touristiques globales a accusé un repli de -3,7% par rapport à 2012 et de -15,7% par rapport à 2010. Corrélativement, les recettes touristiques en devises se sont élevées à 3.229 millions de dinars, en hausse de 1,7%, par rapport à 2012.

Par ailleurs, le trafic de transport aérien de passagers a connu un ralentissement de son rythme d'évolution (1,7% en 2013 contre 11,4% en 2012).

La balance générale des paiements a dégagé, en 2013, un déficit de 1.095 millions de dinars, contre un excédent de 2.138 millions de dinars une année auparavant, résultat attribuable au maintien du déficit courant à un niveau élevé qui a dépassé les 6,4 milliards de dinars. L'excédent de la balance des opérations en capital et financières n'a permis de couvrir le déficit courant que pour près de 83,0% de son montant.

En outre, le taux de chômage global, a légèrement baissé, revenant à 15,3% contre 15,7% une année auparavant. Le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur a également reculé tout en demeurant à un niveau élevé, soit 31,9% contre 33,5% en 2012.

En termes de glissement annuel, la hausse des prix a atteint 6,0% en 2013 contre 5,9%, une année auparavant.

Conjoncture monétaire et financière

La masse monétaire M3 a connu une décélération de son rythme de progression, soit un taux de 6,6% en 2013 contre 8,4%, en 2012 et 9,1% en 2011. Cette évolution reflète le ralentissement des taux d'augmentation des contre parties notamment, les concours à l'économie (6,8% contre 8,8%) et les créances nettes sur l'Etat (10% contre 16,5%). Dans le même sens, les créances nettes sur l'extérieur ont accusé une baisse de 3.166 millions de dinars, contre une augmentation de 1.304 millions de dinars l'année écoulée.

Les dépôts quasi-monétaires ont enregistré une reprise des dépôts à terme et autres produits financiers (+26,6% contre -35,8%), traduisant le regain d'attrait de la clientèle vers ces placements imputables, principalement, au déplafonnement du taux de leur rémunération.

Le taux moyen mensuel du marché monétaire (TMM) s'est établi à 4,74% à la fin de l'année 2013 contre 3,23% à fin 2012.

La moyenne du taux de rémunération de l'épargne (TRE), s'est située, pour sa part, à 2,75%, contre 2,0% tout le long de l'année 2012.

Les besoins du système bancaire en liquidité se sont relativement améliorés, au cours de l'année 2013, suite à l'atténuation de l'effet restrictif exercé par les billets et monnaies en circulation.

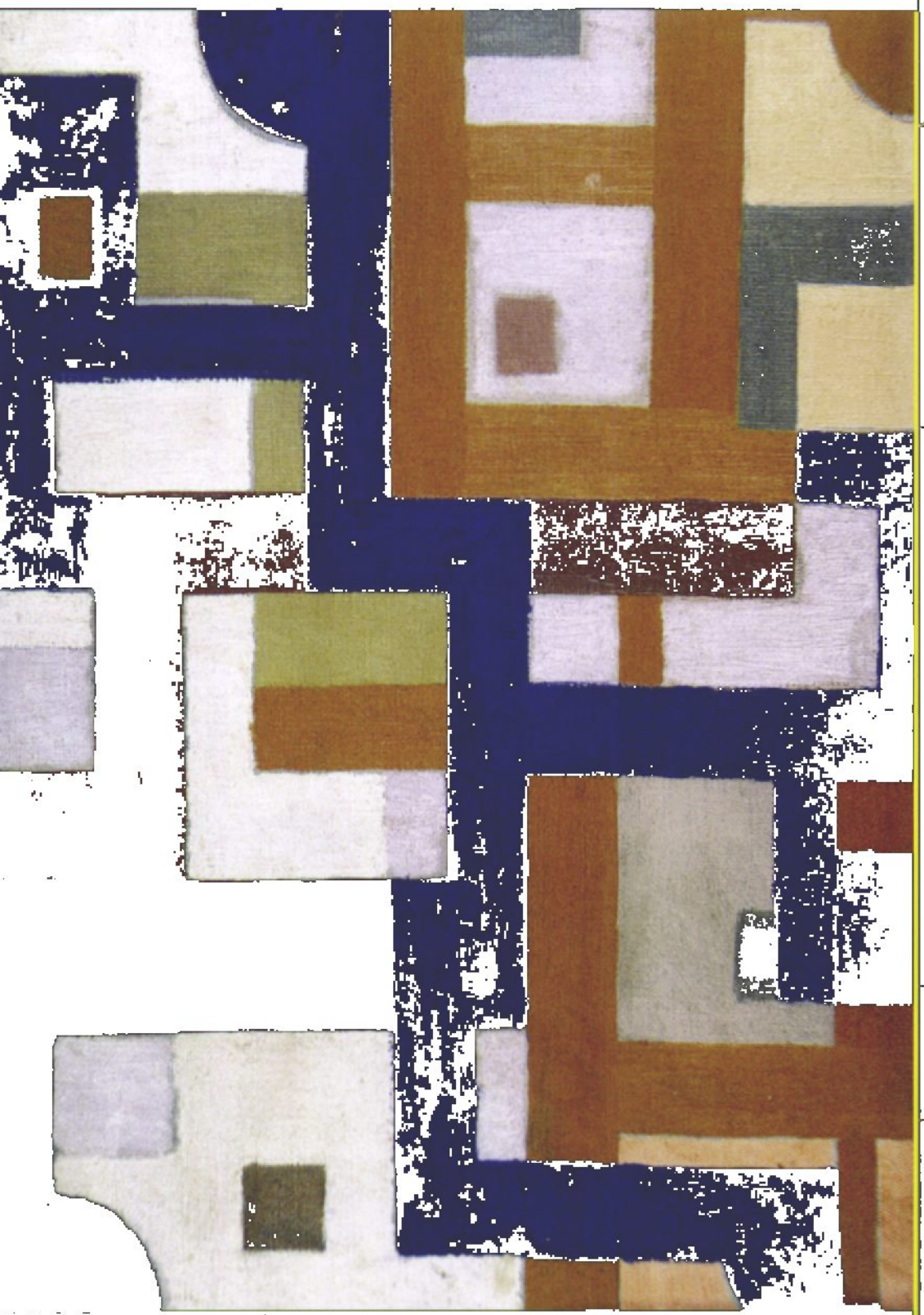
Pour l'ensemble de l'année 2013, les émissions des entreprises par appel public à l'épargne (APE), se sont consolidées. Les fonds levés sur le marché primaire se sont élevés à 666 millions de dinars contre 662 millions de dinars une année auparavant.

Concernant l'épargne collective, le nombre des Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM) en activité s'est élevé à 115 unités à fin 2013.

Les OPCVM en activité ont réalisé un rendement annuel moyen de 3,14%, résultat d'un rendement positif de 3,63%, pour les unités obligataires et d'un rendement négatif de 0,85% pour les unités mixtes.

Au niveau de la bourse, l'indice TUNINDEX a clôturé l'année 2013 à 4.381,32 points, contre 4.579,85 points à fin 2012, ce qui induit un rendement annuel négatif de 4,0%.

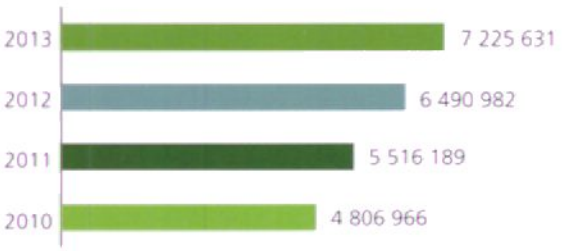
Par rapport à la fin de l'année 2012, le dinar a enregistré une dépréciation de 9,7% vis-à-vis de l'euro et de 5,8% vis-à-vis du dollar américain.



CHIFFRES CLÉS

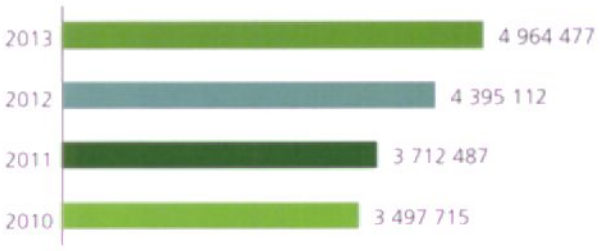
Activité

Total bilan (en milliers de dinars)



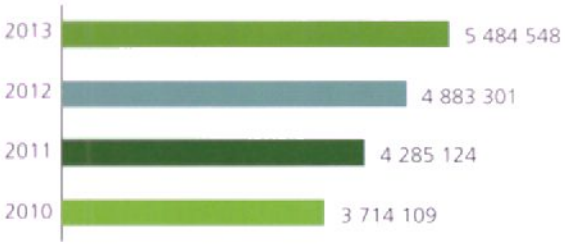
+11,3% Evolution 2013/2012

Dépôts de la clientèle (en milliers de dinars)



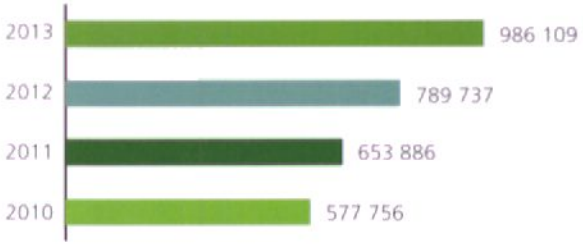
+13,0% Evolution 2013/2012

Crédits à la clientèle (en milliers de dinars)



+12,3% Evolution 2013/2012

Portefeuille titres (en milliers de dinars)

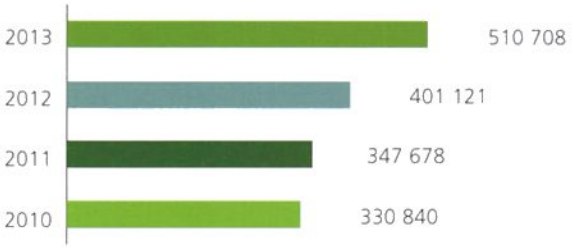


+24,9% Evolution 2013/2012

(En milliers de dinars)	2013	2012 Retraité	2012	2011	2010	Variation 2013/2012	
						Montant	%
Capitaux propres après affectation du bénéfice	546 001	393 367	469 779	428 260	377 800	152 634	38,8
Fonds propres nets	766 671	617 440	732 058	637 399	549 131	149 231	24,2
Ratio de capital (en %)	12,0	10,5	12,3	13,0	13,1	1,6	15,2
Ratio de liquidité (en %)	89,8	78,5	78,5	68,9	83,6	11,3	14,4
Total des provisions et agios réservés sur créances	612 500	552 268	475 856	398 619	354 324	60 232	10,9
Taux des créances classées (en %)	12,8	14,3	14,3	9,0	10,3	(1,5)	(10,5)
Taux de couverture des créances classées (en %)	65,1	56,8	48,5	73,3	71,1	8,3	14,6
Taux de couverture des engagements (en %)	8,9	8,6	7,4	7,1	7,4	0,3	3,5

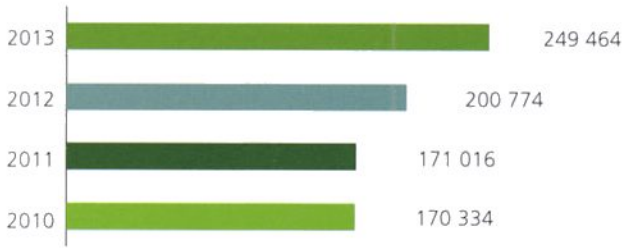
Exploitation

Chiffres d'affaires (En milliers de dinars)



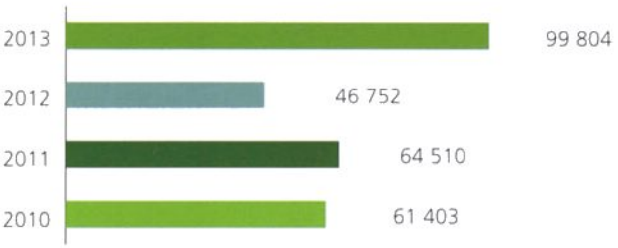
+27,3% Evolution 2013/2012

Produit net bancaire (En milliers de dinars)



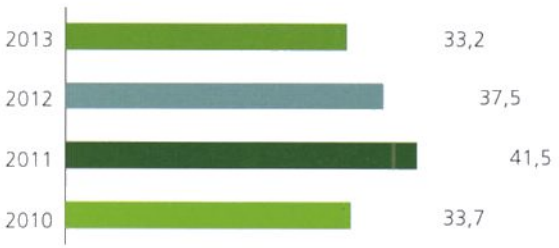
+24,3% Evolution 2013/2012

Résultat net (En milliers de dinars)



113,5% Evolution 2013/2012

Coefficient d'exploitation (En%)



-11,4% Evolution 2013/2012

(En %)	2013	2012 retraité	2012 publié	2011	2010
Coefficient d'exploitation	33,2	37,5	37,4	41,5	33,7
Rendements moyens des actifs	1,5	0,8	1,0	1,3	1,4
Rendements moyens des fonds propres	23,2	11,8	13,7	17,1	18,6

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Activité

A fin décembre 2013, le total du bilan d'Amen Bank s'est établi à 7.225,6 millions de dinars contre 6.491,0 millions de dinars à fin décembre 2012 retraité, soit une augmentation de 734,6 millions de dinars ou 11,3%.

A la même date, l'activité d'Amen Bank a été caractérisée par les évolutions suivantes :

- Une augmentation des ressources de 423,4 millions de dinars ou 7,6% ;
- Une augmentation des emplois par décaissement de 801,5 millions de dinars ou 13,9% ;
- Un besoin de refinancement net auprès du système financier de 109,5 millions de dinars en diminution de 41,1 millions de dinars par rapport à fin décembre 2012.

Ressources

L'encours des ressources mobilisées par Amen Bank à fin décembre 2013 a atteint 5.978,2 millions de dinars, soit une progression de 423,4 millions de dinars ou 7,6% détaillée comme suit :

(En millions de dinars)

Nature	2013	2012	2011	Variations 2013/2012	
				Montant	(%)
Dépôts et avoirs de la clientèle	4 964,5	4 395,1	3 712,5	569,4	13,0
Emprunts et ressources spéciales	846,0	730,5	581,6	115,5	15,8
Total ressources Bilan	**5 810,5**	**5 125,6**	**4 294,1**	**684,9**	**13,4**
Billets de Trésorerie	167,7	429,2	379,0	(261,5)	(60,9)
Total général des ressources	**5 978,2**	**5 554,8**	**4 673,1**	**423,4**	**7,6**

Par ailleurs, l'encours des actions SICAV, souscrites via le réseau, a enregistré une hausse 0,4 million de dinars passant de 546,2 millions de dinars à fin décembre 2012 à 546,6 millions de dinars à fin décembre 2013.

Dépôts et avoirs de la clientèle

L'évolution des dépôts de la clientèle a été impactée par les effets conjugués de la conjoncture économique, du resserrement de la liquidité et de la forte concurrence entre les banques pour collecter les ressources à terme.

(En millions de dinars)

Nature	2013	2012	2011	Variations 2013-2012	
				Montant	(%)
Dépôts à vue	1 349,3	1 220,7	1 104,4	128,6	10,5
Dépôts d'épargne	840,2	749,3	620,3	90,9	12,1
Dépôts à terme	2 681,9	2 305,9	1 913,1	376,0	16,3
Autres dépôts de la clientèle	93,1	119,2	74,7	(26,1)	(21,9)
Total	**4 964,5**	**4 395,1**	**3 712,5**	**569,4**	**13,0**

La quote-part des dépôts collectés auprès des entreprises et organismes publics est revenu de 27,2% à 24,1% et ce compte tenu de la poursuite de l'effort de diversification de la base des déposants.

(En millions de dinars)

Nature	2013	Q.P (%)	2012	Q.P (%)	2011	Q.P (%)
Institutionnelles	**1 196,8**	**24,1**	**1 195,4**	**27,2**	**1 092,3**	**29,4**
Autres	**3 767,7**	**75,9**	**3 199,7**	**72,8**	**2 620,2**	**70,6**
Sociétés Privées	1 406,8	28,3	870,4	19,8	773,6	20,8
Particuliers et Divers	1 983,1	39,9	2 002,6	45,6	1 527,2	41,1
Non Résidents	377,8	7,6	326,7	7,4	319,4	8,6
TOTAL	**4 964,5**	**100,0**	**4 395,1**	**100,0**	**3 712,5**	**100,0**

Comparés à fin 2012, les placements à terme à fin décembre 2013 ont augmenté de 376,0 millions de dinars, suite à l'augmentation des placements à terme en dinars pour 401,0 millions de dinars et la diminution des placements à terme en devises pour 25,0 millions de dinars. Par ailleurs, l'augmentation des dépôts à vue de 128,6 millions de dinars est imputable à l'accroissement des dépôts à vue en dinars pour 110,2 millions de dinars et des dépôts à vue en devises et en dinars convertibles pour 18,4 millions de dinars.

Quant aux dépôts d'épargne, ils sont en augmentation de 12,1% ou 90,9 millions de dinars.

Ressources spéciales et Emprunts obligataires

(En millions de dinars)

Nature	2013	2012	2011	Variation 2013-2012	
				Montant	(%)
Ressources spéciales	**598,9**	**462,1**	**339,9**	**136,8**	**29,6**
Ressources extérieures	593,3	456,8	335,1	136,5	29,9
Ressources budgétaires et dettes rattachées	5,6	5,3	4,8	0,3	5,7
Emprunts obligataires	**247,1**	**268,4**	**241,7**	**(21,3)**	**(7,9)**
Emprunts	241,8	263,0	236,7	(21,2)	(8,1)
Dettes rattachées	5,3	5,4	5,0	(0,1)	(1,9)
Total	**846,0**	**730,5**	**581,6**	**115,5**	**15,8**

Les emprunts et les ressources spéciales ont augmenté de 115,5 millions de dinars ou 15,8%. Ils passent ainsi de 730,5 millions de dinars à fin décembre 2012, à 846,0 millions de dinars à fin décembre 2013.

Cette variation s'explique principalement par :

- Le remboursement des annuités sur les emprunts obligataires pour 26,2 millions de dinars contre un nouvel emprunt privé de 5,0 millions de dinars.
- L'augmentation de l'encours des lignes extérieures pour 136,5 millions de dinars suite principalement aux nouveaux tirages sur les lignes BEI et les lignes AFD, partiellement compensés par les remboursements des annuités venant à échéance.

Billets de Trésorerie

Les souscriptions en Billets de Trésorerie se sont élevées à 167,7 millions de dinars à fin décembre 2013 contre 429,2 millions de dinars à fin décembre 2012, soit une régression de 261,5 millions de dinars imputable, principalement, au non renouvellement de l'encours des billets de trésorerie avalisés.

Emplois

L'encours global des emplois, net de provisions, d'agios réservés et d'amortissements, a enregistré une augmentation de 801,5 millions de dinars ou 13,9%, passant de 5.780,9 millions de dinars à fin décembre 2012 à 6.582,4 millions de dinars à fin décembre 2013.

Cette évolution a résulté des éléments suivants :

- Une augmentation de 601,2 millions de dinars des crédits à la clientèle ;
- Une augmentation de 196,4 millions de dinars du portefeuille titres ;
- Et une progression de 3,9 millions de dinars des valeurs immobilisées nettes d'amortissement.

(En millions de dinars)

Nature	2013	2012 Retraité	2012 Publié	2011	Variation 2013-2012	
					Montant	(%)
Crédits à la Clientèle	5 484,5	4 883,3	4 959,7	4 285,1	601,2	12,3
Portefeuille Titres	986,1	789,7	789,7	653,9	196,4	24,9
Valeurs Immobilisées	111,8	107,9	107,9	108,0	3,9	3,6
Total	**6 582,4**	**5 780,9**	**5 857,3**	**5 047,0**	**801,5**	**13,9**

Crédits à la Clientèle

Les crédits à la clientèle sont passés de 4.883,3 millions de dinars à fin décembre 2012 à 5.484,5 millions de dinars à fin décembre 2013, enregistrant ainsi une augmentation de 601,2 millions de dinars ou 12,3%.

Le tableau ci-après retrace les principales composantes de cette variation:

(En millions de dinars)

Nature	2013	2012 Retraité	2012 Publié	2011	Variation 2013-2012 Retraité	
					Montant	(%)
Comptes débiteurs de la clientèle	716,4	671,1	671,1	649,9	45,3	6,8
Autres concours à la clientèle sur ressources ordinaires	4 298,0	3 852,0	3 928,4	3 337,3	446,0	11,6
Crédits sur Ressources Spéciales en devises et en dinars	470,1	360,2	360,2	297,9	109,9	30,5
Total	**5 484,5**	**4 883,3**	**4 959,7**	**4 285,1**	**601,2**	**12,3**

Les engagements de la Banque, tels que déclarés à la centrale des risques, répartis par classe, s'établissent comme suit :

(En millions de dinars)

Nature	2013	2012- Retraité	2012 Publié	2011	Variation 2013-2012 Retraité	
					Montant	(%)
Engagements classés C0 et C1	5 969,3	5 475,1	5 475,1	5 100,4	494,2	9,0
Engagements classés C2, C3, C4 et C5 (a)	878,7	913,4	913,4	502,3	(34,7)	(3,8)
Total des engagements (b)	**6 848,0**	**6 388,5**	**6 388,5**	**5 602,7**	**459,5**	**7,2**
Taux des engagements classés (a/b)	12,8%	14,3%	14,3%	9,0%	(1,5%)	(10,3)
Agios réservés affectés aux engagements classés	152,8	143,5	144,6	121,6	9,3	6,5
Provisions affectées aux engagements classés	349,3	298,5	298,5	246,5	50,8	17,0
Provisions additionnelles (Cir 2013- 21)	69,5	76,4	-	-	(6,9)	(9,0)
Total des provisions et agios réservés (c)	**571,6**	**518,4**	**443,1**	**368,1**	**53,2**	**10,3**
Taux de couvertures des engagements classés(c/a)	**65,1%**	**56,8%**	**48,5%**	**73,3%**	**8,3%**	**14,6**
Agios réservés affectés aux engagements courants (Cir 2011- 04 et 2012- 02)	2,8	4,5	4,5	9,5	(1,7)	(37,5)
Agios réservés affectés aux engagements non classés	1,3	1,1	-	-	0,2	21,2
Provision sur créances courantes	2,2	-	-	-	2,2	100,0
Provisions collectives affectées aux engagements courants (Cir 2012- 02)	34,6	28,3	28,3	21,10	6,3	22,3
Total des provisions et agios réservés affectés aux engagements courants	**40,9**	**33,8**	**32,8**	**30,5**	**7,1**	**20,9**
Total général des provisions et agios réservés (d)	**612,5**	**552,3**	**475,9**	**398,6**	**60,2**	**10,9**
Taux de couverture de l'ensemble des engagements (d/b)	**8,9%**	**8,6%**	**7,4%**	**7,1%**	**0,3%**	**3,5**

Le taux des créances classées est établi à 12,8% contre 14,3% à fin décembre 2012. Quant au taux de couverture des créances classées à fin décembre 2013, il est de 65,1% contre 56,8% à fin décembre 2012.

Par secteur d'activité, les crédits octroyés sous forme de décaissements et d'engagements par signature se répartissent comme suit :

(En millions de dinars)

Secteur d'activité	2013	2012	2011	Quote part en (%)
AGRICULTURE ET PECHE	**147,7**	**146,2**	**136,6**	**2,2**
INDUSTRIE	**1 664,5**	**1 656,3**	**1 532,8**	**24,3**
MINE	8,2	9,4	25,5	0,1
ENERGIE	61,4	50,7	45,0	0,9
INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES	271,2	307,8	278,4	4,0
MATERIAUX DE CONSTRUCTION CERAMIQUE & VERRE	316,6	302,3	262,7	4,6
INDUSTRIES MECANIQUES & ELECTRIQUES	325,0	317,7	293,1	4,7
CHIMIE & CAOUTCHOUC	238,2	222,9	207,2	3,5
TEXTILE	25,4	25,9	22,3	0,4
HABILLEMENT & CUIR	66,3	74,4	80,1	1,0
BOIS LIEGE & AMEUBLEMENT	38,2	39,6	34,8	0,6
PAPIER IMPRESSION INDUSTRIES POLYGRAPHIQUES	148,2	148,1	130,1	2,2
BATIMENT & TRAVAUX PUBLICS	165,9	157,5	153,7	2,4
SERVICES	**5 035,8**	**4 586,0**	**3 933,4**	**73,5**
TRANSPORT & TELECOMMUNICATIONS	423,0	443,5	369,4	6,2
TOURISME	579,2	555,8	514,2	8,5
COMMERCE AGRICOLE & ALIMENTAIRE	89,7	95,2	68,2	1,3
COMMERCE MATIERES PREMIERES, MATERIAUX & COMB	120,1	115,4	144,4	1,8
COMMERCE DE QUINCAILLERIE MACHINES VEHICULES	215,0	201,0	128,3	3,1
COMMERCE DE TEXTILE & CUIR	78,1	69,3	58,8	1,1
COMMERCE DIVERS	562,3	502,2	492,8	8,2
SANTE	137,5	106,3	79,8	2,0
FINANCE	282,5	332,8	280,5	4,1
LOISIRS ET CULTURES	40,3	37,5	30,6	0,6
PARTICULIERS	1 340,4	1 107,9	905,5	19,6
PROMOTION IMMOBILIERE	1 011,6	867,6	716,6	14,8
DIVERS	156,1	151,5	144,3	2,3
TOTAL	**6 848,0**	**6 388,5**	**5 602,8**	**100,0**

Portefeuilles titres

Portefeuille titres commercial

Le portefeuille titre commercial s'est établi à 435,6 millions dinars à fin décembre 2013, soit une progression de 144,9 millions de dinars et ce compte tenu des augmentations enregistrées au niveau des portefeuilles de placement en BTA et en emprunts obligataires.

(En millions de dinars)

Nature	2013	2012	2011	Variation 2013-2012	
				Montant	(%)
BTA de placement et de transaction	324,0	215,0	167,1	109,0	50,7
Créances rattachées sur BTA	9,4	6,6	6,1	2,8	42,4
Emprunts obligataires de placement	93,1	65,4	33,7	27,7	42,4
Créances rattachées sur emprunts obligataires de placement	3,2	1,5	2,0	1,7	113,3
Titres de placement à revenu variable	5,9	2,2	1,0	3,7	168,2
TOTAL	**435,6**	**290,7**	**210,0**	**144,9**	**49,8**

Portefeuille titres d'investissement

Le portefeuille titres d'investissement a atteint 550,5 millions de dinars enregistrant une hausse de 51,5 millions de dinars ou 10,3% par rapport à fin 2012.

La composition détaillée du portefeuille titres d'investissement est la suivante :

(En millions de dinars)

Nature	2013	2012	2011	Variation 2013-2012	
				Montant	(%)
Titres d'investissement	**329,4**	**292,7**	**288,5**	**36,7**	**12,5**
BTA	104,9	104,8	134,8	0,1	0,1
Fonds gérés	223,5	176,7	138,2	46,8	26,5
Emprunts obligataires	1,0	11,2	15,5	(10,2)	(91,1)
Titres de participation	**43,5**	**30,0**	**19,7**	**13,5**	**45,0**
Parts dans les sociétés du groupe	**130,8**	**126,9**	**83,8**	**3,9**	**3,1**
Participations avec convention de rétrocession	**46,8**	**49,4**	**51,8**	**(2,6)**	**(5,3)**
Total	**550,5**	**499,0**	**443,8**	**51,5**	**10,3**

La variation du portefeuille titres d'investissement résulte essentiellement :

- de l'augmentation des encours des fonds gérés pour 46,8 millions de dinars. Cette variation s'explique principalement par des nouvelles libérations de 66,4 millions de dinars au cours de 2013, par la constatation des créances rattachées pour 7,2 millions de dinars, par les remboursements effectués au cours de 2013 pour 10,3 millions de dinars et par l'annulation du fonds gérés «AMEN BANK 2012/3» pour 16,0 millions de dinars ;
- de la régression de l'encours des emprunts obligataires pour 10,2 millions de dinars ou 91,1% ;
- d'une légère hausse des BTA d'investissement pour 0,1 million de dinars en faveur de l'accroissement du portefeuille à des fins de placement ;
- et de l'augmentation de l'encours des participations, toutes catégories confondues, pour 14,8 millions de dinars, suite à des prises de participations principalement dans des fonds communs de placement, à l'augmentation des encours des titres Tunisie Leasing (+7,2 MDT), Ennakl (3,5 MDT), Amen Santé (+3,3 MDT), contre la baisse du portefeuille Hôpital privée El Amen (-2,9 MDT) Clinique El Amen Beja (-1,4 MDT) et Clinique El Amen Gafsa (-0,7 MDT) suite à la réduction de son capital.

Immobilisations

Les immobilisations nettes d'amortissement sont passées de 107,9 millions de dinars à fin décembre 2012 à 111,8 millions de dinars à fin décembre 2013 et ce, compte tenu d'une dotation aux amortissements de 5,6 millions de dinars.

Capitaux propres et Provisions

Capitaux Propres

A fin décembre 2013, les capitaux propres d'Amen Bank ont atteint 568,5 millions de dinars, enregistrant ainsi une augmentation de 158,1 millions de dinars ou 38,5%. Cette augmentation provient :

- de la réalisation de l'augmentation du capital pour 75,3 millions de dinars ;
- du résultat arrêté au 31 décembre 2013 pour 99,8 millions de dinars ;
- et de la distribution des dividendes pour 17,0 millions de dinars.

L'augmentation du capital d'Amen Bank de 22.220.000 dinars a permis l'entrée de la Société Financière Internationale, à concurrence de 9,99% du capital. Cette opération a été réalisée par :

- L'incorporation des réserves pour un montant de 10 millions de dinars ;
- L'émission de 2 444 000 actions nouvelles totalement souscrites en numéraire par la Société Financière Internationale -SFI- et libérées intégralement à la souscription. Le prix d'émission par action nouvelle souscrite est de 30,830 dinars, soit 5 dinars de valeur nominale et 25,830 dinars de prime d'émission par action.

Le capital d'Amen Bank est ainsi passé de 100.000.000 de dinars à 122.220.000 dinars.

Provisions

L'encours des provisions avec prise en compte des provisions additionnelles s'est situé à 513,1 millions de dinars à fin décembre 2013, en augmentation de 54,5 millions de dinars par rapport à son niveau de fin décembre 2012 :

En millions de dinars)

Nature	2013	2012 Retraité	2012 Publié	2011	Variations 2013-2012 retraité	
					Montant	(%)
Provisions affectées aux risques crédits	**455,6**	**403,2**	**326,7**	**267,6**	**52,5**	**13,0%**
Provisions affectées aux crédits	**421,0**	**374,9**	**298,5**	**246,5**	**46,2**	**12,3%**
Provisions annuelles	351,5	298,5	298,5	246,5	53,0	17,8%
Provisions additionnelles(Cir 2013-21)	69,5	76,4	-	-	(6,9)	(9,0%)
Provisions collectives	**34,6**	**28,3**	**28,3**	**21,1**	**6,3**	**22,3%**
Provisons affectées aux titres	**14,3**	**12,8**	**12,8**	**12,7**	**1,5**	**11,7%**
Provisions affectées aux autres éléments d'actif, de passif et pour risques et charges	**43,2**	**42,7**	**42,7**	**44,8**	**0,5**	**1,2%**
Total	**513,1**	**458,7**	**382,2**	**325,1**	**54,5**	**11,9%**

La provision collective, appliquée initialement pour l'exercice 2011 en tant que mesure conjoncturelle est désormais une disposition permanente à observer pour couvrir les risques latents sur les engagements classe 0 et 1. Dans ce cadre Amen Bank a constitué des provisions à caractère général dites «provisions collectives» pour 34,6 millions de dinars, comprenant une dotation de 6,3 millions de dinars au titre de l'année 2013.

Par ailleurs et en vertu des dispositions de la circulaire de la BCT n°2013-21 du 30 décembre 2013, les établissements de crédit doivent constituer des provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net. En application de ces dispositions, l'encours de la provision d'Amen Bank s'est établi à 69,5 millions de dinars après une reprise 6,9 millions de dinars au titre de l'année 2013.

Agios Réservés

Le total des agios réservés est passé de 149,1 millions de dinars à fin décembre 2012 à 156,9 millions de dinars à fin décembre 2013. Cette variation de 7,8 millions de dinars, résulte d'une dotation brute de 23,6 millions de dinars, d'une reprise de 15,1 millions de dinars et d'une reprise d'agios réservés sur les créances radiées pour 0,7 millions de dinars.

(En millions de dinars)

Nature	2013	2012	2011	Variations 2013-2012	
				Montant	(%)
Agios réservés au 31/12/N-1	**149,1**	**131,0**	**108,6**	**18,1**	**13,8**
Dotation aux agios réservés	23,6	28,7	28,3	(5,1)	(17,8)
Reprise Agios réservés de l'exercice	(15,7)	(10,5)	(5,8)	(5,2)	49,5
Autres reprises	(0,1)	(0,1)	(0,1)	-	-
Total	**156,9**	**149,1**	**131,0**	**7,8**	**5,2**

Ratios

Ratio de liquidité

A fin décembre 2013, le ratio de liquidité est de 89,8% contre 78,5% à fin décembre 2012. Il est ainsi en redressement conformément au plan prévoyant d'atteindre le niveau de 100% à fin 2014.

Ratios de concentration et de division du risque

Tous les ratios relatifs à la division et à la concentration des risques à fin décembre 2013, sont en respect des règles prudentielles édictées par la réglementation en vigueur.

Aucun groupe n'a un engagement supérieur au ratio de 25% des fonds propres nets, le plafond fixé par la BCT.
En outre, la situation des engagements à fin décembre 2013 n'a pas dégagé de risque encouru sur un même bénéficiaire en dépassement des 15% des fonds propres nets d'Amen Bank.
De même les risques encourus, sur les personnes ayant des liens avec Amen Bank au sens de l'article 23 de la loi 2001-65, sont établis à 377,5 millions de dinars, soit 49% des fonds propres nets contre un plafond règlementaire de 100%.

Par ailleurs, le montant total des risques encourus sur les bénéficiaires dont l'engagement pour chacun d'entre eux est égal ou dépasse 5% des fonds propres nets, s'élève à 507,4 millions de dinars, soit 66% des fonds propres nets contre un plafond règlementaire de 300%.

Ratio de capital

Le ratio capital s'est établi à 12,0% à fin décembre 2013 contre 10,5% à fin décembre 2012 retraité contre un ratio réglementaire de 9% à fin 2013.

En tenant compte uniquement des fonds propres nets de base, le ratio TIER I à fin décembre 2013, s'est établi à 8,0%, contre un ratio réglementaire de 6%.

Résultats

Au titre de l'année de 2013, Amen Bank a réalisé un chiffre d'affaires de 510,7 millions de dinars contre 401,1 millions de dinars en 2012 soit une augmentation de 109,6 millions de dinars ou 27,3%.

Parallèlement, les charges d'exploitation bancaires ont enregistré une hausse de 60,9 millions de dinars ou 30,4%, ce qui a permis un accroissement du produit net bancaire de 48,7 millions de dinars ou 24,3%.

Les principaux indicateurs de l'état de résultat au 31 décembre 2013 se présentent comme suit :

(En milliers de dinars)

Nature	2013	2012 retraité	2012 Publié	2011	Variation 2013/2012	
					Montant	(%)
Chiffre d'affaires	510 708	401 121	401 840	347 678	109 587	27,3
Produit Net Bancaire	249 464	200 774	201 493	171 016	48 690	24,3
Résultat Net	99 804	46 752	58 491	64 510	53 052	113,5

Produits d'exploitation Bancaire

Au cours de l'année de 2013, les produits d'exploitation bancaire ont enregistré une progression de 109,6 millions de dinars détaillée comme suit :

(En milliers de dinars)

Nature	2013	2012 retraité	2012 Publié	2011	Variation 2013/2012	
					Montant	(%)
Intérêts et Revenus Assimilés	394 012	302 436	302 703	259 330	91 576	30,3
Commissions Reçues	58 135	51 736	51 469	43 778	6 399	12,4
Revenus des Portefeuilles Titres et Opérations Financières	58 561	46 949	47 668	44 570	11 612	24,7
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	**510 708**	**401 121**	**401 840**	**347 678**	**109 587**	**27,3**

Intérêts et revenus assimilés

Les intérêts et revenus assimilés perçus ont atteint 394,0 millions de dinars et ce compte tenu d'une dotation nette d'agios réservés de 8,5 millions de dinars, contre 18,0 millions de dinars une année auparavant.

Les intérêts et revenus assimilés, nets d'agios réservés, sont détaillés dans le tableau ci dessous:

(En milliers de dinars)

Nature	2013	2012 retraité	2012 Publié	2011	Variation 2013/2012 Retraité	
					Montant	(%)
Intérêts et revenus sur les établissements bancaires et financiers et sur la BCT	11 184	9 525	9 525	7 174	1 659	17,4
Opérations avec la Clientèle	359 621	276 645	276 645	239 654	82 976	30,0
Autres revenus et intérêts (*)	23 207	16 266	16 533	12 502	6 941	42,7
Total Intérêts et Revenus Assimilés	**394 012**	**302 436**	**302 703**	**259 330**	**91 576**	**30,3**

(*) Les commissions sur remboursement anticipé des crédits ont été reclassées de la rubrique PR1 «intérêt et revenus assimilés» à la rubrique PR2 «Commissions perçues».

Les revenus perçus sur les opérations avec les établissements bancaires et financiers et sur la BCT ont enregistré une hausse de 1,7 millions de dinars inhérente notamment à l'augmentation des intérêts perçus sur les crédits aux établissements de leasing.

Les revenus sur les opérations avec la clientèle ont totalisé 359,6 millions de dinars au cours de l'année de 2013 contre 276,6 millions de dinars en 2012, soit une augmentation de 83,0 millions de dinars ou 30,0 %. Cette croissance est expliquée principalement par les effets conjugués suivants :

- La progression des encours moyens des crédits toutes catégories et devises confondues pour 14,9%.
- La hausse du TMM moyen de la période de 22,8% ou 84 points de base contre la baisse des taux d'intérêts moyen de l'euro et du dollar pour respectivement 70,3% et 20,3%.

Commissions reçues

Les commissions perçues ont atteint 58,1 millions de dinars contre 51,7 millions de dinars en 2012 enregistrant ainsi une hausse de 6,4 millions de dinars ou 12,4%.

(En milliers de dinars)

Nature	2013	2012 retraité	2012 Publié	2011	Variation 2013/2012 Retraité	
					Montant	(%)
Commissions sur chèques, effets, virements et tenue de comptes.	31 106	25 975	25 975	21 015	5 131	19,8
Commissions sur placement et titres	3 131	3 542	3 542	3 535	(411)	(11,6)
Commissions sur Commerce extérieur et change	6 321	5 537	5 537	4 613	784	14,2
Commissions sur Opération monétiques & Banque directe	7 433	7 008	7 008	5 876	425	6,1
Commissions de gestion, d'étude et d'engagement (*)	9 294	9 065	8 799	8 287	229	2,5
Autres Commissions (mains levées, successions, etc.)	850	609	609	452	241	39,6
Total commissions perçues	**58 135**	**51 736**	**51 469**	**43 778**	**6 399**	**12,4**

(*) Les commissions sur remboursement anticipé des crédits ont été reclassées de la rubrique PR1 «intérêt et revenus assimilés» à la rubrique PR2 «Commissions perçues».

Le niveau de croissance des commissions perçues au titre de l'année de 2013 a été atteint grâce notamment aux revenus générés durant le dernier trimestre suite notamment à la reprise de la production des crédits aux particuliers.

Produit du portefeuille titres et des opérations financières

Les revenus des portefeuilles titres (portefeuilles titres commercial et d'investissement et opérations financières) ont atteint 58,6 millions de dinars en 2013 contre 46,9 millions de dinars au cours de l'année de 2012, soit une progression de 11,6 millions de dinars ou 24,7%.

(En milliers de dinars)

Nature	2013	2012 Retraité	2012 Publié	2011	Variation 2013/2012 Retraité	
					Montant	(%)
Gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières (*)	38 486	27 231	26 655	19 290	11 255	41,3
Revenus du portefeuille titre d'investissement	20 075	19 718	21 013	25 280	357	1,8
Total revenus des portefeuilles titres et opérations financières	**58 561**	**46 949**	**47 668**	**44 570**	**11 612**	**24,7**

(*) Les intérêts perçus sur les emprunts obligataires ont été reclassés de la rubrique PR4 «Revenus du portefeuille d'investissement» à la rubrique PR3 «Gain net sur portefeuille titres commercial et opérations financières».

Gains sur portefeuille titre commercial et opérations financières

Les revenus du portefeuille titre de placement et opérations financières ont atteint 38,5 millions de dinars en 2013, contre 27,2 millions de dinars en 2012, soit une progression de 11,3 millions de dinars enregistrée notamment au niveau des revenus de change suite, à la reprise de l'activité, et aux opportunités inhérentes aux fortes variations des cours de change et au niveau des revenus des BTA en rapport avec l'évolution de l'encours du portefeuille de placement.

L'évolution des gains sur portefeuille titre commercial et opérations financières, est explicitée dans le tableau ci-dessous :

(En milliers de dinars)

Nature	2013	2012 Retraité	2012 Publié	2011	Variation 2013-2012 Retraité	
					Montant	(%)
Revenus du portefeuille titres de placement et de transaction à revenus fixes (BTA et Emprunts obligataires)	19 370	13 501	12 925	7 184	5 869	43,5
Revenus du portefeuille titres de placement à revenus variable	(126)	(97)	(97)	195	(29)	(29,9)
Gain net sur change au comptant	15 999	11 108	11 108	9 820	4 891	44,0
Gain net sur change BBE et autres gains de change	3 243	2 719	2 719	2 091	524	19,3
Gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières	**38 486**	**27 231**	**26 655**	**19 290**	**11 255**	**41,3**

Gain sur portefeuille titres d'investissement

Les revenus du portefeuille titres d'investissement ont atteint 20,1 millions de dinars au cours de l'année de 2013.

Les revenus sur portefeuille titre d'investissement sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

(En milliers de dinars)

Nature	2013	2012 Retraité	2012 Publié	2011	Variation 2013-2012 Retraité	
					Montant	(%)
Intérêts et revenus assimilés sur titres d'investissement:	**14 691**	**10 987**	**11 070**	**16 537**	**3 704**	**33,7**
Sur BTA (*)	7 085	7 386	6 893	8 845	(301)	(4,4)
Sur les Fonds gérés	7 468	3 577	3 577	5 118	3 891	108,8
Sur les emprunts obligataires (**)	138	24	600	2 574	114	19,0
Dividendes et revenus assimilés sur titres d'investissement:	**5 384**	**8 731**	**9 943**	**8 743**	**(3 347)**	**(33,7)**
Total revenus du portefeuille titre d'investissement	**20 075**	**19 718**	**21 013**	**25 280**	**357**	**1,7**

(*) Les plus values de cession sur titres avec convention de rétrocession ainsi que sur l'étalement de la prime et de la décote sur les BTA titres d'investissement ont été reclassés de la rubrique PR4 « Revenus du portefeuille titre d'investissement» à la rubrique PR6/CH5 «Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeur sur portefeuille d'investissement».
(**) Les intérêts perçus sur les emprunts obligataires ont été reclassés de la rubrique PR4 «Revenus du portefeuille d'investissement» à la rubrique PR3 «Gain net sur portefeuille titres commercial et opérations financières».

La progression des intérêts et revenus assimilés sur les titres d'investissement (BTA, Emprunts obligataires et Fonds Gérés) est expliquée par les effets conjugués suivants :

- La progression des revenus des Fonds Gérés qui comportent les plus values et dividendes encaissés et les intérêts courus sur les fonds placés en attente d'emploi ;
- La baisse des intérêts sur les BTA et sur les emprunts obligataires inhérente à la régression de l'encours du portefeuille d'investissement en faveur de l'encours à des fins de placement.

S'agissant des dividendes et revenus assimilés perçus sur les titres de participations toutes catégories confondues, la baisse est justifiée principalement par :

- La contre passation des dividendes Maghreb Leasing Algérie (MLA) au titre de l'exercice 2010 pour 2 682 KDT, contre la prise en compte des dividendes au titre de l'exercice 2012 pour 4 015 KDT encaissés;
- La baisse des dividendes distribués par la Sicar Amen compte tenu du réinvestissement réalisé sur les bénéfices de 2012 à des fins d'optimisation fiscale.

Charges d'exploitation bancaire

Les charges d'exploitation bancaire ont enregistré une hausse de 60,9 millions de dinars ou 30,4%, passant de 200,3 millions de dinars en 2012 à 261,2 millions en 2013.

Les composantes des charges d'exploitation bancaires se présentent comme suit :

(En milliers de dinars)

Nature	2013	2012	2011	Variation 2013-2012	
				Montant	(%)
Total Intérêts encourus et charges assimilées	**255 194**	**195 059**	**172 092**	**60 135**	**30,8**
Opérations avec les établissements bancaires et financiers et BCT	28 840	20 700	17 977	8 140	39,3
Opérations avec la clientèle	179 052	140 111	125 048	38 941	27,8
Emprunts et ressources spéciales	30 135	25 504	22 642	4 631	18,2
Autres intérêts et charges	17 167	8 744	6 425	8 423	96,3
Commissions encourues	**6 050**	**5 289**	**4 570**	**761**	**14,4**
Total Charges d'exploitations bancaires	**261 244**	**200 348**	**176 662**	**60 896**	**30,4**

La hausse des intérêts encourus et charges assimilées de 60,1 millions de dinars ou 30,8% est justifiée par les effets conjugués :

- de l'accroissement des encours moyens des ressources toutes catégories confondues de 17,6% ;
- de l'augmentation du TMM moyen de la période de 22,8% ;
- et de la baisse des taux de référence des principales devises.

Compte tenu des encours bilanciels, le coût moyen des ressources est établi à 4,13% contre 3,57% pour la même période de 2012. Quant au rendement moyen des crédits, il passe de 6,24% à 7,28%. Ainsi la marge nette d'intérêts se situe à 3,15% au cours de l'année de 2013 contre 2,67% pour la même période de 2012.

Produit net bancaire

Le Produit Net Bancaire a atteint 249,5 millions de dinars contre 200,8 millions de dinars au cours de l'année de 2012 soit une augmentation de 48,7 millions de dinars ou 24,3% par rapport à la même période de 2012.

(En milliers de dinars)

Nature	2013	2012 Retraité	2012 Publié	2011	Variation 2013-2012 Retraité	
					Montant	(%)
Marge sur intérêts	138 817	107 381	107 644	87 238	31 436	29,3
Marge sur commissions	52 086	46 444	46 181	39 208	5 642	12,1
Revenus sur titres et opérations financières	58 561	46 949	47 668	44 750	11 612	24,7
P N B	**249 464**	**200 774**	**201 493**	**171 196**	**48 690**	**24,3**
PNB / Chiffres d'affaires	**48,8%**	**50,1%**	**50,1%**	**42,7%**		

Rapportées au Produit Net Bancaire, ces marges se présentent comme suit :

(En milliers de dinars)

Nature	2013	Q.P dans le PNB en %	2012 Retraité	Q.P dans le PNB en %	2012 Publié	Q.P dans le PNB en %
Marge sur intérêts	138 817	55,6%	107 381	53,5%	107 644	53,4
Marge sur commissions	52 086	20,9%	46 444	23,1%	46 181	22,9
Revenus sur titres et opérations financières	58 561	23,5%	46 949	23,4%	47 668	23,7
P N B	**249 464**	**100,0%**	**200 774**	**100,0%**	**201 493**	**100,0**

Charges opératoires

Les charges opératoires ont totalisé 82,9 millions de dinars au cours de l'année de 2013 contre 75,3 millions de dinars pour la même période de l'année précédente, soit une hausse de 10,1% ou 7,6 millions de dinars.

Les charges opératoires sont constituées de :

(En milliers de dinars)

Nature	2013	2012- Retraité	2012- Publié	2011	Variation 2013-2012 Retraité	
					Montant	(%)
Frais de personnel	62 127	55 627	55 627	52 631	6 500	11,7
Charges générales d'exploitation	15 203	14 602	14 602	12 910	601	4,1
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	5 589	5 086	5 086	5 472	503	9,9
Total charges opératoires	**82 919**	**75 315**	**75 315**	**71 013**	**7 604**	**10,1**
Coefficient d'exploitation	**33,2%**	**37,5%**	**37,4%**	**41,5%**	**(4%)**	**(11)**

La hausse des frais du personnel de 6,5 millions de dinars ou 11,7% est justifiée par les effets cumulés de l'augmentation des salaires au niveau sectoriel, de la prime d'augmentation de capital, des promotions et de l'accroissement de l'effectif.

Quant à la hausse enregistrée au niveau des charges générales d'exploitation, elle est imputable principalement aux coûts d'impressions et d'affranchissements et aux honoraires relatifs aux missions d'assistance dont celle de la SFI.

Le coefficient d'exploitation s'est amélioré de 43 points de base, en revenant de 37,5% en 2012 à 33,2% en 2013.

Résultat brut d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation, déterminé hors effets de la dotation aux provisions, des corrections des valeurs, de l'impôt et de la dotation aux amortissements, a atteint 173,5 millions de dinars en augmentation de 31,6% par rapport à 2012.

De ce résultat brut, ont été affectées une dotation aux provisions pour 61,2 millions de dinars et une dotation aux amortissements pour 5,6 millions de dinars. L'impôt sur les sociétés a été de 6,9 millions dinars.

Résultat net de l'exercice

Le résultat net réalisé par Amen Bank au cours de l'année 2013 a enregistré une progression de 113,5% en passant de 46,8 millions de dinars à 99,8 millions de dinars.

(En milliers de dinars)

Nature	2013	2012 Retraité	2012 Publié	2011	Variation 2013-2012	
					Montant	(%)
Résultat d'Exploitation	**107 262**	**56 628**	**68 367**	**73 489**	**50 634**	**89,4**
Solde en gain / perte provenant des éléments ordinaires	(546)	(807)	(807)	256	261	(32,0)
Impôt sur les bénéfices	(6 912)	(9 069)	(9 069)	(9 235)	(2 157)	(24,0)
Résultat net de l'exercice	**99 804**	**46 752**	**58 491**	**64 510**	**53 052**	**113,5**
Rendement moyen des fonds propres	23,2%	11,8%	13,7%	17,1%	11,4	96,6
Rendement moyen des actifs	1,5%	0,8%	1,0%	1,3%	0,7	87,5

ÉVOLUTIONS RÉCENTES & PERSPECTIVES

Système d'information

Au niveau du système d'information, l'année 2013 a été marquée par le déploiement généralisé de la nouvelle suite logicielle Front Office des agences « Emeraude » et la mise en place du progiciel « Megara Forex » pour la gestion de la salle des marchés en remplacement au logiciel TRADIX ainsi que par le parachèvement de la phase 2 du noyau comptable. Par ailleurs, Amen bank a finalisé la migration de toutes les applications portail vers le nouveau Data Center basé sur une architecture virtualisée, la mise en place du site de secours hébergé à Enfidha et l'enrichissement du portefeuille produits et services par un ensemble d'améliorations et de nouvelles applications.

Emeraude est une suite logicielle full web de 20 applications (retrait, versement, chèques reçus, chèques remis, BAO, LC, LCC, prélèvement, opposition, TFJ, caisse...) développée en interne avec une architecture J2EE. Sur le plan technique, la nouvelle architecture et l'utilisation des web services a permis d'intégrer Emeraude avec le reste des modules du système d'information d'une façon plus efficace et simplifiée. Sur le plan fonctionnel, Emeraude a permis de décharger les agences des travaux de comptabilisation et de simplifier la prise en charge des différentes activités.

Afin de renforcer les activités de la salle des marchés, un nouveau progiciel «MEGARA FOREX - SVT» permettant la gestion des opérations de change, monétaires et de trésorerie en devises et en dinars, a été mis en production. Cette nouvelle solution a été intégrée avec les modules du bancaire étranger et le reste du système d'information. D'autre part, un enrichissement par des écrans et des états de suivi a été apporté à l'application Placements. Des améliorations ont été apportées sur le module Titres et OPCVM pour se conformer aux nouveaux textes règlementaires et offrir plus de facilités commerciales à l'activité titres.

Le nouveau module noyau comptable a été appuyé par une nouvelle version de l'interpréteur comptable, par une nouvelle application pour le plan comptable et par l'automatisation de l'intégration des journées complémentaires. De même, ont été accélérés l'automatisation du reporting comptable, la génération du ratio de liquidité quotidien et la mise en place d'un nouveau module de reporting réglementaire qui sera enrichi et complété en 2014, notamment avec la généralisation de l'utilisation de l'interpréteur comptable sur tous les métiers de la banque.

Dans le cadre de l'amélioration des services rendus à la clientèle, une base de clients grands comptes a été conçue afin de garantir un modèle de traitement spécifique, assurant une meilleure efficacité et qualité de services, pouvant se traduire par l'élimination de certaines instances dans les étapes des processus de décision.

Des optimisations ont été réalisées dans le module financement pour alléger les workflows des autorisations de déblocage, du crédit habitat packagé et les conditions de banque. En partenariat avec la SFI, un projet de gestion de risque couvrant la notation interne des entreprises et l'ALM a été initié avec plusieurs campagnes d'enrichissement de données et des process. De plus, un changement a été apporté au module de gestion de risque pour la prise en charge de la nouvelle circulaire BCT relative à la décote de garantie.

Des mises à niveau techniques ont été apportées aux modules monétiques avec notamment la migration des modules complémentaires vers le nouveau serveur d'application et la mise en place de nouvelles versions Web Services pour l'intégration avec TUNISIANA et le nouveau système agence Emeraude. Des améliorations ont été également apportées sur le module gestion de la fraude du serveur monétique.

Un nouveau produit gratuit «pack téléchargement» a été lancé. Ce produit offre à la clientèle abonnée le téléchargement de ses relevés de comptes sous format «PDF» et «TXT», ses avis d'opérations sous format «PDF» ainsi qu'un accès à l'historique de six mois d'opérations.

Au niveau infrastructure, après la réalisation d'une salle blanche totalement sécurisée et l'installation du nouveau Datacenter et suite aux dernières versions du moteur de gestion de bases de données et du serveur d'application Oracle en 2012, Amen Bank a finalisé la migration des applications de portail, en s'appuyant sur des technologies de virtualisation. Afin de garantir une haute disponibilité du Système d'information, des technologies nouvelles pour les bases de données et pour les serveurs d'application ont été mises en place. De plus, tout le réseau de transmission des données liant les agences au siège a été complètement migré vers le réseau haut débit MPLS avec un backup automatique.

Sur le plan sécurité et afin de garantir la continuité des activités de la banque en cas de sinistre, un nouveau Plan de Continuité d'activité PCA a été mis en place. Ce PCA repose sur un nouveau PCO (Plan de Continuité des Opérations) et un nouveau site de secours. Ce dernier est composé par l'infrastructure de l'ancien Datacenter qui a été mis à niveau. La réplication des données inter-site est assurée en quasi temps réel. Le site est hébergé à Enfidha dans le datacenter de Meninx Technologies offrant ainsi un environnement neutre, conforme aux standards internationaux en termes de sécurité physique, énergétique et climatique. Parallèlement, une nouvelle version du module gestion des habilitations a été mise en exploitation.

Monétique

L'activité d'émission des cartes a connu une évolution positive au cours de l'année 2013, qui a vu le lancement de la carte Daloula, dont la nouveauté, une première en Tunisie, consiste à permettre au client de choisir lui-même le visuel de sa carte. Globalement, l'effort commercial a permis à Amen Bank d'émettre 39.782 nouvelles cartes, en augmentation de 2,3% par rapport aux émissions de l'année 2012. La carte El Amen, carte à puce de retrait adossée à un compte d'épargne, est celle qui a enregistré la plus forte progression.

Pour leur part, les mouvements réalisés au niveau des DAB sont passés de 324,8 millions de dinars en 2012 à 332,9 millions de dinars en 2013, soit une progression de 2,5%. Au cours de la même année 2013, le parc DAB a été enrichi de 7 nouveaux automates, portant ainsi le nombre total de DAB à 153, dont 15 hors site.

Par ailleurs, le mouvement effectué auprès des affiliés TPE, s'est établi à 82,5 millions de dinars, en diminution de 0,4% par rapport à l'année précédente. Cette activité a été pénalisée par la baisse du secteur touristique. En effet, les dépenses effectuées par les porteurs de cartes étrangères se sont élevées à 50,8 millions de dinars en 2013, contre 53,3 millions de dinars en 2012, soit une régression de 5,0%.

Activité commerciale

Dans le cadre de sa stratégie d'élargissement de sa base clientèle, Amen Bank a mis en place une stratégie permettant d'augmenter de manière significative les entrées en relation et par la même, la vente des produits et la collecte de l'épargne. L'objectif assigné aux responsables du réseau était d'intensifier les ouvertures de compte par le biais d'une stratégie de démarchage claire et agressive et de diminuer les clôtures de compte par un effort continu de fidélisation de la clientèle. Par ailleurs et afin de développer davantage sa stratégie, visant à l'amélioration de sa structure de ressources en favorisant de l'épargne, Amen Bank a pris de nombreuses mesures visant à rendre encore plus attractives les caractéristiques des différents produits d'épargne.

Extension du réseau

Amen Bank a poursuivi l'extension de son réseau commercial avec l'ouverture de 5 nouvelles agences, ce qui a permis de porter le nombre total d'agences à 141. Les agences ouvertes durant l'année 2013, ont été installées dans les villes et quartiers suivants : Les Jardins de Carthage, Mornag, El Agba, Bouchoucha et Sahline.

Nouveaux produits

Afin de fidéliser davantage sa clientèle, Amen Bank a continué à enrichir son offre de produits et services.

@mennet Corporate

AMEN BANK a enrichi @mennet, qui est le premier site d'Internet Banking en temps réel en Tunisie, par de nouvelles fonctionnalités notamment l'instruction et le suivi du crédit documentaire import (CDI) et l'émission des transferts à l'étranger, sans oublier la possibilité d'un accès instantané et en toute sécurité sur Internet, à la première salle de change virtuelle en Tunisie.

Pack téléchargement

AMEN BANK a lancé le pack téléchargement qui offre la possibilité, aux clients, de télécharger gratuitement via @mennet leurs relevés de compte sous plusieurs formats, ainsi que leurs avis d'opérations sous formats «PDF», tout en ayant la possibilité d'accéder à un historique de 6 mois.

Carte Daloula

Poursuivant sa politique d'innovation produit, Amen Bank a lancé la carte « DALOULA ». Il s'agit d'un nouveau concept, puisque pour la première fois en Tunisie, le porteur de la carte «DALOULA» peut choisir lui-même le visuel de sa carte, au moment de sa commande. Pour ce faire, plusieurs photos de différents thèmes, ont été mis à sa disposition, au niveau des agences AMEN BANK, de manière à lui permettre de choisir celle qui lui conviendrait le mieux. Bien entendu, ces photos évolueront dans le temps et seront enrichies par d'autres thèmes, de manière à élargir davantage le choix de la clientèle.

Actions de communication

Plusieurs actions de communication ont été menées en 2013, parmi lesquelles la sponsorisation par AMEN BANK de plusieurs activités socioculturelles.

AMEN BANK a aussi participé à la sponsorisation de la rubrique « Flash Change » sur la radio EXPRESS FM, qui expose quotidiennement l'analyse des principales devises et donne un bref aperçu de la situation sur les marchés financiers internationaux.

AMEN BANK a poursuivi également, ses actions de sponsoring des activités notamment sportives et en particulier, son partenariat avec le Tunis Open. Elle a aussi participé pour la 6ème fois au salon de l'Immobilier Tunisien à Paris, l'occasion de nouer des contacts avec les tunisiens résidents à l'étranger.

Activité de l'international

Au terme de l'exercice 2013, le volume de transactions gérées par Amen Bank a atteint le montant de 5.356 millions de dinars réalisant ainsi une progression de 7,7% par rapport à celui de 2012. Ce qui constitue une évolution importante au vu de la conjoncture économique qui a prévalu en Tunisie. Une telle évolution est le résultat du bon comportement de plusieurs composantes de l'activité internationale a savoir: domiciliations, remises documentaires et virement export, transferts financiers ordonnés, et les engagements par signature.

Les opérations financières, ont enregistré une évolution de 6% du nombre de dossiers traités. Cette hausse a été plus importante en termes de volume qui s'établit en augmentation de 14,4%.

Les opérations de commerce extérieur des résidents ont sensiblement augmenté. En effet, les domiciliations au titre de l'exercice 2013 se sont accrues en nombre de 6% atteignant 24 813 dossiers traités, et en volume de 3,9% atteignant 2.425 millions de dinars.

Les financements en devises ont enregistré une évolution en volume de 12,4% atteignant 491 millions de dinars répartie entre 460 millions de dinars à l'import et 30 millions de dinars à l'export.

Enfin, les engagements par signature ont affiché une progression en volume de 7,9%, par rapport à l'exercice 2012 atteignant 757,3 millions de dinars.

Sur un autre plan, l'encours des ressources extérieures collectées par Amen Bank à fin 2013 s'est accru de 30% pour dépasser 590 millions de dinars. Cette évolution est due aux nouveaux tirages effectués sur les lignes de crédit de la Banque Européenne d'Investissement, de l'Agence Française de Développement et de la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement ainsi que sur les lignes d'aide – programmes accordées à la Tunisie par la France, l'Italie et l'Espagne.

A ce titre, Amen Bank a confirmé sa position de leader en occupant la première place, s'octroyant ainsi une quote-part de choix dans l'utilisation des ressources en devises mises à la disposition de la Tunisie par les bailleurs de fonds internationaux.

Marché des Capitaux

L'importante baisse des avoirs nets sur l'étranger et le repli des apports en investissements directs étrangers ont contribué à la contraction de la liquidité et ont augmenté la fréquence et le volume d'intervention de la Banque Centrale sur le marché de change.

Cependant et malgré ces contraintes conjoncturelles, la salle des marchés d'Amen Bank a continué d'afficher une croissance de ses revenus confirmant encore une fois son positionnement de Market-maker sur les différentes activités des marchés de capitaux en Tunisie.

Activité devises

L'activité change a signé la plus importante progression en terme de résultat avec un saut de 41% de ses résultats, grâce notamment à une hausse de 33,0% du volume échangés sur l'interbancaire et avec la clientèle de la salle. L'activité change a également profité d'une meilleure maîtrise des marges d'intermédiation sur les opérations de change à terme.

Au niveau du compartiment ressources en devises, l'encours moyens des dépôts de la clientèle a enregistré d'une année à l'autre une évolution positive de 23,0%.

Portefeuille Obligataire

L'encours global du portefeuille obligataire d'Amen Bank a affiché une hausse de 25,4 %. Cette évolution a permis d'améliorer sensiblement le rendement global du portefeuille.

Portefeuille titres souverains

Le portefeuille titres souverains de l'Etat tunisien (BTA) a franchi un nouveau pallier en 2013. L'encours à fin décembre a atteint 428 millions de dinars ce qui correspond à une variation annuelle positive de 36%.

Bourse et gestion du patrimoine

Lancé en 2013 malgré une année difficile pour la bourse de Tunis, ce nouveau centre de profit a réussi à réaliser pour sa première année d'exercice un rendement moyen sur portefeuille de trading de 4,7%.

Activité change manuel

Dans le sillage des principales activités de la salle des marchés et malgré une année touristique difficile, le change manuel est parvenu à afficher une croissance de 4,4% de ses résultats, grâce notamment à une gestion optimisée des flux et du risque de change sur les devises majeures.

Activités de titres et de bourse

Métiers titres

Au sujet des activités de la banque dépositaire d'OPCVM, le total des actifs déposés à Amen Bank a atteint 1 385,6 millions de dinars à fin 2013, soit une part de marché de 30,3%.

La fonction de dépositaire a été assurée pour 31 OPCVM, soit 9 SICAV et 22 FCP.

Amen Bank est également dépositaire de 6 FCP à risque totalisant, à fin 2013, des actifs de 32,0 millions de dinars.

Titre Amen Bank

Du 02/01/2013 au 31/12/2013, le cours de l'action Amen Bank est passée de 34,700 dinars à 31,000 dinars s'inscrivant ainsi en diminution de 11%.

Durant la même période, l'Indice Tunindex a accusé une baisse de 5%. Quant à l'Indice Banques, il a perdu 93.750 points, soit une baisse de 3% sur sa valeur.

Les indicateurs financiers de la valeur Amen Bank au 31/12/2013 se présentent ainsi :

Indicateurs	2013	2012 Retraité comptable	2012 Publié	Variation 2012/2013	
				montant	(%)
Cours de l'action Amen Bank (en dinars)	31,000	34,8	34,8	-3,8	-10,9
Fonds propres (après affectation) /par action	22,3	19,7	23,5	2,6	13,2
Price Earning Ratio (PER)	7,3 X	14,9 X	11,9 X	-7,3	-49,0
Bénéfice par action (en dinars)	4,274	2,338	2,925	1,936	82,8
Capitalisation boursière (en millions de dinars)	747,7	695,4	695,4	52,3	7,5
Capitaux propres (en millions de dinars)	568,5	410,4	486,8	158,1	38,5
Capitalisation boursière / capitaux propres	1,32 X	1,69 X	1,43 X	-0,37	-21,9

La liquidité des actions Amen Bank et la régularité de leur cotation sont assurées par un contrat de liquidité mis en œuvre par les principaux actionnaires. Le contrat de liquidité est suivi par l'intermédiaire en bourse Amen Invest. A sa plus récente date de clôture, soit le 27-05-2013, le contrat a été composé de 30 000 titres Amen Bank Actions anciennes et de 1 000 000 dinars de liquidité.

Depuis le 09-06-2013 un nouveau contrat composé de 36 742 titres Amen Bank Actions anciennes et 1 000 000 dinars de liquidité a été mis en place.

Réalisation des prévisions

La confrontation des réalisations de l'exercice 2013 par rapport aux prévisions établies par le Business Plan 2012-2017 et publiées au niveau du document de référence «Amen Bank 2012», a fait ressortir des écarts dont les plus significatifs sont les suivants :
Les réalisations au niveau de la collecte des ressources et des principaux emplois ont dépassé les prévisions de respectivement 11% et 10%.

Ces évolutions, conjuguées à une augmentation du TMM moyen de la période, ont permis de réaliser un volume d'affaires supérieur à ce qui a été prévu réalisant ainsi un produit net bancaire en dépassement de 24% des prévisions.

Enfin et en dépit du fait que le montant des dotations aux provisions ait doublé, par rapport à ce qui a été prévu compte tenu de la conjoncture, le résultat net de l'exercice 2013 s'est établi à 99,8 millions de dinars en dépassement de 30% des prévisions et ce grâce notamment aux réalisations en terme de produit net bancaire, à la maîtrise des charges opératoires et à l'optimisation fiscale.

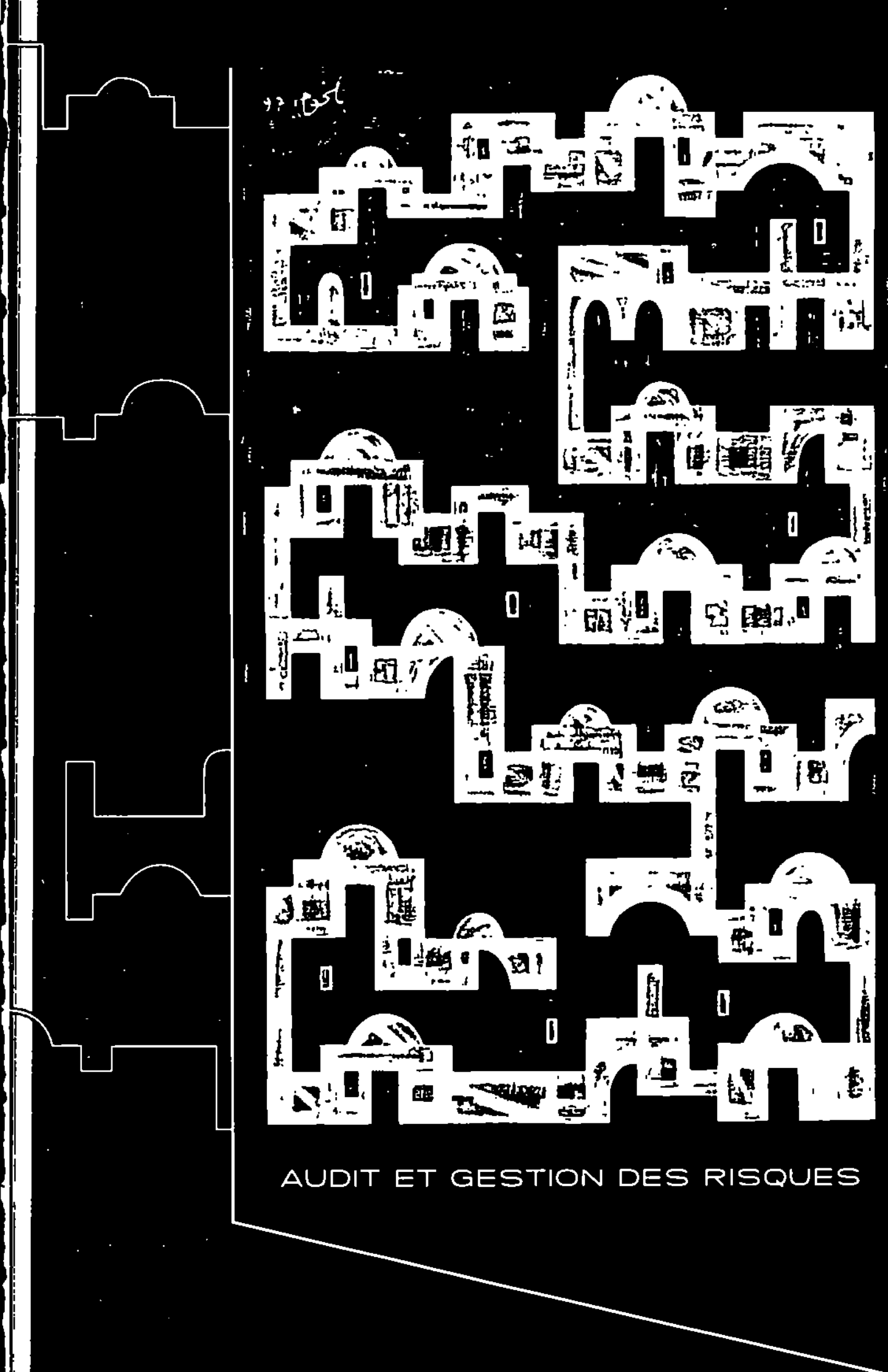
(en milliers de dinars)

	Prévision 2013	Réalisation 2013	Ecart	Taux de réalisation (%)
Dépôts et avoirs de la clientèle	4 574 155	4 964 477	390 322	109
Emprunts et ressources spéciales	653 006	846 029	193 023	130
Principales Ressources	**5 227 161**	**5 810 506**	**583 345**	**111**
Créances sur la clientèle	5 185 000	5 484 548	299 548	106
Portefeuille titres	702 698	986 108	283 410	140
Principaux Emplois	**5 887 698**	**6 470 656**	**582 958**	**110**
Produits d'exploitation bancaires	416 882	510 708	93 826	123
Charges d'exploitation bancaires	216 494	261 244	44 750	121
Produit Net Bancaires	**200 388**	**249 464**	**49 076**	**124**
Dotation aux provisions	30 873	62 921	32 048	204
Frais de personnel	62 531	62 127	-404	99
Charges générales d'exploitation	15 058	15 203	145	101
Résultat net de l'exercice	**76 487**	**99 804**	**23 317**	**130**

Perspectives 2014- 2017

Un nouveau plan stratégique a été mis en place à fin 2013, dont les grandes lignes se résument ainsi :

- **Dépôts :** augmentation en moyenne de 12% l'an sur la période 2014-2017 ;
- **Emprunts et ressources spéciales :** lancement d'emprunts obligataires de 50 MD par an et une progression en moyenne annuelle de 4% des ressources spéciales ;
- **Crédits à la clientèle** : augmentation à un rythme annuel de 11% à partir de 2014 ;
- **Portefeuille titres commercial** : évolution en moyenne de 19% essentiellement sous l'effet d'une augmentation des BTA ;
- **Portefeuille titres d'investissement** : augmentation en moyenne de 10% ;
- **Rendements crédits et coût des ressources** : respectivement 7,3% et 4,4% sur la période 2014-2017 ;
- **Commissions reçues** : augmentation de 7% par an sur la période 2014-2017 ;
- **Distribution de dividendes** : Le taux de distribution des dividendes en moyenne de 20% par an ;
- **Ratio de liquidité** : atteindre le niveau réglementaire au plus tard à fin 2014.



AUDIT ET GESTION DES RISQUES

Audit

En actualisant son organigramme en 2013, Amen Bank a renforcé son système de contrôle interne en cohérence avec sa stratégie globale visant à asseoir une gestion saine et prudente qui garantit la pérennité de son développement tout en assurant sa conformité aux dispositions réglementaires notamment, en matière de gouvernance et de maitrise des risques.

Dans ce contexte, la Direction de l'Audit s'est employée activement à la mise en place d'une nouvelle méthodologie optant pour une approche cohérente de la gestion des risques, dont l'objectif est de se conformer aux bonnes pratiques internationales de l'audit interne, et de fournir à la gouvernance des reportings permettant une meilleure appréhension des risques avec des analyses quantitatives et qualitatives.

C'est ainsi que la charte d'audit interne a été révisée en respect des exigences des normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne.

Parallèlement, la Direction de l'Audit s'est attelée à développer la cartographie des risques d'AMEN BANK selon une méthode RADAR en se faisant accompagner par un cabinet international, et des experts consultants auprès de la banque mondiale. La méthode RADAR offre une vision globale des risques au niveau de la banque et permet ainsi de déterminer un plan d'audit en priorisant les zones à risques élevés permettant ainsi de couvrir tout le périmètre d'AMEN BANK sur un nombre d'exercice aussi limité que possible.

Cette refonte méthodologique est accompagnée par la mise à disposition des auditeurs de moyens logistiques sophistiqués. C'est ainsi que la Direction de l'audit œuvre pour un développement en interne d'un système Workflow pour la conduite d'une mission d'audit. Le nouveau système consigne toutes les étapes et tous les référentiels de processus et de maîtrise de risques, selon les définitions bâloises et la déclinaison la mieux adaptée au contexte d'AMEN BANK compte tenu d'une approche participative impliquant tous les responsables de la banque.

Gestion des Risques

Parce que la prise de risque est inhérente à son activité, Amen Bank a intégré l'appétit pour le risque comme un élément principal de sa stratégie et a fait de la gestion des risques une fonction essentielle de la conduite des différents métiers dans un souci de pérennité de l'activité.

La gestion des risques à Amen Bank est à la fois globale et locale projetée au niveau des différentes unités d'exploitation.

En collaboration avec son partenaire stratégique SFI (société Financière Internationale) du Groupe Banque Mondiale et dans le cadre d'un plan de renforcement institutionnel, Amen Bank a transformé ses organisations pour améliorer son efficacité opérationnelle et mettre en œuvre un dispositif performant d'analyse, de mesure et de contrôle des risques plus simple et plus efficace en ligne avec les règles prudentielles de la Banque Centrale de Tunisie et des meilleures pratiques bâloises. Amen Bank ambitionne à terme, un niveau avancé de gestion des risques lui permettant de le mesurer en termes d'allocation de fonds propres et de tarification des services.

En 2013, Le Conseil de Surveillance a approuvé la politique générale de gestion des risques qui détaille le cadre global de gestion des risques d'Amen Bank, son organisation et sa gouvernance. Elle comporte également, la définition de la stratégie globale des risques, son appétence et la fixation de ses limites opérationnelles. Ce document a été synthétisé sous forme d'une circulaire interne diffusée au sein d'AMEN BANK.

Amen Bank a aussi déployé sa nouvelle organisation de la Direction Centrale des Risques spécialisée par typologie de risque pour assure une vision globale de l'ensemble des risques préalablement définis dans la Politique Générale de Gestion des Risques. Cette organisation comporte les structures suivantes :

1. Une division de «Risque de crédit ou de contrepartie» qui assure un contrôle permanent du respect des limites d'engagement et de crédit, ainsi que le suivi de l'évolution et de la qualité globale des risques crédit,

2. Une division de « Risque de marché - ALM », qui assure le contrôle du respect des limites relatives aux risques de liquidité, de règlement livraison et de bilan,
3. Une division de « Risques opérationnels et risques émergents et de conformité », qui assure la conception et la mise en œuvre du dispositif de gestion du risque opérationnel incluant tous les risques émergents et de non-conformité,
4. Une division de « Suivi transversal des risques et préparation des outils et méthodes » qui arrête et suit les outils et méthodes nécessaires au pilotage des risques.

Une circulaire interne a détaillé les attributions et les fiches des postes clés de la Direction Centrale des Risques, ses missions, son périmètre d'intervention, son organisation et les moyens qui lui sont nécessaires pour exercer son rôle de façon optimale.

Amen Bank a également élargi son dispositif global des comités liés à la gestion des risques avec en particulier la création du Comité Supérieur des Risques et Capital avec ses trois sous-comités : ALCO, de capital et des risques opérationnels. Cette nouvelle structure vient compléter les trois autres comités internes déjà existants, à savoir le comité de crédit et de recouvrement, le comité du patrimoine et le comité organisation et informatique.

Et au-delà de l'organisation et des procédures qui régissent le dispositif de gestion des risques et de la conformité, Amen Bank édifie une culture risque et une sensibilisation de la conformité qui appellent à la responsabilité individuelle et civique de son personnel pour promouvoir les règles et les pratiques de bonne gouvernance, et en y intégrant la prise en compte des risques sociaux et environnementaux des projets financés. La vigilance d'Amen Bank s'étend aussi aux risques de blanchiment et de financement du terrorisme et de la lutte contre la corruption.

Amen Bank projette en 2014 de déployer les instruments et les méthodes de son dispositif de gestion des risques. En particulier, en finalisant le développement des premiers modèles de notation interne pour le risque de crédit des segments corporates et petites et moyennes entreprises. Les scores d'octroi seront intégrés à la chaîne de financement, l'outil décisionnel de la Direction Centrale de Financement.

Pour la mesure des risques de liquidité et de taux, Amen Bank continuera à développer les indicateurs statiques, en particulier les impasses de taux et la sensibilité des revenus.

Amen Bank mettra en place des scénarii de stress à la fois historiques par la réplication sur son portefeuille de l'effet de crises majeures survenues dans le passé et aussi hypothétiques par anticipation des chocs vraisemblables.

Pour l'identification du risque opérationnel, Amen Bank couvrira au mieux les différents processus dans l'établissement de la cartographie des risques. Elle finalisera le déploiement de l'outil de collecte des incidents et des pertes et l'élaboration du plan d'audit interne axé sur les risques afférents à des processus pilotes sélectionnés.

Lutte contre le blanchiment

La réglementation tunisienne en matière de Lutte contre le Blanchiment d'Argent et le Financement du Terrorisme (LAB/FT) s'inspire largement des 40 recommandations du Groupe d'Action Financière (GAFI), auxquelles souscrit la Tunisie en sa qualité de membre du GAFIMOAN (groupe régional du GAFI : Moyen Orient et Afrique du Nord) et en vertu des conventions de l'Organisation des Nations Unies.

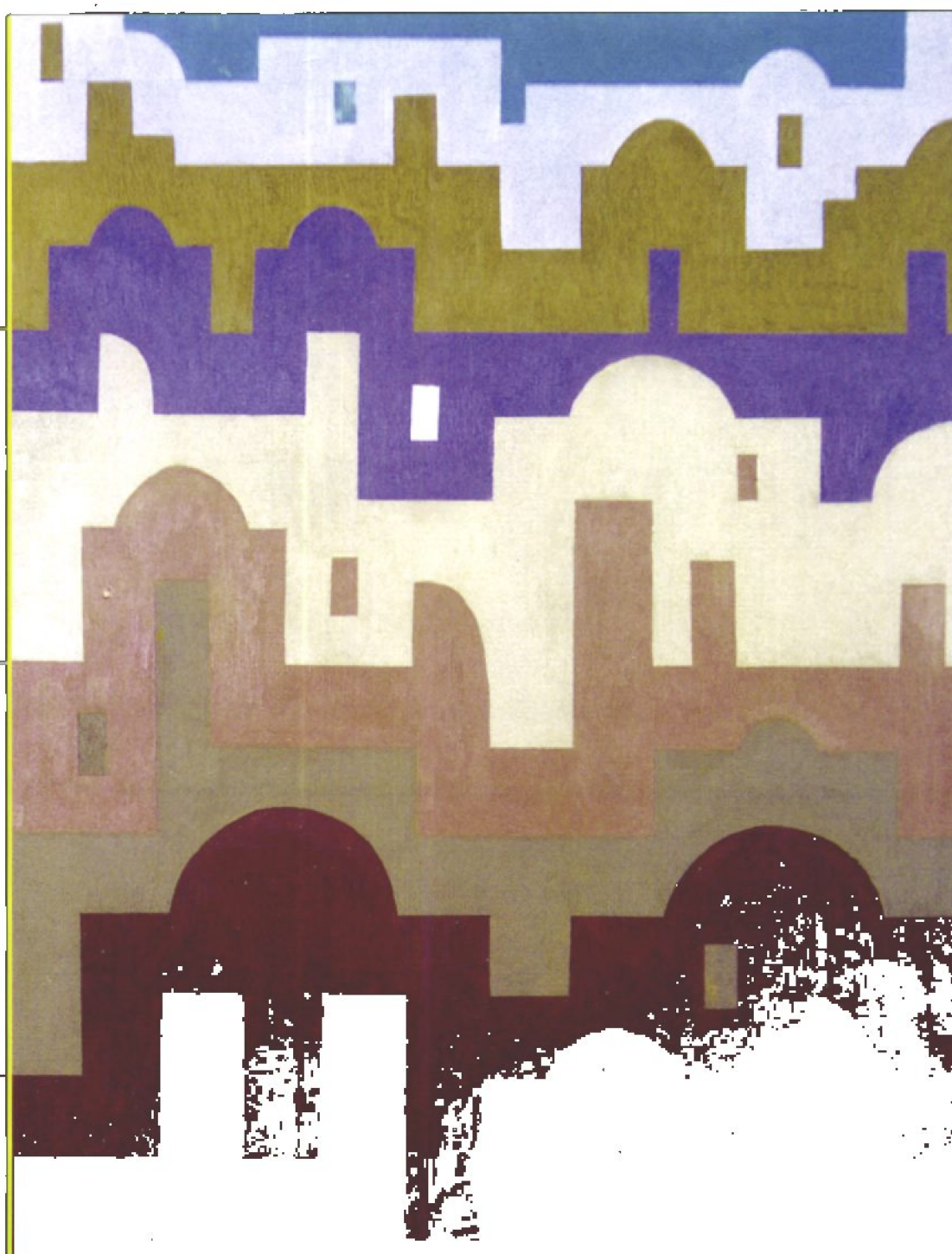
Amen Bank se conforme aux obligations réglementaires en matière de LAB/FT, Elle s'engage à empêcher que ses services financiers soient utilisés à des fins de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme en adoptant des procédures qui garantissent :

- l'identification et la connaissance de la clientèle ;
- la surveillance et le suivi des opérations de la clientèle, notamment celles présentant un degré de risque important ;
- la déclaration des opérations suspectes à la Cellule de Renseignements Financiers tunisienne;
- la mise à jour et la conservation pendant une période de 10 ans des informations de la documentation afférente à la clientèle et à ses opérations ;
- l'évaluation des règles et des procédures LAB/FT et l'appréciation du dispositif mis en place .

la sensibilisation du personnel et sa formation aux techniques de détection et de prévention des opérations à caractère inhabituel ou suspect
la coopération avec les autorités tunisienne de réglementation et de contrôle
l'application des mesures de vigilance LAB/FT par les filiales et les sociétés situées à l'étranger dont Amen Bank détient la majorité du capital social

Amen Bank structure son système d'information de lutte contre le blanchiment de capitaux autour de deux axes
- un système de filtrage des clients et des transactions par rapport aux listes officielles
un système de profilage de la clientèle et de surveillance continue des transactions et des comptes

Le personnel Amen Bank concerné directement et indirectement par la mise en œuvre des obligations légales et réglementaires relatives à la vigilance et la lutte anti blanchiment de capitaux bénéficie d'une formation appropriée Le personnel est notamment sensibilisé aux risques et responsabilités auxquels pourraient être confrontés leur établissement s'il venait à être utilisé à des fins illicites



GOUVERNANCE ET RESPONSABILITÉ SOCIALE

Gouvernance

Amen Bank a opté, après approbation de son Assemblée Générale Extraordinaire du 31 mai 2012, pour un mode de gouvernance dualiste basé sur un Conseil de Surveillance et un Directoire.

Par ailleurs, Amen Bank a mis en place toutes les actions nécessaires pour consolider les piliers de la bonne gouvernance en se basant sur les dispositions de la Banque Centrale de Tunisie en la matière.

Le Conseil de Surveillance d'Amen Bank comporte deux membres indépendants et un membre représentant les petits porteurs. Chaque membre indépendant assure la présidence du Comité des Risques et du Comité Permanent d'Audit.

De même, Amen Bank a adopté un code de gouvernance. Ce code traite principalement des questions afférentes à la mission et aux prérogatives du conseil de surveillance, aux différents comités émanant du Conseil, aux procédures d'évaluation régulières du Conseil et des comités, à la politique de gestion des conflits d'intérêts, à la politique de lutte contre les délits d'initiés, à la politique du contrôle interne, aux règles régissant le contrôle de la conformité et à la politique de communication et d'information. Sont également annexés à ce code une charte du membre du Conseil de Surveillance et un code de déontologie de l'exercice de l'activité bancaire.

Conseil de Surveillance

Composition

Monsieur Rachid Ben Yedder	: Président du Conseil de Surveillance
Monsieur Rached Fourati	: Membre indépendant, Vice - Président.
Monsieur Béchir Ben Yedder	: Membre
Monsieur Nébil Ben Yedder	: Membre
Madame Zeineb Guellouz	: Membre indépendant
Monsieur Ridha Ben Gaied	: Membre représentant les petits porteurs
Monsieur Mourad M'hiri	: Membre
Madame Selma Babbou	: Représentant permanent de la P.G.I. S.A : Société de Participation, de Gestion et d'Investissement
Monsieur Rachid Ben Jemiaa	: Représentant permanent de la COMAR S.A, Compagnie Méditerranéenne d'Assurances et de Réassurances
Monsieur Mohamed El Fadhel Khalil	: Représentant permanent de PARENIN S.A, Parc Engins Industriels et Agricoles
Monsieur Mehdi Tamarziste	: Représentant permanent la Société Le Pneu
Monsieur John P. Khoury	: Membre désigné par la Société Financière Internationale, SFI

Les membres du Conseil de surveillance sont nommés pour un mandat de trois années renouvelables échéant lors de l'AGO statuant sur l'exercice 2015. Le Conseil s'est réuni cinq fois au cours de 2013 :

Date du Conseil de Surveillance	07/02/2013	29/04/2013	27/06/2013	30/07/2013	31/10/2013	Taux de présence
Nombre de présents	9	10	8	6	7	72.7 %

Mission

Le Conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la Banque par le Directoire.

Directoire

Mission et composition

Le Directoire est investi des pouvoirs nécessaires pour agir au nom de la société, accomplir ou autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet et représenter la société en tous pays, vis-à-vis de tous tiers, de tous établissements et administrations publics ou privés et de tous Etats. Sa compétence s'étend à tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'Assemblée Générale et au Conseil de Surveillance par la loi ou par les Statuts d'Amen Bank.

Il se compose de quatre membres :

- M. Ahmed El Karm, Président du directoire
- M. Karim Ben Yedder, membre du directoire
- M. Mehrez Riahi, membre du directoire
- M.Néji Ghandri, membre du directoire

Fonctionnement

Le Directoire est assisté par les comités suivants

- Comité du Directoire
- Comité Supérieur de Financement et de recouvrement
- Comité de Gestion du Patrimoine
- Comité Supérieur des Risques
- Comité Organisation, Normes, Méthodes, et Nouveaux Produits

Organigramme

L'organigramme d'Amen Bank a été actualisé le 15/02/2013. Il comporte les Directeurs Centraux et les principaux responsables suivants :

- Directeur Central de Financement	M. Zied Kassar
- Directeur Central de la Clientèle	M. Khaled Boukhris
- Directeur Central du Marché des Capitaux	M. Hatem Zaara
- Directeur Central Juridique	M. Sami Gasmi
- Directeur Central de l'Organisation et du Système d'information	M. Slaheddine Beji
- Directeur Central des Ressources Humaines	M. Youssef M'hiri
- Directeur Central Administratif	M. Samir Ouertatani
- Directeur responsable de l'organe du contrôle de la conformité	M. Omar Dahmen
- Directeur de l'Audit	Mme Houda Machat
- Directeur des risques	Mme Latifa Dahmen
- Directeur du Contrôle	M. Ilyes Jrad
- Directeur du Recouvrement	Mme Besma Babbou
- Directeur de Financement	M. Mehdi Ammar
- Directeur des opérations courantes	M. Jalel Mankai
- Directeur des Relations Internationales	Mme Boutheina Bouhlel
- Directeur de la Clientèle	M. Slim Jomaa
- Directeur Marketing et Communication	M. Khaled Mokaddem
- Directeur de Maîtrise d'ouvrage et de l'Organisation	M. Lotfi Ben Jannet

- Directeur des projets Informatiques	M. Mounir Chtioui
- Directeur de l'exploitation informatique	M. Belhassen Dridi
- Directeur Central de la Zone Tunis I	M. Youssef Ben Ghorbel
- Directeur Central de la Zone Tunis II	M. Atef Khemiri
- Directeur de la Zone Tunis III	M. Sami Hriga
- Directeur de la Zone Tunis IV	M. Chokri Laadhari
- Directeur de la Zone Tunis V	M. Naoufel Khalef Babbou
- Directeur de la Zone Tunis VI	M. Zouheir Ben Abdallah
- Directeur de la Zone Tunis VII	M. Youssef Baatour
- Directeur de la Zone Nord	M. Mehdi Ettri
- Directeur de la Zone Cap bon	M. Imed Mahmoud
- Directeur de la Zone Sousse	M. Abdelaziz Jaljoul
- Directeur de la Zone Sahel	M. Radhi Ben Ali
- Directeur de la Zone Centre	M. Mohamed Karoui
- Directeur de la Zone Sfax	M. Naoufel Hajji
- Directeur de la Zone Sud	M. Jamel Maaloul

Comités spécialisés

Comité Permanent d'Audit

Composition

Ce comité est constitué de 3 membres du Conseil de Surveillance désignés pour une durée de 3 ans renouvelables. Le comité est composé des membres suivants :

- M. Rached Fourati, membre du conseil de surveillance indépendant	: Président
- Mme Salma Babbou (Représentant permanent de la société PGI)	: Membre
- M. Mehdi Tamarziste (Représentant permanent de la société Le Pneu)	: Membre
- M. Lotfi Ben Hadj Kacem	: Conseiller

Ce comité est rattaché au Conseil de surveillance et exerce son activité en toute indépendance.

Mission

Le Comité Permanent d'Audit Interne est appelé à :

- procéder à la vérification de la clarté des informations fournies et à l'appréciation de la cohérence des systèmes de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques,
- examiner les insuffisances du fonctionnement du système de contrôle interne relevées par les différentes structures de la banque et autres organes chargés des missions de contrôle et l'adoption des mesures correctrices,
- contrôler et coordonner les activités de la structure d'audit interne et le cas échéant les travaux des autres structures de la banque chargées des missions de contrôle,
- donner son avis au conseil sur la désignation du responsable de la structure chargée de l'audit interne, des auditeurs internes ainsi que de leur promotion et de leur rémunération,
- proposer la nomination du ou des commissaires aux comptes et/ou des auditeurs externes et donner un avis sur le programme et les résultats de leur contrôle,
- et veiller à ce que la structure d'audit interne soit dotée de moyens humains et logistiques pour s'acquitter efficacement de sa mission.

Fonctionnement

Le Comité Permanent d'Audit se réunit au moins six fois par an sur convocation de son Président et chaque fois qu'il est jugé utile. Ces réunions interviennent avant celles du Conseil de surveillance. Les réunions donnent lieu à l'établissement de procès verbaux soumis au Conseil de surveillance pour approbation.

Durant l'exercice 2013, le Comité permanent d'audit d'Amen Bank a tenu six réunions et ce, dans le cadre de la mission et des responsabilités qui lui ont été confiées. Les principaux points examinés ont concerné principalement, les états financiers provisoires de fin de périodes, l'évolution des créances classées et des ratios réglementaires, le suivi des engagements des groupes et autres relations d'un montant égal ou supérieur à 5 MD ainsi que les états financiers consolidés au 31/12/2012. Le comité s'est penché également sur les travaux de la Direction de l'audit réalisés et à réaliser notamment, la nouvelle approche du processus de gestion d'une mission d'audit, le cahier de charge du processus d'automatisation d'une mission d'audit ainsi que la révision de la charte validée par le Conseil de Surveillance le 27/01/2014. Le Comité permanent d'audit a par ailleurs assuré le suivi de l'état d'avancement du projet noyau comptable et du module de reporting. Il a examiné les observations et recommandations figurant sur les lettres des directions présentées par les deux commissaires aux comptes.

Comité Exécutif de crédit

Composition

Ce comité est présidé par Monsieur Ahmed El Karm, Président du Directoire. Il est composé des membres suivants :

- Monsieur Nébil Ben Yedder, membre
- Monsieur Ridha Ben Gaied, membre
- Monsieur Mohamed El Fadhel Khalil, représentant la Société Parenin, membre
- Monsieur Hakim Ben Yedder, conseiller.

Mission

Le Comité exécutif de crédit se prononce sur l'activité de financement d'Amen Bank tout en veillant au respect des conditions et plafonds établis par le Conseil de Surveillance dans le cadre de la politique de financement et notamment les montants de crédits accordés, leur répartition sectorielle ainsi que les taux d'intérêts et les commissions bancaires y relatifs. Le Comité se réunit au moins six fois par an.

Fonctionnement

Le comité émet obligatoirement son avis sur :

- Les nouveaux crédits dépassant 10 millions de dinars,
- Les crédits aux clients dont les engagements auprès d'Amen Bank dépassent 15 millions de dinars,
- Les crédits de restructuration financière dont les montants sont supérieurs à 5 millions de dinars,
- Les crédits accordés aux personnes liées à Amen Bank,
- Les crédits accordés aux clients ayant des créances classées dont les montants dépassent 100 mD.

Le Comité Exécutif de Crédit présente régulièrement au Conseil de surveillance, un rapport détaillé sur son activité.

En 2013, le Comité Exécutif de Crédit d'AMEN BANK a statué sur 98 dossiers de financement totalisant un montant global de 767,6 millions de dinars. Il a également examiné quatre études sectorielles relatives aux secteurs de la promotion immobilière, de la santé, du tourisme et de la microfinance.

Comité de risques

Composition

Le comité des risques est présidé par Madame Zeineb Guellouz, membre indépendant du Conseil de Surveillance. Il est composé des membres suivants :

- Monsieur Rachid Ben Jemiaa, représentant de la COMAR, membre
- Monsieur John P Khoury, membre désigné par la SFI, membre
- Monsieur Walid Chaouch, conseiller.

Mission

Il a pour mission d'aider le Conseil à s'acquitter de ses responsabilités relatives à la gestion et à la surveillance des risques et au respect de la règlementation et des politiques arrêtées en la matière.

Il est chargé d'assister le Conseil notamment dans :

- la conception et la mise à jour d'une stratégie de gestion de tous les risques et la fixation des limites d'exposition et des plafonds opérationnels,
- l'approbation des systèmes de mesures et de surveillance des risques,
- le contrôle du respect par le Directoire de la stratégie de gestion des risques,
- l'analyse de l'exposition de la banque à tous les risques y compris les risques de crédit, de marché, de liquidité, et le risque opérationnel ainsi que la conformité de l'exposition à la stratégie arrêtée en la matière,
- l'évaluation de la politique de provisionnement et l'adéquation permanente des fonds propres par rapport au profil des risques de la banque,
- l'étude des risques découlant des décisions stratégiques du Conseil,
- l'approbation des Plans de Continuité d'Activité,
- la désignation du responsable de la structure chargée de la surveillance et le suivi des risques ainsi que de sa rémunération,
- et le suivi des crédits accordés aux clients dont les engagements auprès des établissements de crédit dépassent les montants prévus à l'article 7 de la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie N°91-24 relative à la division, couverture des risque et suivi des engagements.

Le Comité des risques présente régulièrement au Conseil de surveillance, un rapport détaillé sur son activité.

Durant l'année 2013, les travaux du comité ont porté notamment sur :

- La surveillance des indicateurs de risques et le suivi du plan de résilience du ratio de liquidité.
- Le suivi des actions visant le renforcement du dispositif de gestion des risques dont notamment l'approbation de la politique générale de gestion des risques, les termes de référence des comités risque et de l'organisation de la Direction des risques.
- Le suivi des projets gérés par la filière risque et des outils nécessaires aux systèmes de mesure et de surveillance des risques à travers :
  - o le suivi de l'avancement de la mission d'assistance technique de la SFI visant la mise en place de la notation interne du risque crédit et des tableaux de bord de gestion des risques de liquidité, de taux et de marché,
  - o le besoin de mise en chantier d'un Data WareHouse destiné en premier lieu aux analyses de gestion de risque,
  - o et la spécification des termes de références pour le choix d'une solution de gestion des risques spécifique à Amen Bank.
- L'examen des nouvelles exigences de la Banque Centrale de Tunisie relatives à la constitution de provisions additionnelles suite à la décote des garanties réelles ainsi que leur impact sur l'activité de la banque.

Comité de rémunération

Le comité de rémunération se charge de proposer au Conseil de Surveillance les émoluments des membres du Directoire et des cadres supérieurs d'Amen Bank. Il est présidé par Monsieur Rachid Ben Yedder, Président du Conseil et est composé des membres du Conseil de Surveillance suivants : Messieurs Béchir Ben Yedder, Rached Fourati, Nébil Ben Yedder, Ridha Ben Gaied et Mehdi Tamarziste.

Organe permanent de contrôle de la conformité

Il a pour mission de :

- Vérifier l'exécution des obligations légales d'Amen Bank et la conformité de ces activités aux bonnes pratiques, ainsi qu'aux chartes professionnelles et morales,
- Identifier et déterminer les risques de non conformité aux lois, règlements en vigueur, et règles de bon fonctionnement de la profession et évaluer leurs conséquences sur l'activité d'Amen Bank,
- Adresser des rapports au Conseil de Surveillance et préparer des actions à même de permettre une maîtrise et une correction des risques de non-conformité,
- Assister les services et les autres structures d'Amen Bank pour parvenir à assurer la conformité des activités aux lois et procédures applicables aux bonnes pratiques et aux chartes professionnelles et morales et mener des actions de formation pour le personnel chargé du contrôle de la conformité.

Au cours de l'année 2012, l'Organe de contrôle de la conformité s'est penché particulièrement sur la mise en place d'une stratégie pour lutter contre le blanchiment d'argent, le contrôle de l'application et le respect du taux effectif global, le suivi du respect des publications règlementaires, l'élaboration d'un questionnaire qualité relatif au respect des délais de traitement des opérations courantes, le suivi du respect des normes en matière de division et couverture des risques, et le suivi du respect des dispositions du Code des sociétés commerciales et des modifications apportées aux statuts d'Amen Bank.

L'activité de l'organe permanent chargé de la conformité s'est concentrée au cours de l'année 2013 sur plusieurs axes majeurs. C'est ainsi qu'en se basant sur les textes règlementaires, il a arrêté les actions à entreprendre pour la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Il s'est penché également sur les modalités pratiques d'application de la Loi américaine FATCA «Foreign Account Tax Compliance Act», dont l'objectif est de lutter contre l'évasion fiscale des contribuables américains.

Ses travaux ont porté, en outre, sur la lutte contre la corruption et la participation dans l'élaboration d'un guide de l'employé qui définit les orientations et le cadre professionnel à même de préserver un environnement de confiance et de consolider l'image de marque d'Amen Bank.

Enfin, l'organe permanent chargé de la conformité a supervisé la bonne application des textes règlementaires relatifs à la bonne gouvernance, à la division des risques et au suivi des engagements.

Ressources humaines

Evolution de l'effectif

Au terme de l'année 2013, Amen Bank a compté un effectif de 1095 employés statutaires (CDI/CDD) dont 140 employés en contrat à durée déterminée, contre 1031 employés statutaires à fin 2012, enregistrant ainsi une évolution des employés statutaires de 6,2%.

En matière de recrutement, Amen Bank a intégré 90 nouvelles recrues par CDD et CDI, dont 74 sont diplômées de l'enseignement supérieur. En sus de ses embauches, 37 jeunes stagiaires ont été insérés par un contrat de stage d'insertion à la vie professionnelle (SIVP), parmi lesquels 26 sont diplômés de l'enseignement supérieur, portant ainsi l'effectif des stagiaires titulaires d'un contrat SIVP à 38 personnes à fin 2013. Ajoutée aux employés statutaires, la population des stagiaires en SIVP conduit l'effectif de la banque à s'établir globalement à 1133 personnes à fin 2013.

Le ratio de turn-over, qui compte parmi les plus bas du secteur, s'est établi à 5,6% à la fin de 2013, confirmant une fois de plus la stabilité de l'effectif d'Amen Bank. Le ratio de déperdition de l'effectif, déterminé par le rapport entre le nombre des embauches et le nombre des départs volontaires, s'est, quant à lui, établi à 12,8% contre 6,3% en 2012, ce qui équivaut à dire qu'à chaque départ volontaire correspond 12 nouvelles embauches.

Structure de l'effectif

Au terme de 2013, l'effectif d'Amen Bank a compté 786 salariés statutaires (CDI/CDD) appartenant à la catégorie des cadres et des cadres supérieurs, contre 727 en 2012. Cette population qui représente 71,8% de l'effectif global compte 479 cadres diplômés du supérieur (maîtrise, Mastère, Doctorat...), soit plus de 43,7% de l'effectif global, contre 417 ou 40% de l'effectif en 2012.

La répartition de l'effectif entre les services centraux et le réseau fait pencher la balance du côté des points de vente en ce sens qu'ils accaparent 60,1% de l'effectif global, contre 39,9% pour les services centraux du siège, dénotant, si besoin est, une tendance au renforcement de la force de vente.

Déclinée par genre, la répartition de l'effectif des employés statutaires, qui demeure quasiment la même qu'en 2012, fait ressortir que 73,2% de l'effectif sont représentés par la gent masculine et 26,8% par la gent féminine.

Les promotions et les reclassements professionnels

Veillant à promouvoir les compétences internes et à fidéliser les hauts potentiels en faisant qu'ils puissent continuellement évoluer dans l'organisation de la banque, Amen Bank a promu 57 cadres et cadres supérieurs à une fonction de responsabilité dans les structures du siège social (Directeur Central, Directeur, Chef de Département et Chef de Division).

De même, 11 cadres ont été nouvellement promus responsable de point de vente dans le réseau de Tunis et de l'intérieur.

En matière de reclassements professionnels de fin d'année, 379 employés sur un effectif de 439 employés inscrits au tableau d'aptitude ont été reclassés en grade. Ainsi, et abstraction faite des cadres supérieurs, le taux annuel de promotion a été 86,3%, contre 84,1% en 2012.

Frais du personnel

A fin 2013, les frais du personnel se sont élevés à 62,1 millions de dinars, contre 55,6 millions en 2012, enregistrant une augmentation de 11,7%.

Cette évolution qui a été en partie impactée par celle de la rémunération du personnel et des charges sociales y afférentes, notamment suite à l'attribution d'une prime exceptionnelle lors de la dernière augmentation du capital social de la banque, confortant une fois de plus une politique de rémunération portée sur la motivation du personnel, est somme toute normale si l'on tient compte de l'évolution constatée dans les effectifs de la banque.

Formation continue

Ayant donné la priorité aux formations dispensées en interne par les cadres de la banque qui ont porté, pour la plupart, sur le nouveau système de gestion de l'agence «EMERAUDE», et sur l'évaluation du risque de financement de l'entreprise, Amen Bank a réalisé 511 heures de formation internes à destination de 772 employés dont 556 cadres.

Par ailleurs, 44 cadres ont suivi des formations externes sur des thèmes d'actualité en lien avec les métiers bancaires.

Enfin, dans le cadre d'une politique volontariste portée à la fidélisation des talents et des hauts potentiels, Amen Bank a permis à 7 jeunes cadres de s'inscrire à des cursus de formation diplômante de haut niveau. Ceci outre le fait qu'elle a financé, à la faveur d'un contrat de parrainage, les droits d'inscription et les bourses d'études de 5 jeunes diplômés du supérieur au cursus spécialisé de 3ème cycle de l'IFID.

Prêts sociaux

Poursuivant sa politique sociale volontariste de financement des projets des salariés, Amen Bank a accordé 1 438 prêts pour une enveloppe de 15,4 millions de dinars, dont 22,5% réservés à l'habitat, enregistrant une évolution de 0,26% par rapport à 2012.

ÉLÉMENTS JURIDIQUES
ET FINANCIERS

Rapport Général des commissaires aux comptes

Etats financiers – Exercice clos le 31 décembre 2013

Messieurs les actionnaires d'Amen Bank,

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous vous présentons notre rapport sur le contrôle des états financiers d'Amen Bank relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2013, tels qu'annexés au présent rapport, ainsi que sur les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

Des états financiers ont été arrêtés par le Directoire et ont fait l'objet de notre part d'un rapport en date du 26 mai 2014, dans lequel nous avons formulé certaines réserves.

Ces états financiers ont été modifiés par le Directoire de la banque pour corriger les principales réserves formulées. Le résultat de l'exercice passe ainsi de 105 495 KDT à 99 804 KDT. Nous sommes de ce fait amenés à émettre un nouveau rapport qui se substitue à notre premier rapport du 26 mai 2014.

I. Rapport sur les états financiers

Nous avons effectué l'audit des états financiers d'Amen Bank, comprenant le bilan et l'état des engagements hors bilan arrêtés au 31 décembre 2013, l'état de résultat et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers font ressortir des capitaux propres positifs de 568 459 KDT, y compris le résultat bénéficiaire de l'exercice s'élevant à 99 804 KDT.

1. Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers conformément au Système Comptable des Entreprises, cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne qu'elle juge nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

2. Responsabilité des commissaires aux comptes

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

3. Justification de l'opinion avec réserve

Ainsi qu'il est indiqué dans les notes aux états financiers (Note 1.7), les travaux de rapprochement, de justification et d'apurement des comptes d'attente de la salle de marché, dont le solde s'élève à la date du 31 décembre 2013 à 16 319 KDT (contre 30 397 KDT

à la date du 31 décembre 2012) ne sont pas encore achevés. Au stade actuel d'avancement des travaux, nous ne sommes pas en mesure de conclure s'il existe un risque de perte avéré sur ces comptes.

4. Opinion avec réserve

A notre avis et sous réserve des incidences de la remarque évoquée au niveau du paragraphe «Justification de l'opinion avec réserve», les états financiers sont réguliers et sincères et donnent, pour tout aspect significatif, une image fidèle de la situation financière d'Amen Bank, ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

5. Paragraphe d'observation

Nous attirons votre attention sur la note aux états financiers 1.6 «Provisions additionnelles : changement de méthodes comptables» décrivant une nouvelle obligation pour les établissements de crédit instaurée par la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie n° 2013-21 du 30 décembre 2013, de constituer des provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net.

En application de cette circulaire, les provisions additionnelles sur les actifs classés 4 dont l'ancienneté est supérieure ou égale à 3 ans à fin 2012, sont imputées sur les capitaux propres d'ouverture de l'établissement de crédit au titre de l'exercice 2013. Conformément aux dispositions de la norme comptable NCT 11 relative aux modifications comptables, cette nouvelle obligation instaurée par ladite circulaire a été traitée en tant que changement de méthode comptable, dont l'effet sur les exercices antérieurs a été imputé sur les capitaux propres d'ouverture de l'exercice 2013.

Par ailleurs et en application du paragraphe 17 de ladite norme, ce changement de méthode a été traité d'une manière rétrospective. A cet effet, les données comparatives de l'exercice 2012 ont été retraitées en pro-forma pour les besoins de la comparabilité.

L'effet de la nouvelle méthode sur les exercices antérieurs qui a été imputé sur les capitaux propres d'ouverture de l'exercice 2013, s'élève à 76 412 KDT. Son effet sur l'exercice 2013 s'est traduit par la constatation d'une dotation aux provisions additionnelle de 6 395 KDT et d'une reprise sur provisions de 13 259 KDT.

II. Rapport sur les vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

Sur la base de ces vérifications, et à l'exception du point exposé ci-dessus, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations d'ordre comptable données dans le rapport du Directoire sur la gestion de l'exercice.

Nous avons également, dans le cadre de notre audit, procédé à l'examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation des états financiers. Nous signalons, conformément à ce qui est requis par l'article 3 de la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994, telle que modifiée par la loi n° 2005-96 du 18 octobre 2005, que nous n'avons pas relevé, sur la base de notre examen, d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les états financiers à l'exception de celle mentionnée ci-haut.

Par ailleurs et en application des dispositions de l'article 19 du décret n° 2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications nécessaires et nous n'avons pas d'observations à formuler sur la conformité de la tenue des comptes en valeurs mobilières émises par la banque à la réglementation en vigueur.

Tunis, le 10 Juin 2014

AMC Ernst & Young
Noureddine HAJJI

FINOR
Fayçal DERBEL

Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes

Etats financiers – Exercice clos le 31 décembre 2013

Messieurs les actionnaires d'Amen Bank,

En application de l'article 29 de la loi n° 2001- 65 relative aux établissements de crédit et de l'article 200 et suivants et l'article 475 du code des sociétés commerciales, nous reportons ci-dessous sur les conventions conclues et les opérations réalisées au cours de l'exercice 2013.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte in fine dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

I. Conventions nouvellement conclues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013 :

1 Deux nouvelles conventions de gestion de fonds ont été conclues avec la société SICAR Amen dans laquelle Amen Bank détient 88,20% du capital. Ces conventions portent sur la gestion de fonds d'une valeur globale de 16,4 MDT. En contrepartie, SICAR Amen perçoit une commission de gestion annuelle calculée sur la base d'un taux de 1% des fonds gérés.
La commission de gestion au titre de 2013, calculée sur la base d'un taux annuel de 1% des montants gérés, s'élève à 127 KDT (HT).

Ces conventions ont été autorisées par le Conseil de Surveillance réuni le 7 février 2013.

2 Une nouvelle convention de gestion de fonds a été conclue en 2013 avec la société SICAR Amen dans laquelle Amen Bank détient 88,20% du capital. Cette convention porte sur la gestion d'un fonds d'une valeur globale de 50 MDT. En contrepartie, SICAR Amen perçoit une commission de gestion annuelle calculée sur la base d'un taux de 1% des fonds gérés. Un avenant à cette convention a été conclu en mars 2014 prévoyant la création de deux fonds d'une valeur globale de 50 MDT au lieu d'un seul fonds.

Cette convention a été autorisée par le Conseil de Surveillance réuni le 27 janvier 2014.

II. Opérations réalisées relatives à des conventions conclues au cours des exercices antérieurs :

L'exécution des conventions suivantes, conclues au cours des exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013 :

Société «PGI Holding»

Amen Bank a réalisé avec la société PGI Holding qui détient 20,09% du capital de la banque, les conventions et opérations suivantes :

1 PGI Holding fournit des moyens matériels, humains et informatiques dans le but d'assister la banque dans le domaine du développement, le domaine informatique et en matière juridique. En contrepartie de ces services, PGI Holding perçoit une rémunération annuelle égale à 0,5% du chiffre d'affaires de la banque avec un plafond de 150 KDT hors taxes. Le montant des frais supportés par la banque au titre de l'exercice 2013, s'élève à 150 KDT (HT).

2 Amen Bank loue auprès de la société PGI Holding une partie du rez-de-chaussée de l'immeuble sis au 150, avenue de la liberté, Tunis. Le montant du loyer au titre de l'exercice 2013 s'élève à 111 KDT (HT).

Société «COMAR»

Amen Bank a réalisé avec la société COMAR qui détient 27,27% du capital de la banque, les conventions et opérations suivantes :

1 Des contrats de location en vertu desquels COMAR occupe trois locaux, propriétés d'Amen Bank. Les revenus de loyers de ces immeubles au titre de 2013 s'élèvent à 19 KDT (HT).

2 Diverses polices d'assurance détaillées comme suit :

- des polices d'assurance auto, multi garanties, vol, matériel informatique et monétique dont la prime annuelle globale au titre de l'exercice 2013 s'élève à 520 KDT ;
- des polices d'assurance maladie, invalidité et décès au profit du personnel de la banque. Le montant global des cotisations versées à la COMAR au titre de 2013, s'élève à 1 466 KDT.

Société «SICAR Amen»

La banque a réalisé avec la société SICAR Amen dans laquelle elle détient 88,20% du capital les conventions et opérations suivantes :

1 Treize (13) conventions de gestion de fonds portant sur un encours confié de 127 413 KDT. La commission de gestion au titre de 2013, calculée sur la base d'un taux annuel de 1% des montants gérés, s'élève à 1 261 KDT (HT).

2 Une convention de gestion a été conclue en décembre 2012 avec la société SICAR Amen dans laquelle Amen Bank détient 88,20% du capital. Cette convention porte sur la gestion d'un fonds d'une valeur globale de 16 MDT. En contrepartie, SICAR Amen perçoit une commission de gestion annuelle calculée sur la base d'un taux de 1% des fonds gérés.

La commission de gestion au titre de 2013, calculée sur la base d'un taux annuel de 1% des montants gérés, s'élève à 147 KDT (HT).

Cette convention a été résiliée en octobre 2013.

3 En vertu d'une convention de gestion en date du 18 juin 1999, «Amen Bank» est chargée de la gestion financière, administrative et commerciale de la société «SICAR Amen». En contrepartie de ces services, la banque perçoit les rémunérations suivantes:

- une rémunération annuelle forfaitaire de 50 KDT hors taxes;
- une commission fixe de 500 dinars hors taxes par dossier de participation présenté au Conseil d'Administration. Cette commission est portée à 4 KDT hors taxes (avenant 2007) si le dossier est transmis pour déblocage effectif;
- un intéressement représentant 7% hors taxes de la plus-value réalisée sur le portefeuille.

La rémunération au titre de l'exercice 2013, s'élève à 160 KDT (HT).

Société «Le recouvrement»

La banque a conclu en date du 1er janvier 2007 avec la société «Le recouvrement» dans laquelle elle détient 99,88%du capital, une convention de gestion comptable et fiscale. En vertu de cette convention, «Amen Bank» est chargée de la tenue de la comptabilité, de l'arrêté des comptes, de la préparation de la liasse de consolidation et de la préparation des déclarations fiscales de la société «Le recouvrement». En contrepartie de ses services, la banque perçoit une rémunération annuelle de 1 500 dinars (HT).

Société «Tunisys»

Amen Bank a acquis auprès de la société «Tunisys» dans laquelle elle détient 29,85% du capital, du matériel et des équipements informatiques. Le montant décaissé au titre de ces acquisitions au cours de l'exercice 2013 s'élève à 1 035 KDT en TTC. En outre,

cette société a engagé en 2013 pour le compte de la banque des travaux d'entretien et de maintenance de matériel informatique pour un montant de 382 KDT en TTC.

SICAVs

En vertu des conventions de dépositaire conclues avec SICAV Amen Première et SICAV Amen, les rémunérations revenant à Amen Bank au titre de l'exercice 2013 se détaillent comme suit :

OPCVM	Pourcentage de détention	Fonctions de	Base de rémunération	Commission 2013 (hors TVA)
SICAV Amen première	0,03%	Dépositaire	Rémunération variable en fonction du montant de l'actif net et plafonnée à 25 KDT HT	25 KDT
		Distributeur	0,5% de l'actif net HT	1 280 KDT
SICAV Amen	0,07%	Dépositaire	Rémunération variable en fonction du montant de l'actif net et plafonnée à 25 KDT HT	25 KDT
		Distributeur	0,5% de l'actif net HT	336 KDT

Société «AMEN FINANCE COMPANY»

Une convention de gestion a été conclue avec la société AMEN FINANCE COMPANY dans laquelle la banque détient 30% du capital et ayant des dirigeants communs. En vertu de cette convention, AMEN BANK se charge de l'exécution de l'ensemble des tâches relatives à la gestion financière, administrative et commerciale des fonds que la société AMEN FINANCE COMPANY lui confie. En contrepartie des prestations effectuées, AMEN BANK perçoit une rémunération annuelle fixe de 30 KDT hors taxes, ainsi qu'une rémunération fixe de 5 KDT hors taxes par dossier de participation présenté au conseil d'administration.

Le montant des revenus constaté par Amen Bank au titre de l'exercice 2013, s'élève à 12 KDT.

III. Obligations et engagements de la société envers ses dirigeants :

1 Les obligations et engagements de la banque envers ses dirigeants, tels que fixés par l'article 200 nouveau II § 5 du code des sociétés commerciales se détaillent comme suit :

- La rémunération du Président du Conseil de Surveillance a été fixée par décision du Comité de rémunération en date du 30 juillet 2012.

- Les membres du Conseil de Surveillance, les membres du Comité Permanent d'Audit et les membres du comité des risques sont rémunérés par des jetons de présence proposés annuellement par le Conseil de Surveillance et soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire.

- La rémunération et avantages accordés aux membres du Directoire sont fixés par décision du Comité de Rémunération. Ces rémunérations et avantages sont composés d'un salaire annuel fixe, d'une prime de bilan complémentaire, d'une gratification de fin d'année, d'une prime d'intéressement indexée sur le résultat net de l'exercice et des jetons de présence reçus des filiales.

- Le Président du Conseil de Surveillance et les membres du Directoire bénéficient chacun d'une voiture de fonction et d'une voiture de service avec prise en charge des frais y afférents ainsi que de la prise en charge des frais d'utilité.

2 Les obligations et engagements d'Amen Bank envers ses dirigeants (tels qu'ils ressortent des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2013, se présentent comme suit (en TND) :

	Président du Conseil de Surveillance		Membres du Conseil de Surveillance et des différents comités	
	Charge 2013	Passif au 31/12/2013	Charge 2013	Passif au 31/12/2013
Avantages à court terme	300 000	-	270 000	480 000
Avantages postérieurs à l'emploi				
Autres avantages à long terme				
Indemnités de fin de contrat de travail				
Paiements en actions				
TOTAL	**300 000**	**-**	**270 000**	**480 000**

	Président du Directoire			Membres du Directoire		
	Charge brute 2013	Charges sociales 2013	Passif au 31/12/2013	Charge brute 2013	Charges sociales 2013	Passif au 31/12/2013
Avantages à court terme	670 410	146 472	698 183	1 276 106	283 097	1 211 121
Avantages postérieurs à l'emploi						
Autres avantages à long terme						
Indemnités de fin de contrat de travail						
Paiements en actions						
TOTAL	**670 410**	**146 472**	**698 183**	**1 276 106**	**283 097**	**1 211 121**

En dehors des conventions et opérations précitées, nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres conventions ou opérations rentrant dans le cadre des dispositions de l'article 29 de la loi n° 2001 - 65, relative aux établissements de crédits, des articles 200 et suivants et 475 du Code des Sociétés Commerciales.

Tunis, le 10 Juin 2014

AMC Ernst & Young
Noureddine HAJJI

FINOR
Fayçal DERBEL

Bilan arrêté au 31.12.2013

(Unités en milliers de Dinars Tunisiens)

Désignation	Notes	31-déc			Variation	
		2013	2012 Retraité	2012 Publié	Montant	%
AC1 Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	(1-1)	318 400	349 684	349 684	(31 284)	(9)
AC2 Créances sur les établissements bancaires et financiers	(1-2)	228 783	267 217	267 217	(38 434)	(14)
AC3 Créances sur la clientèle	(1-3)	5 484 548	4 883 301 (*)	4 959 713	601 247	12
AC4 Portefeuille titres commercial	(1-4)	435 616	290 711	290 711	144 905	50
AC5 Portefeuille d'investissement	(1-5)	550 493	499 026	499 026	51 467	10
AC6 Valeurs immobilisées	(1-6)	111 765	107 914	107 914	3 851	4
AC7 Autres actifs	(1-7)	96 026	93 129 (*)	92 769	2 897	3
TOTAL ACTIFS		**7 225 631**	**6 490 982**	**6 567 034**	**734 649**	**11**
PA1 Banque Centrale	(2-1)	490 081	552 593	552 593	(62 512)	(11)
PA2 Dépôts et avoirs des établissements bancaires et Financiers	(2-2)	166 556	214 871	214 871	(48 315)	(22)
PA3 Dépôts de la clientèle	(2-3)	4 964 477	4 395 112	4 395 112	569 365	13
PA4 Emprunts et Ressources spéciales	(2-4)	846 029	730 513	730 513	115 516	16
PA5 Autres passifs	(2-5)	190 029	187 526 (*)	187 166	2 503	1
TOTAL PASSIFS		**6 657 172**	**6 080 615**	**6 080 255**	**576 557**	**9**
CP1 Capital		122 220	100 000	100 000	22 220	22
CP2 Réserves	(**)	346 012	263 191	327 864	82 821	31
CP4 Autres capitaux propres		423	423	423	-	-
CP5 Résultats reportés		-	1	1	(1)	(100)
CP6 Résultat de l'exercice		99 804	46 752 (*)	58 491	53 052	113
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**(3)**	**568 459**	**410 367**	**486 779**	**158 092**	**39**
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		**7 225 631**	**6 490 982**	**6 567 034**	**734 649**	**11**

(*) Les chiffres de 2012 ont été retraités pour les besoins de comparabilité.
(**) Chiffres retraités pour les besoins de la comparabilité (Cf. Note III-1-1-6).

Etat des engagements hors bilan arrêté au 31.12.2013

(Unités en milliers de Dinars Tunisiens)

Désignation	Notes	31-déc		Variation	
		2013	2012	Montant	%
PASSIFS EVENTUELS					
HB 01 - Cautions, Avals et autres garanties données	(4-1)	646 178	864 480	(218 302)	(25)
HB 02 -Crédits documentaires	(4-2)	265 907	239 583	26 324	11
HB 03 -Actifs donnés en garantie	(4-3)	490 000	542 000	(52 000)	(10)
TOTAL PASSIFS EVENTUELS		**1 402 085**	**1 646 063**	**(243 978)**	**(15)**
ENGAGEMENTS DONNES	**(4-4)**				
HB 04 -Engagements de financement donnés		177 782	162 891	14 891	9
HB 05 -Engagements sur titres		18 709	18 223	486	3
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES		**196 491**	**181 114**	**15 377**	**8**
ENGAGEMENTS RECUS					
HB 06 - Engagements de financement reçus	(4-5)	1 582	2 057	(475)	(23)
HB 07 -Garanties reçues	(4-6)	1 128 408	1 027 660	100 748	10

Etat de résultat

Période allant du 1er janvier au 31 décembre 2013

(Unités en milliers de Dinars Tunisiens)

Désignation	Notes	Du 1er janvier au 31 décembre			Variation	
		2013	2012 Retraité	2012 Publié	Montant	%
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE		**510 708**	**401 121**	**401 840**	**109 587**	**27**
PR1 Intérêts et revenus assimilés	(5 - 1)	394 012	302 436 (*)	302 703	91 576	30
PR2 Commissions en produits	(5 - 2)	58 135	51 736 (*)	51 469	6 399	12
PR3 Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	(5 - 3)	38 486	27 231 (*)	26 654	11 255	41
PR4 Revenus du portefeuille d'investissement	(5 - 4)	20 075	19 718 (*)	21 014	357	2
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		**(261 244)**	**(200 347)**	**(200 347)**	**(60 897)**	**30**
CH1 Intérêts encourus et charges assimilées	(5 - 5)	(255 194)	(195 059)	(195 059)	(60 135)	31
CH2 Commissions encourues		(6 050)	(5 288)	(5 288)	(762)	14
PRODUIT NET BANCAIRE		**249 464**	**200 774**	**201 493**	**48 690**	**24%**
PR5/CH4 Dotation aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	(5 - 6)	(62 921)	(71 560) (*)	(59 821)	8 639	(12)
PR6/CH5 Dotation aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	(5 - 7)	1 731	588 (*)	(131)	1 143	194
PR7 Autres produits d'exploitation		1 907	2 141	2 141	(234)	(11)
CH 6 Frais de personnel	(5 - 8)	(62 127)	(55 627)	(55 627)	(6 500)	12
CH 7Charges générales d'exploitation	(5 - 8)	(15 203)	(14 602)	(14 602)	(601)	4
CH 8 Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	(5 - 8)	(5 589)	(5 086)	(5 086)	(503)	10
RESULTAT D'EXPLOITATION		**107 262**	**56 628**	**68 367**	**50 634**	**89**
PR8/CH9 Solde en gain \ pertes provenant des autres éléments ordinaires	(5 - 9)	(546)	(807)	(807)	261	(32)
CH 11 Impôt sur les bénéfices		(6 912)	(9 069)	(9 069)	2 157	(24)
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES		**99 804**	**46 752**	**58 491**	**53 052**	**113**
Solde en gain \ perte provenant des éléments extraordinaires		-	-	-	-	-
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		**99 804**	**46 752**	**58 491**	**53 052**	**113**
Effet des modifications comptables	(**)	(76 412)	(64 673)	-	(11 739)	18
RESULTAT NET APRES MODIFICATIONS COMPTABLES		**23 392**	**(17 921)**	**58 491**	**41 313**	**231**
RESULTAT DE BASE PAR ACTION (en dinars)	**(5 - 10)**	**4,274**	**2,338**	**2,925**	**1,936**	**83**
RESULTAT DILUE PAR ACTION (en dinars)		**4,274**	**2,338**	**2,925**	**1,936**	**83**

(*) Les chiffres de 2012 ont été retraités pour les besoins de comparabilité

(**) Chiffres retraités pour les besoins de la comparabilité (Cf. Note III-1-1-6).

Etat de Flux de Trésorerie

Période allant du 1er janvier au 31 décembre 2013

(Unités en milliers de Dinars Tunisiens)

Désignation	Notes	31-déc		Variation	
		2013	2012	Montant	%
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION	**(6-1)**				
Produits d'exploitation bancaire encaissés (Hors revenus portefeuille d'investissement)		458 640	357 437	101 203	28
Charges d'exploitation bancaire décaissées		(277 943)	(199 141)	(78 802)	40
Dépôts / Retraits des dépôts auprès des établissements bancaires et financiers		(22 455)	3 663	(26 118)	(713)
Prêts et avances / Remboursement prêts et avances accordés à la clientèle		(681 678)	(737 773)	56 095	(8)
Dépôts / Retraits de dépôts de la clientèle		585 449	681 418	(95 969)	(14)
Titres de placements		(106 502)	(53 786)	(52 716)	98
Sommes versées au personnel et créditeurs divers		(62 127)	(51 618)	(10 509)	20
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		(2 255)	78 615	(80 870)	(103)
Impôt sur le bénéfice		(7 877)	(8 214)	337	(4)
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION		**(116 748)**	**70 601**	**(187 349)**	**(265)**
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	**(6-2)**				
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement		23 822	19 465	4 357	22
Acquisition / cessions sur portefeuille d'investissement		(53 483)	(53 959)	476	(1)
Acquisition / cessions sur immobilisations		(9 440)	(5 032)	(4 408)	88
FLUX DE TRÉSORERIE NET AFFECTES AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		**(39 101)**	**(39 526)**	**425**	**(1)**
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	**(6-3)**				
Émission d'actions		75 349	-	75 349	(100)
Émission d'emprunts		5 000	50 000	(45 000)	(90)
Remboursement d'emprunts		(26 171)	(23 269)	(2 902)	12
Augmentation / diminution ressources spéciales		137 299	122 141	15 158	12
Dividendes versés		(17 000)	(14 000)	(3 000)	21
Mouvements sur fond social et de retraite		(60)	28	(88)	(314)
FLUX DE TRÉSORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		**174 417**	**134 900**	**39 517**	**29**
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de la période		**18 568**	**165 975**	**(147 407)**	**(89)**
Liquidités et équivalents de liquidités en début de période	**(6-4)**	**(270 632)**	**(436 607)**	**165 975**	**(38)**
LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS DE LIQUIDITÉS EN FIN DE PÉRIODE		**(252 064)**	**(270 632)**	**18 568**	**(7)**

Notes aux états financiers au 31 décembre 2013

I. PRESENTATION DE LA BANQUE

Amen Bank est une société anonyme au capital de 122.220.000 dinars, créée le 06 juin 1967, conformément à la loi N°67-51 du 7 décembre 1967 portant réglementation de la profession bancaire telle qu'abrogée par la loi n°2001-65 du 10 juillet 2001 relative aux établissements de crédit et modifiée par la loi 2006-19 du 2 mai 2006.

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 05 mars 2013 a décidé de porter le capital de la banque de 100.000.000 dinars à 122.220.000 dinars.

Cette augmentation de 22.220.000 dinars a été réalisée comme suit :

1. Incorporation des réserves d'un montant de 10 millions de dinars suite à l'émission de 2.000.000 actions nouvelles gratuites attribuées aux anciens actionnaires détenteurs des 20.000.000 actions composant le capital avant l'augmentation par incorporation des réserves.
2. Augmentation de capital d'un montant de 12 220 mille de dinars par l'émission de 2 444 000 actions nouvelles totalement souscrites en numéraire par la Société Financière Internationale -SFI- (IFC) et libérées intégralement à la souscription. Le prix d'émission par action nouvelle souscrite est de 30,830 dinars, soit 5 dinars de valeur nominale et 25,830 dinars de prime d'émission par action.

Le siège social de la banque est sis à l'avenue Mohamed V, 1002, Tunis.

Amen Bank est une banque de dépôt privée. Son capital social, divisé en 24.444.000 actions d'une valeur nominale de cinq (5) dinars chacune, est détenu à hauteur de 12% par des actionnaires étrangers.

Actionnaires	Montant	Pourcentage
Actionnaires Tunisiens	107 612	88%
Actionnaires Étrangers	14 608	12%
Total	**122 220**	**100%**

II. REFERENTIEL COMPTABLE D'ELABORATION ET DE PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers d'Amen Bank sont préparés et présentés conformément au système comptable des entreprises approuvé par la loi n° 96- 112 du 30 décembre 1996.

III. METHODES ET PRINCIPES COMPTABLES PERTINENTS APPLIQUES

Les états financiers sont arrêtés au 31 décembre 2013 en appliquant les conventions et principes comptables prévus par le décret n° 96-2459 du 30 décembre 1996 portant approbation du cadre conceptuel de la comptabilité et des méthodes comptables prévus par les normes comptables notamment les normes sectorielles relatives aux établissements bancaires (Normes 21 à 25). Les méthodes comptables les plus significatives se résument comme suit :

1- Créances à la clientèle

1-1 Règles de présentation des créances à la clientèle

Les crédits de gestion à court terme sont présentés au bilan pour leurs valeurs nominales déductions faites des intérêts décomptés d'avance et non encore échus.

Les crédits à moyen et long terme sont présentés au bilan pour leurs valeurs nominales augmentées des intérêts courus et non échus.

Les crédits à moyen terme utilisés progressivement par tranche sont comptabilisés à l'actif du bilan pour leur valeur débloquée.

Les agios réservés et provisions sur créances à la clientèle sont présentés au niveau des postes d'actif correspondants de manière soustractive.

1-2 Classification et évaluation des créances

Les provisions sur engagements sont déterminées conformément aux normes prudentielles de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire de la BCT 91-24 du 17 décembre 1991, telle que modifiée par les textes subséquents, qui définit les classes de risque de la manière suivante ::

Actifs courants :

Actifs dont le recouvrement est assuré concernant les entreprises ayant une situation financière équilibrée, une gestion et des perspectives d'activité satisfaisantes, un volume de concours financier compatible avec leurs activités et leurs capacités réelles de remboursement.

Actifs classés :

Classe B1 : Actifs nécessitants un suivi particulier

Actifs dont le recouvrement est encore assuré, concernant des entreprises dont le secteur d'activité connaît des difficultés ou dont la situation financière se dégrade.

Classe B2 : Actifs incertains

Actifs dont le recouvrement dans les délais est incertain, concernant des entreprises ayant des difficultés et qui, aux caractéristiques propres à la classe 1 s'ajoute l'une au moins de celles qui suivent :

- Un volume de concours financiers non compatible avec le volume d'activité ;
- L'absence de la mise à jour de la situation financière par manque d'information ;
- Des problèmes de gestion et des litiges entre associés ;
- Des difficultés techniques, commerciales ou d'approvisionnement ;
- La détérioration du cash flow compromettant le remboursement des dettes dans les délais ;
- L'existence de retards de paiement en principal ou en intérêts entre 90 et 180 jours.

Classe B3 : Actifs préoccupants

Actifs dont le recouvrement est menacé, concernant des entreprises signalant un degré de pertes éventuelles. Ces actifs se rapportent à des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe 2 ou ayant des retards de paiement en principal ou en intérêts entre 180 et 360 jours.

Classe B4 : Actifs compromis

Actifs concernant des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe 3 ou présentant des retards de paiement en principal ou en intérêts au delà de 360 jours.

Le taux de provisionnement retenu par Amen Bank correspond au taux minimal par classe de risque tel que prévu par la circulaire de la BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991, appliqué au risque net non couvert, soit le montant de l'engagement déduction faite des agios réservés et de la valeur des garanties obtenues.
Pour les engagements supérieurs à 15 KDT, les provisions sont déterminées selon les taux prévus par la circulaire de la BCT après déduction des garanties considérées comme valables.
Les taux de provision par classe de risque appliqués au risque net non couvert sont les suivants:

- Actifs incertains 20% ;
- Actifs préoccupants 50% ;
- Actifs compromis 100%.

Pour les engagements inférieurs à 15 KDT, la banque détermine la provision requise en appliquant le taux de provision moyen des engagements de plus de 15 KDT aux encours hors les crédits de présalaire et CREDIM (crédit habitat aux particuliers) et ce compte tenu de la qualité de ces risques et des perspectives de recouvrement.

Les garanties prises en compte par la banque se détaillent comme suit :

- Les dépôts affectés auprès d'Amen Bank (bons de caisse, comptes à terme, comptes épargne,...) ;

- Les garanties reçues de l'Etat Tunisien ;
- Les garanties reçues des banques et assurances ;
- Les garanties reçues du FNG (Fonds national de garantie) et la SOTUGAR ;
- Les garanties réelles : Selon les règles édictées par la BCT, les garanties immobilières ne peuvent être prises en compte que si elles remplissent au moins l'une des conditions suivantes :

- Elle est inscrite sur le titre foncier ;
- Elle est inscrite par l'intervention de deux notaires sur un titre arabe ;
- Il existe une promesse d'hypothèque sur un terrain acquis auprès de l'un des organismes suivants : AFI, AFT, AFH.

Par ailleurs, certaines garanties ont été retenues, depuis l'exercice 2006, en application des articles 327 et 328 du code des procédures civiles et commerciales, sous forme d'oppositions conservatoires. Cette forme de garantie a été retenue compte tenu d'une hypothèse sous-jacente, à savoir, un taux historique de réalisation élevé et compte tenu des conditions cumulatives suivantes :

- Les engagements de la relation emprunteuse sont concentrés exclusivement chez Amen Bank ;
- L'opposition conservatoire est inscrite sur le titre foncier qui ne doit pas comporter d'autres charges hypothécaires au profit d'autres créanciers ;
- La date d'inscription de l'opposition conservatoire remonte à moins de deux ans ;
- Une évaluation récente du titre objet de l'opposition conservatoire ;
- Une décote de 10% de la valeur du titre objet de l'opposition conservatoire.

1-3 Comptabilisation des créances irrécouvrables passées par perte

Les créances irrécouvrables inférieures ou égales à 500 dinars et les autres créances irrécouvrables ayant fait l'objet d'un jugement sont passées par perte. Parallèlement, les provisions et agios réservés y afférents font l'objet de reprise.

1-4 Comptabilisation des revenus des prêts accordés à la clientèle

Les intérêts sur crédits de gestion à court terme sont décomptés d'avance. Ceux ci sont passés en produits pour leur montant total et font l'objet de régularisation pour tenir compte des intérêts non courus à la date d'arrêté des états financiers.

Les intérêts sur crédits à moyen terme matérialisés par des effets ou titres de crédit, sont perçus à terme. Ceux-ci sont passés en produits au fur et à mesure de leurs échéances. La partie des intérêts courus mais non encore échus à la date de l'arrêté des états financiers font l'objet de régularisation.

Les intérêts et agios dont le recouvrement est devenu incertain, constatés lors de l'évaluation des actifs et couverture des risques, sont logés dans un compte intitulé «agios réservés».

Les intérêts et agios relatifs à des créances contentieuses, sont réservés d'office et ne transitent pas par le compte de résultat. Quant aux autres produits liés à des créances classées, ils sont comptabilisés initialement parmi les produits de la Banque puis cernés par le biais d'une application informatique pour être réservés.

La reprise des agios réservés et leur imputation au niveau des revenus de l'exercice sont tributaires de la baisse des engagements directs suite à des encaissements réalisés. A cet effet, les encaissements réalisés sur les créances sont systématiquement imputés, en premier lieu, sur les agios réservés déjà constitués.

1-5 Suivi des mesures conjoncturelles édictées en 2011:

1.5.1 Provision collective:

La provision collective, appliquée pour l'exercice 2011 en tant que mesure conjoncturelle est désormais une disposition permanente à observer pour couvrir les risques latents sur les engagements classe 0 et 1.

Ainsi, et en application des dispositions de la circulaire BCT N° 2012-20, la banque a constitué par prélèvement sur les résultats des provisions à caractère général dites «provisions collectives» pour couvrir les risques latents sur les engagements courants et les engagements nécessitant un suivi particulier au sens de l'article 8 de la circulaire 91-24 du 17 décembre 1991.

Pour l'évaluation du montant de la provision requise, la banque a appliqué la méthodologie référentielle édictée par la BCT.

Cette méthodologie prévoit :

- Le regroupement des engagements 0 et 1 en groupes homogènes par nature du débiteur et par secteur d'activité;
- Le calcul d'un taux de migration moyen pour chaque groupe qui correspond aux risques additionnels du groupe considéré de l'année N rapporté aux engagements 0 et 1 du même groupe de l'année N-1;
- La détermination d'un facteur scalaire par groupe traduisant l'aggravation des risques en 2013. Ce facteur scalaire ne peut être inférieur à 1;
- La détermination d'un taux de provisionnement moyen sur le risque additionnel par groupe et l'application de ce taux à l'encours des engagements 0 et 1 du groupe considéré.

Le montant des provisions collectives est revu à chaque date d'arrêté des comptes annuels.

L'augmentation de la provision collective requise entraîne une dotation complémentaire imputée sur les charges de l'exercice et inversement la baisse de la provision collective requise entraîne une reprise correspondant à la baisse et imputée sur les produits de l'exercice.

L'application de ces règles a donné lieu à un montant de provision collective de 34 586 KDT. Ainsi et compte tenu de la provision collective de 28 288 KDT constituée en 2012, une provision complémentaire nette de 6 298 KDT a été dotée au titre de l'année 2013.

1.5.2 Les crédits rééchelonnés au cours de 2011 et le suivi en 2013 :

En 2011, et en application des dispositions de la circulaire de la BCT N° 2011-04, deux mesures ont été appliquées :

Première mesure :

Les rééchelonnements réalisés par la banque conformément à ladite circulaire n'ont pas donné lieu ni à la classification de l'entreprise concernée en classe 2, 3 ou 4 au sens de la circulaire 91-24 ni à la révision de la classification attribuée à l'entreprise au 31 décembre 2010.

En 2013, cette mesure n'est plus en vigueur. La banque a procédé à la classification de tous les engagements conformément aux dispositions de la circulaire 91-24.

Deuxième mesure :

Les produits, agios débiteurs et intérêts impayés sur les rééchelonnements octroyés dans le cadre de la circulaire 2011-04 ont été réservés.

Une reprise de 946 KDT a été constatée au cours de 2013.

1-6 : Provisions additionnelles : changement de méthodes comptables :

En vertu des dispositions de la circulaire de la BCT N° 2013-21 du 30 décembre 2013, les établissements de crédit doivent constituer des provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net et ce, conformément aux quotités minimales suivantes :

- 40% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 3 à 5 ans ;
- 70% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 6 et 7 ans ;
- 100% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieures ou égale à 8 ans.

En application des dispositions de cette circulaire, les provisions additionnelles sur les actifs classés 4 dont l'ancienneté est supérieure ou égale à 3 ans à fin 2012 sont imputées sur les capitaux propres d'ouverture de l'établissement de crédit au titre de l'exercice 2013.

Cette nouvelle obligation édictée par ladite circulaire a été qualifiée en tant que changement de méthode comptable et appliquée d'une manière rétrospective. A cet effet, les données comparatives de l'exercice 2012 ont été retraitées pour les besoins de la comparabilité.

Conformément aux dispositions de la Norme Comptable Tunisienne n°11 relative aux modifications comptables, cette nouvelle obligation instaurée par ladite circulaire a été traitée en tant que changement de méthode comptable, dont l'effet sur les exercices antérieurs a été imputé sur les capitaux propres d'ouverture de l'exercice 2013.

L'effet de la nouvelle méthode sur les exercices antérieurs qui a été imputé sur les capitaux propres d'ouverture de l'exercice 2013 s'élève à 76 412 KDT. Son effet sur l'exercice 2013 s'est traduit par la constatation d'une dotation de 6 395 KDT et d'une reprise sur provisions de 13 259 KDT.

Par ailleurs, et en application du paragraphe 17 de ladite norme, ce changement de méthode a été traité d'une manière rétrospective. A cet effet, les données comparatives de l'exercice 2012 ont été retraitées pour les besoins de la comparaison, de la façon suivante :

• Au niveau des postes de bilan :

	2012 Retraité	2012 Publié	Variations
AC3 Créances sur la clientèle	4 883 301	4 959 713	(76 412)
TOTAL ACTIFS (*)	**6 490 622**	**6 567 034**	**(76 412)**

	2012 Retraité	2012 Publié	Variations
CP2 Réserves	263 191	327 864	(64 673)
CP6 Résultat de l'exercice	46 752	58 491	(11 739)
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**410 367**	**486 779**	**(76 412)**
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS (*)	**6 490 622**	**6 567 034**	**(76 412)**

(*) La provision sur les affaires en contentieux a été reclassée de la rubrique AC 07 «Autres Actifs» à la rubrique PA 05 «Autres Passifs» pour 360 KDT.

• Au niveau des postes de l'état de résultat:

	2012 Retraité	2012 Publié	Variations
PR5/CH4 Dotation aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	(71 560)	(59 821)	(11 739)
RESULTAT D'EXPLOITATION	**56 628**	**68 367**	**(11 739)**
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**46 752**	**58 491**	**(11 739)**
Effet des modifications comptables	(64 673)	-	(64 673)
RESULTAT NET APRES MODIFICATIONS COMPTABLES	**(17 921)**	**58 491**	**(76 412)**

2- Portefeuille titres

2-1 Règles de présentation du portefeuille titres

Les titres à revenu fixe ou à revenu variable sont présentés au bilan soit dans la rubrique portefeuille titres commercial soit dans la rubrique portefeuille titres d'investissement selon leurs durées et l'intention de détention. Les règles de classification appliquées sont les suivantes :

Portefeuille titres commercial :

Titres de transaction

Il s'agit de titres à revenu fixe ou variable acquis en vue de leur revente à brève échéance et dont le marché de négociation est jugé liquide.

Titres de placement

Ce sont les titres qui ne répondent pas aux critères retenus pour les titres de transaction ou d'investissement.

Portefeuille d'investissement :

Titres d'investissements

Il s'agit de titres acquis avec l'intention ferme de les détenir jusqu'à leur échéance et pour lesquels la banque dispose de moyens suffisants pour concrétiser cette intention.

Titres de participation
Actions et autres titres à revenu variable détenus pour en retirer une rentabilité satisfaisante sur une longue période, ou pour permettre la poursuite des relations bancaires avec la société émettrice.

Parts dans les entreprises associées, co-entreprises et parts dans les entreprises liées
Actions dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la banque, permettant ou non d'exercer une influence notable, un contrôle conjoint ou exclusif sur la société émettrice.

Participation avec convention de rétrocession
Il s'agit des engagements matérialisés par des titres représentant des parts dans le capital d'entreprises lorsque, en substance, ces engagements établissent une relation de créancier – débiteur entre l'établissement bancaire et l'entreprise émettrice.

2-2 Règles d'évaluation du portefeuille titres

Les titres sont comptabilisés à la date d'acquisition pour leur coût d'acquisition, tous frais et charges exclus, à l'exception des honoraires d'étude et de conseil engagés à l'occasion de l'acquisition de titres d'investissement, de participation ou de parts dans les entreprises associées et les co-entreprises et parts dans les entreprises liées.

Les participations souscrites et non libérées sont enregistrées en engagements hors bilan pour leur valeur d'émission.

A la date d'arrêté, il est procédé à l'évaluation des titres comme suit :

Titres de transaction
Ces titres sont évalués à la valeur de marché (le cours boursier moyen pondéré). La variation du cours, consécutive à leur évaluation à la valeur de marché, est portée en résultat.

Titres de placement
Ces titres sont valorisés pour chaque titre séparément, à la valeur du marché pour les titres cotés, et à la juste valeur pour les titres non cotés. Il ne peut y avoir de compensation entre les plus-values latentes de certains titres avec les pertes latentes sur d'autres titres. La moins-value latente ressortant de la différence entre la valeur comptable et la valeur de marché donne lieu à la constitution de provision contrairement aux plus- values latentes qui ne sont pas constatées.

Titres d'investissement
Le traitement des plus values latentes sur ces titres est le même que celui prévu pour les titres de placement. Les moins-values latentes ne font l'objet de provision que dans les deux cas suivants :

- Une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas ces titres jusqu'à l'échéance.
- L'existence de risques de défaillance de l'émetteur des titres.

2-3 Comptabilisation des revenus sur portefeuille-titres

Les intérêts sont comptabilisés en tenant compte du principe de la comptabilité d'engagement. Ainsi, les intérêts à recevoir sur les bons du Trésor et sur les obligations sont constatés en résultat de la période.

Les dividendes sur les titres à revenu variable détenus par la banque sont pris en compte en résultat dès le moment où leur distribution a été officiellement approuvée.

Les plus-values de cession relatives aux titres d'investissement acquis dans le cadre de conventions de portage sont assimilées à des intérêts et prises en compte parmi les revenus au fur et à mesure qu'elles sont courues.

3- Prise en compte des produits

Les intérêts, les produits assimilés, les commissions et autres revenus sont pris en compte au résultat pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2013. Les produits courus et non échus sont intégrés au résultat alors que les produits encaissés et se rapportant à une période postérieure au 31 décembre 2013 sont déduits du résultat.

4- Prise en compte des charges

Les intérêts et commissions encourus, les frais de personnel et les autres charges sont pris en compte au résultat pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2013. Les charges courues et non échues sont intégrées au résultat alors que les charges décaissées et se rapportant à une période postérieure au 31 décembre 2013 sont rajoutées au résultat.

5- Valeurs immobilisées

5-1 Immeubles d'exploitation

Les immobilisations d'exploitation sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et amorties linéairement aux taux suivants :

Catégorie d'immobilisations	Taux pratiqué
Immeubles non réévalués	2%
Immeubles réévalués	5%
Agencements, aménagements et Installations	10%
Ascenseurs	10%
Logiciels	de 10% à 33%
Droit au bail	5%
Matériel informatique	15%
Matériel de transport	20%
Mobilier de bureau	10%
Matériel d'exploitation	10%
Climatiseurs	20%
Terminaux de Paiement Électronique	20%
Coffres forts	4% et 10%

5-2 Immeubles hors exploitation acquis dans le cadre de recouvrement des créances

Dans le cadre du recouvrement des créances, la banque s'est portée acquéreuse de biens immeubles mis à la vente dans le cadre de la procédure de vente immobilière ; le prix d'acquisition correspondant au prix fixé par le cahier des charges préparé par un expert judiciaire désigné par le tribunal à cet effet. Ces actifs sont classés en « Immeubles hors exploitation » sous la rubrique AC6- Valeurs immobilisées.

Les immeubles hors exploitation sont comptabilisés à leur prix d'acquisition majoré des coûts et frais engagés. Par dérogation aux dispositions de la NCT 5 relative aux immobilisations corporelles, ces immeubles sont traités par référence aux dispositions de la norme internationale d'information financière 5 (IFRS 5) relative aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées.

En application des dispositions de l'IFRS 5, les immeubles hors exploitation acquis dans le cadre de recouvrement des créances ne font pas l'objet d'amortissement. En revanche, ils font l'objet d'une évaluation individualisée et figurent dans les états financiers annuels au plus faible entre le coût d'entrée et la juste valeur diminuée des coûts des ventes.

6- Comptabilisation des engagements hors bilan

Les engagements de financement sont portés en hors bilan à mesure qu'ils sont contractés et sont transférés au bilan au fur et à mesure des déblocages des fonds.

7- Règles de conversion des opérations en devises

Les charges et produits libellés en devises sont convertis en dinars sur la base du cours de change au comptant à la date de leur prise en compte.

8- Réévaluation des positions de change en devises

Les positions de change en devises ont été converties en monnaie de référence sur la base du cours de change interbancaire moyen du dernier jour du mois de décembre 2013. Les résultats de change latents en découlant ont été pris en compte dans le résultat de l'exercice 2013.

9- Charge d'impôt

La charge d'impôt est déterminée et comptabilisée en utilisant la méthode de l'impôt exigible.

IV. NOTES EXPLICATIVES (Les chiffres sont exprimés en milliers de dinars)

1- Notes explicatives sur le bilan- Actifs

Note 1.1 : Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT

Le solde de ce poste accuse au 31.12.2013 un montant de 318 400 KDT contre 349 684 KDT au 31.12.2012 et se compose comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Caisse en dinars, monnaies étrangères et travellers chèques	38 580	66 344	(27 764)	(42%)
BCT, CCP et TGT	279 820	283 340	(3 520)	(1%)
Total	**318 400**	**349 684**	**(31 284)**	**(9%)**

Le détail de chacune des rubriques se présente comme suit:

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Caisse en dinars, monnaies étrangères et travellers chèques	38 612	66 344	(27 732)	(42%)
Provisions sur caisse en dinars	(32)	-	(32)	(100%)
Sous total 1	**38 580**	**66 344**	**(27 764)**	**(42%)**
BCT	279 877	283 549	(3 672)	(1%)
Provisions BCT	(339)	(568)	229	(40%)
Sous total 2	**279 538**	**282 981**	**(3 443)**	**(1%)**
CCP	378	617	(239)	(39%)
Provisions CCP	(96)	(258)	162	(63%)
Sous total 3	**282**	**359**	**(77)**	**(21%)**
Total	**318 400**	**349 684**	**(31 284)**	**(9%)**

Par ailleurs, les comptes de la BCT en devises au 31.12.2013 sont rapprochés et justifiés.

Note 1.2 : Créances sur les établissements bancaires et financiers

Le solde de cette rubrique accuse au 31.12.2013 un montant de 228 783 KDT contre 267 217 KDT au 31.12.2012 et se détaille comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Avoirs en comptes sur les établissements bancaires	24 287	65 049	(40 762)	(63%)
Prêts aux établissements bancaires	43 312	36 093	7 219	20%
Créances rattachées sur les prêts aux établissements bancaires	7	12	(5)	(42%)
Provisions sur les correspondants	(115)	(115)	-	-
Total créances sur les établissements bancaires	**67 491**	**101 040**	**(33 549)**	**(33%)**
Avoirs en comptes sur les établissements financiers	12 291	12 490	(199)	(2%)
Prêts aux établissements financiers	147 571	153 581	(6 010)	(4%)
Créances rattachées sur les avoirs et prêts aux établissements financiers	1 430	107	1 323	1 236 %
Total créances sur les établissements financiers	**161 292**	**166 178**	**(4 886)**	**(3%)**
Total	**228 783**	**267 217**	**(38 434)**	**(14%)**

Par ailleurs, les comptes des correspondants en devises au 31.12.2013 sont rapprochés et justifiés.

La ventilation des créances sur les établissements bancaires et financiers hors provisions selon la durée résiduelle se présente comme suit :

Description	<= 3 mois	Plus de 3 mois et moins d'un an	Plus d'un an et moins de 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Etablissements bancaires	67 606	-	-	-	67 606
Avoirs en Comptes sur les établissement bancaires	24 287	-	-	-	24 287
Prêts aux établissements bancaires	43 312	-	-	-	43 312
Créances rattachées sur les prêts aux établissements bancaires	7	-	-	-	7
Etablissements financiers	**16 188**	**62 274**	**75 386**	**7 444**	**161 292**
Avoirs en Comptes sur les établissement financiers	12 291	-	-	-	12 291
Prêts aux établissements financiers	2 467	62 274	75 386	7 444	147 571
Créances rattachées sur les avoirs et les prêts aux établissements financiers	1 430	-	-	-	1 430
Total	**83 794**	**62 274**	**75 386**	**7 444**	**228 898**

La ventilation des créances sur les établissements bancaires et financiers selon la nature de la relation se présente comme suit :

RUBRIQUES	Entreprises liées	Entreprises Associées	Autres	TOTAL
Etablissements bancaires	**-**	**-**	**67 491**	**67 491**
Avoirs en Comptes sur les établissements bancaires	-	-	24 287	24 287
Prêts aux établissements bancaires	-	-	43 312	43 312
Créances rattachées sur les prêts aux établissements bancaires	-	-	7	7
Provisions sur les correspondants	-	-	(115)	(115)
Etablissements financiers	**-**	**36 952**	**124 340**	**161 292**
Avoirs en Comptes sur les établissements financiers	-	9 507	2 784	12 291
Prêts aux établissements financiers	-	27 445	120 126	147 571
Créances rattachées sur les avoirs et les prêts aux établissements financiers	-	-	1 430	1 430
Total	**-**	**36 952**	**191 831**	**228 783**

Toutes les créances sur les établissements bancaires et financiers ne sont pas éligibles au refinancement de la BCT.

Toutes les créances sur les établissements bancaires et financiers ne sont pas matérialisées par des titres du marché interbancaire.

Note 1.3 : Créances sur la clientèle

L'évolution comparée des créances sur la clientèle entre 2013 et 2012 se présente comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012 retraité	31.12.2012 publié	Variation	%
Comptes débiteurs de la clientèle (1)	716 352	671 066	671 066	45 286	7%
Autres concours à la clientèle sur ressources ordinaires (2)	4 298 099	3 852 018 (*)	3 928 430	446 081	12%
Crédits sur ressources spéciales (3)	470 097	360 217	360 217	109 880	31%
Total	**5 484 548**	**4 883 301**	**4 959 713**	**601 247**	**12%**

(*) Le chiffre de 2012 a été retraité pour le besoin de comparabilité.

(1) Les comptes débiteurs se détaillent au 31.12.2013 comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Comptes débiteurs de la clientèle	704 505	660 048	44 457	7%
Créances rattachées/Comptes débiteurs de la clientèle	11 847	11 018	829	8%
Total	**716 352**	**671 066**	**45 286**	**7%**

(2) Les autres concours à la clientèle sur ressources ordinaires se subdivisent en :

Description	31.12.2013	31.12.2012 retraité	31.12.2012 publié	Variation	%
Autres concours à la clientèle en dinars	3 922 565	3 492 227 (*)	3 568 639	430 338	12%
Autres concours à la clientèle en devises	375 534	359 791	359 791	15 743	4%
Total	**4 298 099**	**3 852 018**	**3 928 430**	**446 081**	**12%**

(*) Le chiffre de 2012 a été retraité pour les besoins de comparabilité

Au 31/12/2013, l'encours des créances sur la clientèle éligibles au refinancement est estimé à 260 millions de dinars.

(3) Les crédits sur ressources spéciales sont composés de :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Créances sur Ressources Budgétaires	10 079	7 470	2 609	35%
Créances sur Ressources Extérieures	460 018	352 747	107 271	30%
Total	**470 097**	**360 217**	**109 880**	**31%**

Il est à préciser que la banque n'encourt de risque de contrepartie que sur les crédits imputés sur des ressources extérieures.

(4) Les mouvements nets des créances douteuses sur la clientèle ainsi que des provisions correspondantes au cours de l'exercice se détaillent comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012 Retraité	31.12.2012 Publié	Variation	%
Montant brut de la créance	**878 750**	**913 394**	**913 394**	**(34 644)**	**(4%)**
Provisions au 31/12/N-1	**298 503**	**246 513**	**246 513**	**51 990**	**21%**
Dotation de l'exercice	78 501	65 688	65 688	12 813	20%
Reprise de l'exercice	(27 720)	(13 698)	(13 698)	(14 022)	102%
Provision au 31/12/N	**349 284**	**298 503**	**298 503**	**50 781**	**17%**
Provisions additionnelles (Cir 2013- 21)	**69 548**	**76 412 (*)**	**-**	**(6 864)**	**(9%)**
Total net de la créance	**459 918**	**538 479**	**614 891**	**(78 561)**	**(15%)**

(*) Le chiffre de 2012 a été retraité pour les besoins de comparabilité.

(5) Le montant des créances sur la clientèle existant à la clôture de l'exercice pour lesquelles les revenus correspondants ne sont pas constatés parmi les produits de l'exercice que lors d'une baisse des engagements suite à l'encaissement effectif se présente comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Montant brut de la créance classée	**878 750**	**913 394**	**(34 644)**	**(4%)**
Agios réservés au 31/12/N-1	**149 065**	**131 040**	**18 025**	**14%**
Dotation aux agios réservés	23 562	28 673	(5 111)	(18%)
Reprise Agios réservés de l'exercice	(15 689)	(10 543)	(5 146)	49%
Autres reprises	(90)	(105)	15	(14%)
Total des agios réservés au 31/12/N	**156 848**	**149 065**	**7 783**	**5%**

(6) La répartition des engagements bilan et hors bilan à la clientèle existant à la clôture de l'exercice selon leur classification se présente comme suit :

	31.12.2013	31.12.2012 retraité	31.12.2012 publié	Variation	%
Engagements classés C0 et C1	5 969 257	5 475 096	5 475 096	494 161	9%
Engagements classés C2, C3, C4 et C5 (a)	878 750	913 394	913 394	(34 644)	(4%)
Total des engagements (b)	**6 848 007**	**6 388 490**	**6 388 490**	**459 517**	**7%**
Agios réservés affectés aux engagements classés	152 831	143 515 (*)	144 588	9 316	6%
Provisions affectées aux engagements classés	349 284	298 503	298 503	50 781	17%
Provisions additionnelles (Cir 2013- 21)	69 548	76 412 (*)	-	(6 864)	(9%)
Total des provisions et agios réservés (c)	**571 663**	**518 430**	**443 091**	**53 233**	**10%**
Taux de couvertures des engagements classées(c/a)	**65,05%**	**56,76% (*)**	**48,51%**	**8,3%**	**15,0%**
Taux des engagements classés (a/b)	**12,83%**	**14,30%**	**14,30%**	**(1,5%)**	**(10,0%)**
Agios réservés affectés aux engagements courants (Cir 2011- 04 et 2012- 02)	2 763	4 477	4 477	(1 714)	(38%)
Agios réservés affectés aux engagements non classés	1 254	1 073 (*)	-	181	17%
Provision sur créances courantes	2 234	-	-	2 234	100%
Provisions collectives affectés aux engagements courants (Cir 2012- 02)	34 586	28 288	28 288	6 298	22%
Total des provisions et agios réservés affectés aux engagements courants	**40 837**	**33 838**	**32 765**	**6 999**	**21%**
Total général des provisions et agios réservés (d)	**612 500**	**552 268**	**475 856**	**60 232**	**11%**
Taux de couverture de l'ensemble des engagements (d/b)	**8,94%**	**8,64% (*)**	**7,45%**	**0,5%**	**3,0%**

(*) Les chiffres de 2012 ont été retraités pour les besoins de comparabilité.

Le stock de provisions autre que celles affectées aux engagements par signature et d'agios réservés ont été en totalité présentés en déduction de la sous rubrique (2) et se présentent comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012 Retraité	31.12.2012 Publié	Variation	%
Provisions sur créances (AC 03)	**449 401**	**397 258**	**320 846**	**52 143**	**13%**
Provision sur créances classées	343 033	292 558	292 558	50 475	17%
Provisions collectives	34 586	28 288	28 288	6 298	22%
Provisions sur créances courantes	2 234	-	-	2 234	100%
Provisions additionnelles (Cir 2013-21) sur exercices antérieurs	69 548	76 412 (*)	-	(6 864)	(9%)
Provisions sur créances (PA 05)	6 251	5 945	5 945	306	5%
Provisions sur Engagement par signature	6 251	5 945	5 945	306	5%
Total provisions sur créances	**455 652**	**403 203**	**326 791**	**52 449**	**13%**
Agios réservés affectés aux engagements classés	152 831	143 515	144 588	9 316	6%
Agios réservés affectés aux engagements non classés	1 254	1 073	-	181	17%
Agios réservés affectés aux engagements courants (Cir 2011- 04 et 2012- 02)	2 763	4 477	4 477	(1 714)	(38%)
Total agios réservés	**156 848**	**149 065**	**149 065**	**7 783**	**5%**

(*) Le chiffre de 2012 a été retraité pour les besoins de comparabilité.

(7) La répartition de la totalité du portefeuille engagements de la banque au 31/12/2013 par classe de risque et par nature d'engagement se présente comme suit :

Classe/Nature engagement	Classe 0	Classe 1	Classe 2	Classe 3	Classe 4	Classe 5	Total
Découvert	325 666	74 906	14 154	10 669	231 314	60 976	717 685
Escomptes	279 793	72 713	2 447	428	6 564	2 135	364 080
Crédits court terme	1 207 458	266 594	11 264	15 069	67 359	12 090	1 579 834
Crédits moyen long terme	2 704 610	447 289	40 592	52 485	328 350	16 041	3 589 367
Engagements par signature	535 775	54 453	557	1 304	4 797	155	597 041
Total	**5 053 302**	**915 955**	**69 014**	**79 955**	**638 384**	**91 397**	**6 848 007**
Dont Impayés (*)	412	68 360	2 022	13 985	162 679	34 870	282 338

(8) La répartition par secteur d'activité des crédits octroyés sous forme de décaissements et engagements par signature se présente comme suit au 31 décembre 2013 :

	2013	%	2012	%
Secteur d'activité				
I-AGRICULTURE	**147 684**	**2,16%**	**146 191**	**2,29%**
II- INDUSTRIE	**1 664 560**	**24,31%**	**1 656 259**	**25,93%**
Mine	8 222	0,12%	9 376	0,15%
Energie	61 416	0,90%	50 699	0,79%
Industrie agroalimentaire	271 234	3,96%	307 804	4,82%
Matériaux de construction	316 571	4,62%	302 290	4,73%
Industrie mécanique et électrique	324 984	4,75%	317 703	4,97%
Chimie et caoutchouc	238 165	3,48%	222 904	3,49%
Textile	25 382	0,37%	25 908	0,41%
Habillement et cuir	66 300	0,97%	74 431	1,17%
Bois, liège et ameublement	38 161	0,56%	39 599	0,62%
Papier, imprimerie et industries diverses	148 248	2,16%	148 094	2,32%
Bâtiment et travaux publics	**165 879**	**2,42%**	**157 450**	**2,46%**
III- SERVICES	**5 035 763**	**73,54%**	**4 586 040**	**71,79%**
Tourisme	579 218	8,46%	443 515	6,94%
Transport et télécommunication	423 013	6,18%	555 758	8,70%
Commerce agroalimentaire	89 749	1,31%	95 224	1,49%
Commerce matériaux de construction	120 094	1,75%	115 384	1,81%
Commerce quincaillerie et assimilés	215 049	3,14%	201 017	3,15%
Commerce textile et cuir	78 133	1,14%	69 260	1,08%
Commerces divers	562 271	8,21%	502 228	7,86%
Santé	137 455	2,01%	106 309	1,66%
Finance	282 505	4,13%	332 813	5,21%
Loisirs et Cultures	40 270	0,59%	37 496	0,59%
Particuliers	1 340 377	19,57%	1 107 880	17,34%
Divers	156 067	2,28%	151 546	2,37%
Promotion immobilière	1 011 562	14,77%	867 609	13,58%
Total	**6 848 007**	**100,00%**	**6 388 490**	**100,00%**

Les engagements (hors ceux accordés au secteur public) relatifs aux dix premiers groupes d'affaire représentent 13% du total des engagements de la banque au 31.12.2013.

(9) La ventilation selon la durée résiduelle des créances sur la clientèle hors provisions et agios réservés se présente comme suit :

Description	<= 3 mois	Plus de 3 mois et moins d'un an	Plus d'un an et moins de 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Comptes débiteurs de la clientèle	716 352	-	-	-	716 352
Autres concours à la clientèle sur ressources ordinaires	1 296 206	870 723	1 792 263	945 155	4 904 348
Crédits sur ressources spéciales	6 949	50 036	219 746	193 366	470 097
Total	**2 019 507**	**920 759**	**2 012 009**	**1 138 521**	**6 090 797**

(10) La ventilation par nature de la relation des créances sur la clientèle se détaille comme suit :

Description	Entreprises liées	Entreprises associées	Autres	Total
Comptes débiteurs de la clientèle	-	418	715 934	716 352
Autres concours à la clientèle sur ressources ordinaires	1 500	51 826	4 247 007	4 300 333
Crédits sur ressources spéciales	-	15 803	454 294	470 097
Total	**1 500**	**68 047**	**5 417 235**	**5 486 782**

Note 1.4 : Portefeuille titres commercial

Cette rubrique accuse au 31.12.2013 un solde de 435 616 KDT contre un solde de 290 711 KDT au 31.12.2012 et se détaille comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Titres de transaction	**3 926**	**4 009**	**(83)**	**(2%)**
Bons de Trésor	3 926	4 009	(83)	(2%)
Titres de placement	**431 690**	**286 702**	**144 988**	**51%**
Titres à revenu fixe	**425 797**	**284 544**	**141 253**	**50%**
Bons de Trésor	320 127	210 924	109 203	52%
Créances rattachées	9 411	6 647	2 764	42%
Emprunts obligataires	93 063	65 475	27 588	42%
Créances rattachées	3 196	1 498	1 698	113%
Titres à revenu variable	**5 893**	**2 158**	**3 735**	**173%**
Actions	6 442	2 522	3 920	155%
Provisions pour moins value latente des actions	(549)	(364)	(185)	51%
Total	**435 616**	**290 711**	**144 904**	**50%**

Au 31.12.2013, la plus-value latente sur les actions cotées et les titres de placements est établie à 21 KDT.

La subdivision des actions, selon qu'elles soient ou non cotées se présente comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Actions cotées	6 233	2 313	3 920	169%
Actions non cotées	209	209	-	-
Total	**6 442**	**2 522**	**3 920**	**155%**

La ventilation des titres de transactions et de placements par nature de l'émetteur, se détaille comme suit :

Description	Organismes publics	Entreprises Liées	Entreprises Associées	Autres	Total
Titres de transaction	**3 926**	-	-	-	**3 926**
Bons de Trésor	3 926	-	-	-	3 926
Titres de placement	**353 459**	-	**21 940**	**56 291**	**431 690**
Titres à revenu fixe	**353 459**	-	**21 940**	**50 398**	**425 797**
Bons de Trésor	329 538	-	-	-	329 538
Emprunts obligataires	23 921	-	21 940	50 398	96 259
Titres à revenu variable	-	-	-	**5 893**	**5 893**
Actions	-	-	-	5 893	5 893
Total	**357 385**	-	**21 940**	**56 291**	**435 616**

Les mouvements de provisions sur les actions se présentent comme suit en 2013 et comparativement à 2012 :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Montant brut des titres de placement à revenu variable	6 442	2 522	3 920	155%
Provision au 31/12/N-1	364	174	190	109%
Dotation de l'exercice	195	190	5	3%
Reprise de provisions	(10)	-	(10)	(100%)
Provision au 31/12/N	549	364	185	51%
Total net des titres de placement	**5 893**	**2 158**	**3 735**	**173%**

Note 1.5 : Portefeuille titres d'investissement

Le portefeuille titres d'investissement accuse au 31.12.2013 un solde de 550 493 KDT contre 499 027 KDT au 31.12.2012. Son détail se présente comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Titres d'investissement (1)	329 299	292 735	36 564	12%
Titres de participation (2)	43 450	29 974	13 476	45%
Parts dans les entreprises associées (3)	107 130	103 796	3 334	3%
Parts dans les entreprises liées (4)	23 674	23 135	539	2%
Participation avec convention en rétrocession (5)	46 940	49 387	(2 447)	(5%)
Total	**550 493**	**499 027**	**51 466**	**10%**

Le tableau des mouvements du portefeuille titres d'investissement se présente comme suit :

Description	Valeurs brutes au 31.12.2012	Montant restant alibérer	Créances rattachées	Provisions	Total net au 31.12.2012	Acquisition/autres entrée 2013	Cession/autres sorties 2013	Valeurs brutes au 31.12.2013	Créances rattachées	Montant restant alibérer	Dotation 2013	Reprise 2013	Provisions	Total au 31.12.2013
Titres d'investissement hors Fonds gérés	110 922	-	5 403	(270)	116 055	-	(9 882)	101 040	5 024	-	(30)	-	(300)	105 764
Titres d'investissementsFonds gérés	178 333	-	-	(1 653)	176 680	66 853	(19 514)	225 672	-	-	(484)	-	(2 137)	223 535
Titres de participation	36 773	-	-	(6 799)	29 974	16 415	(304)	52 884	-	(2 303)	(379)	47	(7 131)	43 450
Parts dans les entreprises associées	104 547	(2 175)	2 681	(1 257)	103 796	16 193	(11 155)	109 585	-	(1 200)	-	2	(1 255)	107 130
Parts dans les entreprises liées	40 176	(15 191)	-	(1 851)	23 134	-	-	40 176	-	(15 191)	-	540	(1 312)	23 674
Participation avec convention en rétrocession	44 417	-	5 570	(600)	49 387	7 261	(7 542)	44 136	4 404	-	(1 000)	-	(1 600)	46 940
Total	**515 168**	**(17 366)**	**13 654**	**(12 430)**	**499 026**	**106 722**	**(48 397)**	**573 493**	**9 428**	**(18 694)**	**(1 893)**	**589**	**(13 735)**	**550 493**

Il est à préciser que les titres de Clinique El Amen Gafsa, Clinique El Amen Beja ainsi que Hôpital Privé El Amen comptabilisés au 31/12/2013 pour un total de 5 052 KDT, ont été transférés de la rubrique parts dans les entreprises associées à la rubrique titres de participations.

(1) Titres d'investissement

Cette sous rubrique se détaille comme suit au 31.12.2013 et au 31.12.2012 :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Bons de Trésor	**104 756**	**104 846**	**(90)**	**(0%)**
Bons de Trésor	99 770	99 869	(100)	-
Créances rattachées	4 986	4 977	9	-
Obligations	**1 008**	**11 210**	**(10 202)**	**(91%)**
Obligations brutes	1 270	11 053	(9 783)	(89%)
Provisions sur obligations	(300)	(270)	(30)	11%
Créances rattachées	38	427	(389)	(91%)
Fonds gérés	**223 535**	**176 680**	**46 855**	**27%**
Encours brut des fonds gérés	225 672	178 333	47 339	27%
Provisions sur fonds gérés	(2 137)	(1 653)	(484)	29%
Total	**329 299**	**292 735**	**36 563**	**12 %**

(2) Titres de participation

Cette sous rubrique se détaille comme suit au 31.12.2013 et au 31.12.2012 :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Titres de participation	52 884	36 773	16 111	44%
Provisions sur titres de participation	(7 132)	(6 799)	(333)	5%
Montant restant à libérer sur titres participations	(2 302)	-	(2 302)	(100%)
Total	**43 450**	**29 974**	**13 476**	**45%**

La subdivision des titres de participation, selon qu'ils soient ou non cotées se présente comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Titres cotés	9 050	5 093	3 957	78%
Titres non cotés	43 834	31 680	12 154	38%
Titres de participation	**52 884**	**36 773**	**16 111**	**44%**

Le détail des titres de participation se présente comme suit :

Titre	% de détention	31.12.2013	Provision 31.12.2013	31.12.2012	Provision 31.12.2012
BATAM	**13,71**	5 490	(5 490)	5 490	(5 490)
PGH	**0,43**	5 093	-	5 093	-
FCPR AMEN CAPITAL	**100,00**	5 000	-	5 000	-
FCPR AMEN CAPITAL2	**100,00**	5 000	-	5 000	-
STE PRIVE HOPITAL EL AMEN	**18,00**	4 320	-	-	-
FIDELITY OBLIGATIONS SICAV	**1,37**	3 200	-	3 200	-
FCPR TUNINVEST CROISSANCE	**18,75**	3 000	-	-	-
SYPHAX AIRLINES	**3,59**	2 000	-	-	-
HANNIBAL LEASE	**3,50**	1 957	-	-	-
FCPR MAXULA ESPOIR	**4,29**	1 500	-	-	-

ALTERMED APEF	**3,33**	1 427	(338)	1 119	(291)
UNION DE FACTORING	**9,24**	1 387	-	1 387	-
FCP SICAV MAC EPARGNANT	**11,47**	1 100	(33)	1 000	(18)
FCPR TUNISIAN DEVELOPPEMENT	**6,67**	1 003	-	1 003	-
PHENICIA SEED FUND	**10,06**	1 000	(124)	1 000	(83)
FINACORP OBLIGATION SICAV	**14,87**	1 000	-	1 000	-
SOCIETE TUNIS CENTER	**9,38**	938	-	938	-
LA MARINE HAMMAMET SUD	**3,59**	700	(398)	700	(422)
COMPAGNIE TUNE ASSURANCE DU COMMERCE EXTERIEUR "C O T U N A C E"	**3,22**	689	-	200	-
FCP MAC CROISSANCE	**13,69**	650	(54)	-	-
LA MAISON DES BANQUES	**7,15**	588	(243)	588	(257)
FCP CAPITALISATION EN GARANTIE	**0,94**	500	-	500	-
FCPR VALEUR DEVELOPPEMENT	**16,67**	500	(18)	500	-
TAYSIR MICRO FINANCE	**16,67**	500	-	-	-
ADVANS TUNISIE	**9,90**	446	-	-	-
SOCIETE INTER-BANK SERVICE	**3,10**	400	(170)	400	-
STEG ENERGIES RENOUVLABLES	**8,00**	400	(83)	400	(49)
CLINIQUE EL AMEN GAFSA	**7,66**	372	-	-	-
CLINIQUE EL AMEN BEJA	**5,54**	360	-	-	-
SOCIETE DEVELOPPEMENT EXPOR Z. FRANCHE ZARZIS	**5,02**	300	-	300	-
MICROCRED TUNISIE SA	**10,00**	300	-	-	-
FCP SMART EQUITY	**4,72**	299	-	299	-
SOCIETE MONETIQUE TUNISIE	**10,37**	280	-	280	-
SIBTEL	**6,75**	236	-	236	-
MAXULA D'INVESTISSEMENT SICAV	**1,93**	200	-	200	-
SOCIETE TUNISIENNE DE GARANTIE	**5,00**	150	-	150	-
STICODEVAM	**3,33**	104	-	90	-
FCP MAC EQUILIBRE	**4,66**	100	-	-	-
SOCIETE INVESTISSEMENT NORD OUEST S.O.D.I.N.O	**0,21**	100	(17)	100	(26)
SAGES	**15,10**	76	(76)	76	(76)
CLINIQUE LA MARSA	**2,07**	76	-	380	-
AUTRES		143	(88)	145	(87)
		52 884	**(7 132)**	**36 773**	**(6 799)**

(3) Parts dans les entreprises associées

Cette sous rubrique se détaille comme suit au 31.12.2013 et au 31.12.2012 :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Parts dans les entreprises associées	109 586	104 547	5 039	5%
Montant restant à libérer sur les parts dans les entreprises associées	(1 200)	(2 175)	975	(45%)
Créances rattachées	-	2 682	(2 682)	(100%)
Provisions sur parts dans les entreprises associées	(1 256)	(1 258)	2	-
Total	**107 130**	**103 796**	**3 334**	**3%**

La subdivision des parts dans les entreprises associées selon qu'elles soient ou non cotées se présente comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Titres cotés	62 265	51 542	10 723	21%
Titres non cotés	47 321	53 005	(5 684)	(11%)
Parts dans les entreprises associées	**109 586**	**104 547**	**5 039**	**5%**

Le détail des parts dans les entreprises associées se présente comme suit :

Titre	% de détention	31.12.2013	Provision 31.12.2013	31.12.2012	Provision 31.12.2012
TUNISIE LEASING	**32,48**	31 473	-	24 278	-
ENNAKEL	**8,14**	30 792	-	27 264	-
MAGHREB LEASING ALGERIE "MLA"	**40,74**	30 166	-	28 212	-
HOPITAL PRIVEE EL AMEN	-	-	-	7 200	-
AMEN SANTE	**16,00**	5 500	-	2 200	-
CLINIQUE EL AMEN BIZERTE	**30,00**	2 400	-	2 400	-
SOCIETE EL IMRANE	**30,00**	2 100	-	2 100	-
CLINIQUE EL AMEN NABEUL	**30,00**	1 950	-	1 950	-
CLINIQUE EL AMEN BEJA	-	-	-	1 800	-
CLINIQUE EL AMEN GAFSA	-	-	-	1 090	-
SOCIETE EL KHIR	**30,00**	1 560	(1 163)	1 560	(1 163)
HAYETT	**25,00**	1 013	-	1 013	-
SOCIETE KAWARES	**29,36**	969	-	969	-
SOCIETE AMEN INVEST	**36,90**	494	-	494	-
SOCIETE TUNISYS	**29,85**	448	-	448	-
SUNAGRI	**27,00**	216	-	-	-
TUNINVEST INTER SICAR	**30,00**	150	-	150	-
SICAV AMEN	**0,09**	146	(93)	146	(95)
TUNINVEST INNOVATION SICAR	**27,27**	135	-	1 200	-
		109 586	**(1 256)**	**104 547**	**(1 258)**

(4) Parts dans les entreprises liées

Cette sous rubrique se détaille comme suit au 31.12.2013 et au 31.12.2012 :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Parts dans les entreprises liées	40 177	40 177	-	-
Montant restant à libérer sur les parts dans les entreprises associées	(15 191)	(15 191)	-	-
Provisions sur parts dans les entreprises liées	(1 312)	(1 851)	539	(29%)
Total	**23 674**	**23 135**	**539**	**2%**

Le détail des parts dans les entreprises liées se présente comme suit :

Titre	% de détention	31.12.2013	Provision 31.12.2013	31.12.2012	Provision 31.12.2012
AMEN FINANCE COMPANY	**30,00**	30 000	-	30 000	-
SOCIETE AMEN PROJECT	**53,01**	4 790	-	4 790	-
SOGEREC	**39,63**	2 616	(1 312)	2 616	(1 851)
SICAR AMEN	**88,20**	2 205	-	2 205	-
SOCIETE LE RECOUVREMENT	**99,88**	300	-	300	-
AMEN CAPITAL	**60,00**	266	-	266	-
		40 177	**(1 312)**	**40 177**	**(1 851)**

(5) Titres avec convention de rétrocession

Cette sous rubrique se détaille comme suit au 31.12.2013 et au 31.12.2012 :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Participation avec convention en rétrocession	44 136	44 417	(281)	(1%)
dont Avances sur règlement portage MLA/TLG (*)	(8 455)	(4 405)	(4 050)	92%
Créances rattachées	4 404	5 570	(1 166)	(21%)
Provisions sur participation avec convention en rétrocession	(1 600)	(600)	(1 000)	167%
Total	**46 940**	**49 387**	**(2 447)**	**(5%)**

(*) Les participations ave convention de rétrocession comportent le portage des titres Maghreb leasing Algérie (MLA) conclu avec Tunisie leasing pour un montant souscrit de 8 455 KDT.

Les renseignements sur les entreprises filiales de la banque se présentent comme suit :

Filiale	Adresse	Activité	Participation détenue (%)	Capitaux propres 2013	Résultat net 2013
Sicar Amen	Amen Bank	SICAR	88,20%	6 491	1 460
Le Recouvrement	Amen Bank	Société de recouvrement de créances	99,88%	802	491
Amen Project	Amen Bank	Société d'investissement	53,01%	10 409	796
SOGEREC	124 Avenue de la liberté, 1002 Tunis Belvédère	Société de recouvrement de créances	63,86%	3 297	1 351
Amen Capital	124 Avenue de la liberté, 1002 Tunis Belvédère	Société de gestion de fonds	60,00%	321	17
Amen Finance Company	Amen Bank	Société de participations	30,00%	49 735	(332)

Note 1.6 : Valeurs immobilisées

Les valeurs immobilisées accusent au 31.12.2013 un solde de 111 765 KDT contre un solde de 107 914 KDT au 31.12.2012 et se détaillent comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Immobilisations incorporelles	**2 313**	**1 526**	**787**	**52%**
Immobilisations incorporelles	7 772	6 236	1536	25%
Amortissement des immobilisations incorporelles	(5 275)	(4 526)	(749)	17%
Provision sur immobilisations incorporelles	(184)	(184)	-	-%
Immobilisations corporelles	**105 814**	**98 113**	**7 701**	**8%**
Immobilisations corporelles	160 848	150 589	10 259	7%
Amortissement des immobilisations corporelles	(55 034)	(52 476)	(2 558)	5%
Immobilisations encours	**3 638**	**8 275**	**(4 637)**	**(56%)**
Immobilisations encours	3 638	8 275	(4 637)	(56%)
Total	**111 765**	**107 914**	**3 851**	**4%**

Aucune garantie ou sûreté n'est consentie à des tiers sur les immobilisations de la banque.

Le montant des immobilisations détenues par la banque et prêtes à être cédées totalisent au 31.12.2013 un montant de 16 385 KDT.

Les flux de mouvements des immobilisations, tenant compte des acquisitions et des cessions, se présentent comme suit :

DESCRIPTION	31/12/12	Acquisitions	Cession/ Transfert	Valeur Brut au 31/12/2013	Amort cum 31/12/2012	DOT 2013	Amort immob sorties	Amort cum 31/12/2013	Valeur Nette au 31/12/2013
1) Immobilisations Incorporelles	**6 052**	**1 536**	**-**	**7 588**	**4 525**	**886**	**136**	**5 275**	**2 313**
* Fonds de commerce	-	-	-	-	-	-	-		-
* Logiciels	5 087	1 536	-	6 623	4 019	846	136	4 729	1 894
* Droit au bail	965	-	-	965	506	40	-	546	419
2) Immobilisations Corporelles	**150 589**	**17 036**	**6 776**	**160 848**	**52 477**	**4 702**	**2 145**	**55 034**	**105 814**
Immobilisations d'exploitation	74 157	8 281	946	81 492	21 709	2 309	1 002	23 017	58 476
* Terrains d'exploitation	3 689		24	3 665	-	-	-	-	3 665
* Bâtiments	53 391	3 782	374	56 799	9 042	1 166	168	10 040	46 759
* Aménagements de bâtiments	17 078	4 499	548	21 029	12 667	1 143	834	12 977	8 052
Immobilisations hors exploitation	**39 432**	**5 306**	**4 686**	**40 052**	**3 219**	**98**	**-**	**3 318**	**36 735**
* Terrains hors exploitation	737		68	669	-	-	-	-	669
* Bâtiments	38 695	5 306	4 618	39 383	3 219	98	-	3 318	36 066
* Aménagements de bâtiments	-			-	-	-	-	-	-
Mobiliers et Matériel de Bureau	5 885	410	577	5 718	3 656	416	549	3 523	2 195
Matériels de Transport	2 529	320	183	2 666	2 092	134	197	2 029	637
Matériels Informatique	16 443	2 299	82	18 660	14 020	842	224	14 639	4 022
Machines DAB	5 680	337		6 017	3 641	466	-	4 105	1 912
Coffres Forts	2 249			2 249	1 105	157	-	1 263	987
Autres Immobilisations	4 213	83	302	3 994	3 035	280	173	3 142	853
3) Immobilisation en cours	**8 275**	**2 499**	**7 136**	**3 638**	**-**	**-**	**-**	**-**	**3 638**
Immobilisations corporelles en cours	5 306	1 893	3 654	3 545	-	-	-	-	3 545
Immobilisations incorporelles en cours	2 969	606	3 482	93	-	-	-	-	93
TOTAUX	**164 915**	**21 071**	**13 912**	**172 074**	**57 002**	**5 588**	**2 281**	**60 309**	**111 765**

Note 1.7 : Autres actifs

Les autres actifs totalisent au 31.12.2013 un montant de 96 026 KDT contre un montant de 93 129 KDT et se détaillant comme suit:

Description	31.12.2013	31.12.2012 retraité	31.12.2012 publié	Variation	%
Comptes d'attente et de régularisation	**35 614**	**43 224**	**43 224**	**(7 610)**	**(18%)**
Comptes d'attente	**30 995**	**42 980**	**42 980**	**(11 985)**	**(28%)**
Comptes d'attente de la salle de marché (A)	16 319	30 397	30 397	(14 078)	(46%)
Comptes d'attente de la compensation	7 711	14 386	14 386	(6 675)	(46%)
Autres comptes d'attente	6 965	(1 803)	(1 803)	8768	(486%)
Comptes de régularisation	**4 619**	**244**	**244**	**4 375**	**1 793%**
Autres	**60 412**	**49 905**	**49 545**	**10 507**	**21%**
Stock de matière, fourniture et timbres	918	643	643	275	43%
Etat, impôts et taxes	527	2 240	2 240	(1 713)	(76%)
Allocations familiales	259	201	201	58	29%
Dépôts et cautionnements	117	117	117	-	-
Opérations avec le personnel	44 530	40 514	40 514	4 016	10%
Débiteurs divers	11 105	2 880 (*)	2 520	8 225	286%
Créances sur l'Etat	1 658	1 804	1 804	(146)	(8%)
Autres	1 298	1 506	1 506	(208)	(14%)
Total Autres Actifs	**96 026**	**93 129**	**92 769**	**2 897**	**3%**

(*) La provision sur les affaires en contentieux a été reclassée de la rubrique AC 07 «Autres Actifs » à la rubrique PA 05 «Autres Passifs».
Les comptes en dinars de la rubrique AC 07 au 31.12.2013 sont rapprochés et justifiés.

Les mouvements nets des provisions sur les comptes de la rubrique AC7 se présentent comme suit:

Description	31.12.2013	31.12.2012 retraité	31.12.2012 publié	Variation	%
Provision sur comptes d'attente et de régularisation	**11 362**	**10 944**	**10 944**	**418**	**4%**
Provision sur comptes d'attente de la compensation	9 929	10 258	10 258	(329)	(3%)
Provision sur autres comptes d'attente	1 433	686	686	747	109%
Provision sur autres comptes de la rubrique AC7	**20 098**	**19 471**	**19 831**	**627**	**3%**
Provision sur opérations avec le personnel	838	662	662	176	27%
Provision sur débiteurs divers	3 549	3 429 (*)	3 789	120	3%
Provisions sur autres comptes	15 711	15 380	15 380	331	2%
Total	**31 460**	**30 415**	**30 775**	**1 045**	**3%**

(*) Le chiffre de 2012 a été retraité pour les besoins de comparabilité.

Il est à noter que les comptes d'attente de la salle des marchés comportent des soldes non justifiés. Des efforts on été déployés pour les apurer. Ces travaux d'apurement sont à un stade d'avancement de 90%.

La situation de ces comptes au 31.12.2013 se présente comme suit :

	2013	2 012
Dinars en instance d'affectation	**(194 259)**	**(36 831)**
Devise en instance d'affectation (260)	**174 003**	**26 119**
Comptes de virements devises en instance d'imputation (261)	**21 015**	**46 025**
Devise en instance d'affectation financement en devise (279)	**15 550**	**(9 546)**
Autres	**11**	**4 630**
Comptes d'ajustement des comptes en devises	-	998
Comptes position et cv position bilan de couverture	11	3 645
Comptes position et cv position bilan spot	-	(13)
Total	**16 319**	**30 397**

2- Notes explicatives sur le bilan- Passifs

Note 2.1: Banque Centrale de Tunisie

Le solde de cette rubrique correspond aux dettes envers la Banque Centrale de Tunisie.

Au 31.12.2013, cette rubrique accuse un solde de 490 081 KDT enregistrant ainsi une baisse de 62 511 KDT par rapport au 31.12.2012.

Note 2.2: Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers

Les dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers accusent au 31.12.2013 un solde de 166 556 KDT contre un solde de 214 871 KDT au 31.12.2012 et se détaillent comme suit ::

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Dépôts et avoirs des Etablissements Bancaires	161 844	211 405	(49 561)	(23%)
Dépôts et avoirs des Etablissements Financiers	4 712	3 466	1 246	36%
Total	**166 556**	**214 871**	**(48 315)**	**(22%)**

Les dépôts et avoirs des établissements bancaires se détaillent comme suit:

Description	31.12.2013	31.12.2011	Variation	%
Avoirs des Etablissements Bancaires	26 833	36 653	(9 820)	(27%)
Emprunts auprès des Etablissements Bancaires	135 011	174 752	(39 741)	(23%)
Dépôts et avoirs des établissements bancaires	**161 844**	**211 405**	**(49 561)**	**(23%)**

Tous les dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers ont une maturité résiduelle de moins de 3 mois.

La ventilation des dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers selon la nature de la relation se présente comme suit :

Description	Entreprises liées	Entreprises associées	Autres	Total
Dépôts et avoirs des Etablissements Bancaires	-	-	161 844	161 844
Dépôts et avoirs des Etablissements Financiers	-	-	4 712	4 712
Dépôts et avoirs des établissements bancaires	**-**	**-**	**166 556**	**166 556**

Toutes les dettes sur les établissements bancaires et financiers ne sont pas matérialisées par des titres du marché interbancaire.

Note 2.3: Dépôts et avoirs de la clientèle

Les dépôts et avoirs de la clientèle accusent au 31.12.2013 un solde de 4 964 477 KDT contre un solde de 4 395 112 KDT au 31.12.2012 et se décomposent comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Dépôts à vue	**1 349 301**	**1 220 714**	**128 587**	**11%**
Autres dépôts et avoirs de la clientèle	**3 615 176**	**3 174 398**	**440 778**	**14%**
Epargne	**840 179**	**749 261**	**90 918**	**12%**
Dépôts à terme	**2 681 922**	**2 305 936**	**375 986**	**16%**
Dépôts à terme en dinars	2 365 505	1 945 919	419 586	22%
Dettes rattachées sur dépôts à terme en dinars	(8 335)	10 277	(18 612)	(181%)
Dépôts à terme en devises	324 213	349 115	(24 902)	(7%)
Dettes rattachées sur dépôts à terme en devises	539	625	(86)	(14%)
Autres sommes dues à la clientèle	**93 075**	**119 201**	**(26 126)**	**(22%)**
Total	**4 964 477**	**4 395 112**	**569 365**	**13%**

La ventilation des dépôts et avoirs de la clientèle selon la durée résiduelle se présente comme suit :

Description	<= 3 mois	Plus de 3 mois et moins d'un an	Plus d'un an et moins de 5 ans	Plus de 5 ans	Ne disposant pas de maturité	Total
Dépôts à vue	1 349 301	-	-	-		1 349 301
Epargne	840 179	-	-	-		840 179
Dépôts à terme	1 050 457	1 318 219	321 042	-		2 689 718
Autres sommes dues à la clientèle	-	-	-	-	93 075	93 075
Dettes rattachées	(7 796)					(7 796)
Total	**3 232 141**	**1 318 219**	**321 042**	**-**	**93 075**	**4 964 477**

La ventilation des dépôts et avoirs de la clientèle par nature de la relation se présente comme suit :

RUBRIQUES	Entreprises Liées	Entreprises Associées	Autres	Total
Dépôts à vue	784	41 684	1 306 833	1 349 301
Epargne	-	-	840 179	840 179
Dépôts à terme	-	50 000	2 631 922	2 681 922
Autres sommes dues à la clientèle	-	-	93 075	93 075
	784	**91 684**	**4 872 009**	**4 964 477**

Note 2.4 : Emprunts et ressources spéciales

Le solde de cette rubrique s'élève au 31.12.2013 à 846 029 KDT contre 730 513 KDT au 31.12.2012 se détaille comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Emprunts Matérialisés	247 068	268 429	(21 361)	(8%)
Ressources Spéciales	598 961	462 084	136 877	30%
Total	**846 029**	**730 513**	**115 516**	**16%**

Le solde des emprunts matérialisés se subdivise comme suit au 31.12.2013 et au 31.12.2012 :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Emprunts Matérialisés	241 817	262 988	(21 171)	(8%)
Dettes rattachées sur emprunts matérialisés	5 251	5 441	(190)	(3%)
Total	**247 068**	**268 429**	**(21 361)**	**(8%)**

Le tableau des mouvements des emprunts matérialisés au 31.12.2013 se détaille comme suit :

Emprunt	nature	Capital Initial	Date d'émission	date d'échéance	Taux	encours au 31/12/2012	nouveaux emprunts	Rembour-sements	encours au 31/12/2013
EMPRUNT OBLIGATAIRE AMEN BANK									
AMEN BANK 2006	EO	40 000	01/01/05	29/01/17	TMM+1%	20 000		4 000	16 000
AMEN BANK 2008	Sub	20 000	01/05/08	21/05/23	6,50%	14 666		1 333	13 333
AMEN BANK 2008	Sub	20 000	01/05/08	21/05/28	7,00%	16 000		1 000	15 000
AMEN BANK 2009	Sub	30 000	30/09/09	30/09/24	5,45%	23 997		2 001	21 996
AMEN BANK 2009	Sub	30 000	30/09/09	30/09/24	TMM+0,85%	23 997		2 001	21 996
AMEN BANK 2010	Sub	80 000	01/08/10	31/08/25	TMM+0,85%	69 328		5 336	63 992
AMEN BANK 2011 - 1	Sub	40 500	26/09/11	25/09/21	6,10%	36 450		4 050	32 400
AMEN BANK 2011 - 2	Sub	9 500	27/09/11	25/09/21	TMM+1%	8 550		950	7 600
AMEN BANK 2012	Sub	40 000	26/09/12	17/09/22	6,25%	40 000		4 000	36 000
AMEN BANK 2012 - 2	Sub	10 000	27/09/12	17/09/22	TMM+1,3%	10 000		1 000	9 000
EMPRUNT SOUS SEING PRIVE									
Emprunt sous seing privé	privé	5 000	17/10/12	26/12/22	TMM+2%	-	5 000	500	4 500
Total		**325 000**				**262 988**	**5 000**	**26 171**	**241 817**

Le solde des ressources spéciales se subdivise comme suit au 31.12.2013 et au 31.12.2012 :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Ressources budgétaires	5 649	5 280	369	**7%**
Ressources extérieures	593 312	456 804	136 508	**30%**
Total	**598 961**	**462 084**	**136 877**	**30%**

La ventilation des ressources extérieures par ligne se détaille comme suit :

	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Lignes extérieures en dinars	**561 382**	426 806	**134 576**	**32%**
Ligne BIRD	934	934	-	-
Ligne ITALIENNE	16 735	19 698	(2 962)	(15%)
Ligne ALLEMANDE "FOCR ED"S	195	282	(87)	(31%)
Ligne CFD (MISE A NIVEAU)	11 974	3 435	8 539	249%
Ligne CFD restructuration financière	15 834	18 611	(2 778)	(15%)
Ligne CAPITAL RISQUE BEI	138	138	-	-
Ligne BANQUE MONDIALE POUR LE FINAN. MICROS ET PME	8 000	5 411	2 589	48%
Ligne ESPAGNOLE (BCT 2002/7)	5 840	5 350	491	9%
Ligne AFD HOTELLERIE	47 509	34 557	12 952	37%
Ligne BEI INVESTISSEMENT	439 615	325 688	113 928	35%
Ligne KREDITANSTALT FUR WIEDERAUFBAU (KFW)	4 452	6 678	(2 226)	(33%)
Ligne BM EFFECACITE ENERG	10 155	6 025	4 130	69%
Lignes extérieures en devise	29 321	26 979	2 342	**9%**
Ligne BEI EN EURO "BEI"	29 320	26 978	2 342	9%
Ligne KFW EN EURO	1	1	-	-
Total	**590 703**	**453 785**	**136 918**	**30%**

La ventilation des emprunts et ressources spéciales selon la durée résiduelle se présente comme suit :

RUBRIQUES	<= 3 mois	Plus de 3 mois et moins d'un an	Plus d'un an et moins de 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts matérialisés	**9 251**	**28 500**	**96 667**	**112 650**	**247 068**
Emprunts matérialisés	4 000	28 500	96 667	112 650	241 817
Dettes rattachées	5 251	-	-	-	5 251
Ressources extérieures	**8 055**	**41 108**	**284 899**	**259 250**	**593 312**
Ressources extérieures en dinars	4 690	39 282	268 226	249 184	561 382
Ressources extérieures en devises	756	1 826	16 674	10 065	29 321
Dettes rattachées	2 609	-	-	-	2 609
Ressources budgétaires	**2 969**	**183**	**1 406**	**1 090**	**5 649**
Ressources budgétaires	2 943	183	1 406	1 090	5 622
Dettes rattachées	26	-	-	-	26
Total	**20 275**	**69 792**	**382 972**	**372 990**	**846 029**

La ventilation des emprunts et ressources spéciales selon la nature de la relation se présente comme suit :

RUBRIQUES	Entreprises Liées	Entreprises Associées	Autres	Total
Emprunts matérialisés	15 600	39 309	192 159	247 068
Ressources budgétaires	-	-	5 649	5 649
Ressources extérieures	-	-	593 312	593 312
Total	**15 600**	**39 309**	**791 120**	**846 029**

Note 2.5 : Autres passifs

Les autres passifs se subdivisent comme suit au 31.12.2013 et au 31.12.2012 :

Description	31.12.2013	31.12.2012 retraité	31.12.2012 publié	Variation	%
Provisions sur Engagement par signature	**6 251**	**5 945**	**5 945**	**306**	**5%**
Autres provisions pour passifs et charges	**4 765**	**3 694 (*)**	**3 333**	**1 071**	**29%**
Provisions pour passifs et charges	**11 016**	**9 639**	**9 278**	**1 377**	**14%**
Comptes d'attente et de régularisation	**179 013**	**177 887**	**177 888**	**1 126**	**1%**
Comptes d'attente	**4 276**	**2 010**	**2 010**	**2 266**	**113%**
Comptes de régularisation	**(3)**	**(3)**	**(3)**	**-**	**-**
Créditeurs divers	**156 455**	**164 277**	**164 278**	**(7 822)**	**(5%)**
Créditeurs divers sur comptes de la compensation	109 006	132 170	132 170	(23 164)	(18%)
Dépôts du personnel	3 822	3 803	3 804	19	-
Charges à payer	43 627	28 304	28 304	15 323	54%
Etat, impôts et taxes	**17 035**	**11 280**	**11 280**	**5 755**	**51%**
Autres	**1 250**	**323**	**323**	**927**	**287%**
Total Autres passifs	**190 029**	**187 526**	**187 166**	**2 503**	**1%**

(*) La provision sur les affaires en contentieux a été reclassée de la rubrique AC 07 «Autres Actifs» à la rubrique PA 05 «Autres Passifs».

3- Notes explicatives sur le bilan- Capitaux propres

Les capitaux propres d'Amen Bank ont atteint 568 459 KDT au 31.12.2013 enregistrant ainsi une augmentation de 158 092 KDT par rapport au 31.12.2012 retraité.

Cette augmentation provient de :

- La réalisation de l'augmentation du capital le 12 juin 2013 pour 75 349 KDT ;
- L'affectation du résultat de 2012 avec des dividendes à distribuer pour (17 000) KDT;
- Du résultat arrêté au 31.12.2013 pour 99 804 KDT ;
- Des mouvements sur fonds social et de retraite pour (60) KDT.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 05 mars 2013 a décidé de porter le capital social de 100 000 000 de dinars à 122 220 000 de dinars. L'augmentation du capital social s'est réalisée comme suit :

1. Incorporation des réserves d'un montant de 10 millions de dinars et l'émission de 2.000.000 actions nouvelles gratuites attribuées aux anciens actionnaires détenteurs des 20.000.000 actions composant le capital avant l'augmentation par incorporation des réserves.

2. Augmentation de capital d'un montant de 12 220 mille de dinars par l'émission de 2 444 000 actions nouvelles totalement souscrites en numéraire par la Société Financière Internationale -SFI- (IFC) et libérées intégralement à la souscription. Le prix d'émission par action nouvelle souscrite est de 30,830 dinars, soit 5 dinars de valeur nominale et 25,830 dinars de prime d'émission par action.

Le capital social d'AMEN BANK est ainsi porté de 100 millions de dinars à 122 220 millions dinars divisés en 24.444.000 actions de nominal 5 dinars.

En application de l'article 19 de la loi N° 2013-54 du 30 Décembre 2013 portant loi de finances pour la gestion 2014, les fonds propres distribuables en franchise de retenue s'élèvent au 31.12.2013 à 407 845 KDT et se détaillent comme suit :

+ Réserve spéciale de réinvestissement :	187 584
+ Plus values sur cession de titres :	13 438
+ Réserves extraordinaires:	73 046
+ Prime d'émission :	120 979
+ Résultat de la période :	99 804
- Modifications comptables	(84 973)
- Affectation en réserve légale 2013	(2 033)
= Total des fonds propres distribuables en franchise de retenue :	407 845

Le tableau de variation des capitaux propres se présente comme suit :

	Capital social	Réserve légale	Réserves à régime spécial et réinvestissement	Réserves extraordinaires	Primes d'émission	Modifications comptables	Fonds social et de retraite	Écart de réévaluation	Résultats reportés	Résultat de l'exercice	Totaux
Capitaux Propres au 31/12/2012 (*)	100 000	10 189	104 656	141 220	57 850	(73 234) (*)	22 510	423	1	46 752	410 367
Affectation du résultat 2012 (3ème résolution)											
Réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réserve spéciale de réinvestissement	-	-	37 675	-	-	-	-	-	-	(37 675)	-
Réserve s extraordinaires	-	-	-	517	-	-	-	-	-	(517)	-
Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(17 000)	(17 000)
Fonds social et de retraite	-	-	-	-	-	-	3 300	-	-	(3 300)	-
Report à nouveau	-	-	-	-	-	-	-	-	(1)	1	-
Transfert réserves extraordinaires à réserve à régime spéciale (6ème résolution)	-	-	58 691	(58 691)		-	-	-	-	-	-
Augmentation du capital	22 220	-	-	(10 000)	63 129	-	-	-	-	-	75 349
Autres mouvements sur les Capitaux Propres	-	-	-	-	-	(11 739)	-	-	-	11 739	-
Mouvements sur fond social et de retraite	-	-	-	-	-	-	(60)	-	-	-	(60)
Résultat de l'exercice 31/12/2013	-	-	-	-	-	-	-	-	-	99 804	99 804
Capitaux Propres au 31/12/2013	**122 220**	**10 189**	**201 022**	**73 046**	**120 979**	**(84 973)**	**25 750**	**423**	-	**99 804**	**568 459**

(*) Les chiffres de 2012 ont été retraités pour les besoins de comparabilité.

4- Notes explicatives sur l'état des engagements hors bilan

Note 4.1 : Cautions, avals et autres garanties données

Le solde de cette rubrique s'élève au 31.12.2013 à 646 178 KDT contre 864 480 KDT au terme de l'exercice 2012 et se détaille comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Cautions	417 867	392 619	25 248	6%
Avals	218 619	461 004	(242 385)	(53%)
Autres garanties données	9 692	10 858	(1 166)	(11%)
Total	**646 178**	**864 480**	**(218 302)**	**(25%)**

L'encours des cautions se détaille au 31.12.2013 comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Cautions en faveur des banques (*)	146 201	148 542	(2 341)	(2%)
Cautions en faveur des établissements financiers	20 178	10 090	10 088	100%
Cautions en faveur de la clientèle	251 488	233 987	17 501	7%
Total	**417 867**	**392 619**	**25 248**	**6%**

(*) Il s'agit des contre garanties bancaires sur les banques étrangères.

L'encours des avals se détaille au 31.12.2013 comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Avals en faveur des banques locales(*)	138 000	160 050	(22 050)	(14%)
Avals sur emprunts obligataires	3 500	-	3 500	100%
Avals en faveur de la clientèle	77 119	300 954	(223 835)	(74%)
Total	**218 619**	**461 004**	**(242 385)**	**(53%)**

(*) Il s'agit des avals donnés en faveur des banques locales dans le cadre du refinancement sur le marché monétaire.

La ventilation des cautions par nature de la relation se présente comme suit:

RUBRIQUES	Entreprises Liées	Entreprises Associées	Autres	Total
Cautions en faveur des banques	-	-	146 201	146 201
Cautions en faveur des établissements financiers	-	20 178	-	20 178
Cautions en faveur de la clientèle	-	389	251 099	251 488
Total	**-**	**20 567**	**397 300**	**417 867**

Note 4.2: Crédits documentaires

Les crédits documentaires sont passés de 239 583 KDT au 31.12.2012 à 265 907 KDT au 31.12.2013 et se détaillent comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Crédits documentaires Import	235 065	230 298	4 767	2%
Crédits documentaires Export	30 842	9 285	21 557	232%
Total	**265 907**	**239 583**	**26 324**	**11%**

La ventilation des engagements liés aux crédits documentaires selon la nature de la relation se présente comme suit :

RUBRIQUES	Entreprises Liées	Entreprises Associées	Autres	Total
Crédits documentaires Import	-	111	234 954	235 065
Crédits documentaires Export	-	-	30 842	30 842
	-	**111**	**265 796**	**265 907**

Note 4.3 : Actifs donnés en garantie

Le solde de cette rubrique correspond à la valeur comptable des bons de trésors et des effets refinançables donnés par la banque en garantie du refinancement figurant au passif.

Le solde de cette rubrique se détaille au 31.12.2013 comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Effets refinançables donnés en garantie	234 000	327 000	(93 000)	(28%)
BTA donnés en garantie	256 000	215 000	41 000	19%
Total	**490 000**	**542 000**	**(52 000)**	**(10%)**

Note 4.4 : Engagements donnés

Les engagements donnés s'élève au 31.12.2012 à 181 114 KDT et se détaillent comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Engagements de financement donnés	**177 782**	**162 891**	**14 891**	**9%**
Prêts interbancaires en devises confirmés et non encore livrés	-	3 104	(3 104)	(100%)
Crédits à la clientèle confirmés et non encore débloqués	169 695	153 452	16 243	11%
Autorisation de crédits par carte	8 087	6 335	1 752	28%
Engagements sur titres	**18 709**	**18 223**	**486**	**3%**
Participations non liberées	18 694	18 223	471	3%
Titres à reçevoir	5	-	5	100%
Titres à livrer	10	-	10	100%
Total	**196 491**	**181 114**	**15 377**	**8%**

La ventilation des engagements donnés selon la nature des parties avec lesquelles les opérations sont conclues se présente comme suit:

RUBRIQUES	Entreprises Liées	Entreprises Associées	Autres	Total
Engagements de financement donnés	**-**	**-**	**177 782**	**177 782**
Engagements de financement donnés	-	-	169 695	169 695
Autorisation de crédits par carte	-	-	8 087	8 087
Engagements sur titres	15 191	1 200	2 318	18 709
Participations non liberées	**15191**	**1200**	**2 303**	**18 694**
Titres à reçevoir	-	-	5	5
Titres à livrer	-	-	10	10
Total	**15 191**	**1 200**	**180 100**	**196 491**

Note 4.5 : Engagement de Financement reçus

Le solde de cette rubrique correspond aux placements en devises de la clientèle confirmés et non encore livrés. Cette rubrique accuse un solde de 1 582 KDT au 31.12.2013 et se détaillent comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Engagements de financement reçus	**1 582**	**2 057**	**(475)**	**(23%)**
Auprès des établissements bancaires	-	-	-	
Auprès des établissements financiers	-	-	-	
Auprès des assurances	-	-	-	
Auprès de la clientèle	1 582	2 057	(475)	(23%)
Total	**1 582**	**2 057**	**(475)**	**(23%)**

La ventilation des engagements reçus selon la nature des parties avec lesquelles les opérations sont conclues se présente comme suit:

RUBRIQUES	Entreprises Liées	Entreprises Associées	Autres	Total
Engagements de financement reçus	**-**	**-**	**1 582**	**1 582**
Auprès des établissements bancaires	-	-	-	-
Auprès des établissements financiers	-	-	-	-
Auprès des assurances	-	-	-	-
Auprès de la clientèle	-	-	1 582	1 582
Total	**-**	**-**	**1 582**	**1 582**

Note 4.6 : Garanties Reçues

L'encours des garanties reçues s'élève au 31.12.2013 à 1 128 408 KDT contre 1 027 660 KDT au terme de l'exercice 2012. Cet encours correspond aux garanties admises prises en compte conformément aux dispositions de la circulaire BCT 91-24 et ce dans la limite de l'engagement.

Note sur les opérations de change

Les opérations de change au comptant non dénouées à la date du 31/12/2013 s'élèvent à (1 736) KDT se présente comme suit :

Description	31.12.2013
Devises vendues au comptant à livrer	(52 655)
Devises achetées au comptant à recevoir	50 919
TOTAL	**(1 736)**

Les opérations de change à terme contractées à des fins de couverture et non dénouées à la date du 31/12/2013 s'élèvent à (197 632) KDT se présente comme suit:

Description	31.12.2013
Devises vendues à terme à livrer	(235 282)
Devises achetées à terme à recevoir	37 650
TOTAL	**(197 632)**

5- Notes explicatives sur l'état de résultat

Note 5.1 : Intérêts et revenus assimilés

Les intérêts et revenus assimilés ont totalisé en 2013 un montant de 394 012 KDT. Leur détail se présente comme suit :

Description	2013	2012 retraité	2012 publié	Variation	%
Opérations avec les établissements bancaires et financiers et la BCT	**11 184**	**9 525**	**9 525**	**1 659**	**17%**
Opérations avec la clientèle	**359 621**	**276 645**	**276 645**	**82 976**	**30%**
Autres intérêts et revenus assimilés	**23 207**	**16 266**	**16 533**	**6 941**	**43%**
Différentiel d'intérêt sur opérations de change	12 486	6 410	6 410	6 076	95%
Commissions à caractère d'intérêt	10 721	9 856 (*)	10 123	865	9%
Total	**394 012**	**302 436**	**302 703**	**91 576**	**30%**

(*) Les commissions sur remboursement anticipé des crédits ont été reclassées de la rubrique PR1 «intérêt et revenus assimilés» à la rubrique PR2 «commissions perçues».

Note 5.2 : Commissions perçues

Les commissions perçues, totalisant en 2013 un montant 58 135 KDT, ont augmenté de 6 399 KDT par rapport à 2012 et se présentent comme suit :

Description	2013	2012 retraité	2012 publié	Variation	%
Chèques effets, virements, tenue de compte et autres moyens de paiement	31 106	25 975	25 975	5 131	20%
Opérations sur placement et titres	3 131	3 542	3 542	(411)	(12%)
Opérations de change	1 884	1 520	1 520	364	24%
Opérations de commerce extérieur	4 437	4 017	4 017	420	10%
Gestion, étude et engagement	9 294	9 065	8 799 (*)	229	3%
Opérations monétiques et de banque directe	7 433	7 008	7 008	425	6%
Autres commissions	850	609	609	241	40%
Total	**58 135**	**51 736**	**51 469**	**6 399**	**12%**

(*) Les commissions sur remboursement anticipé des crédits ont été reclassées de la rubrique PR1 «intérêts et revenus assimilés» à la rubrique PR2 «commissions perçues».

Note 5.3 : Gain net sur portefeuille titres commercial et opérations financières

Les gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières se détaillent comme suit en 2013 et 2012 :

Description	2013	2012 retraité	2012 publié	Variation	%
Gain net sur titres de transaction	196	1 040	1 040	(844)	(81%)
Gain net sur titres de placement	19 047	12 364 (*)	11 787	6 683	54%
Gain net sur opérations de change	19 243	13 827	13 827	5 416	39%
Total	**38 486**	**27 231**	**26 654**	**11 255**	**41%**

(*) Les intérêts perçus sur les emprunts obligataires ont été reclassés de la rubrique PR4 «Revenus du portefeuille d'investissement» à la rubrique PR3 «Gain net sur portefeuille titres commercial et opérations financières».

Le gain net sur titres de placement se détaille comme suit :

Description	2013	2012 retraité	2012 publié	Variation	%
Titres de placement à revenu fixe	**19 173**	**12 461**	**11 884**	**6 712**	**54%**
Intérêts et revenus assimilés sur les BTA de placement	14 195	9 871	9 871	4 324	44%
Intérêts et revenus assimilés sur les Emprunts obligataires de placement	4 978	2 733 (*)	2 156	2 245	82%
Moins values de cession	-	(143)	(143)	143	(100%)
Titres de placement à revenu variable	**(126)**	**(97)**	**(97)**	**(29)**	**29%**
Dividendes sur les titres de placement	66	58	58	8	14%
Plus values de cession	77	35	35	42	121%
Moins values de cession des titres de placement	(83)	-	-	(83)	(100%)
Dotation aux provisions pour dépréciation des titres de placement	(196)	(190)	(190)	(6)	3%
Reprise sur provisions pour dépréciation des titres de placement	10	-	-	10	100%
Total	**19 047**	**12 364**	**11 787**	**6 683**	**54%**

(*) Les intérêts perçus sur les emprunts obligataires ont été reclassés de la rubrique PR4 «Revenus du portefeuille d'investissement» à la rubrique PR3 «Gain net sur portefeuille titres commercial et opérations financières».

Le gain net sur opérations de change se présente comme suit:

Description	2013	2012	Variation	%
Gain net sur opérations de change BBE	2 792	2 675	117	4%
Gain net sur opérations de change en compte	15 999	11 108	4 891	44%
Autres résultats net de change	452	44	408	927%
Total	**19 243**	**13 827**	**5 416**	**39%**

Note 5.4: Revenus du portefeuille d'investissement

Les revenus du portefeuille investissement ont totalisé en 2013 un montant de 20 075 KDT contre 19 718 KDT en 2012. Leur détail se présente comme suit :

Description	2013	2012 Retraité	2012 publié	Variation	%
Intérêts et revenus assimilés sur titres d'investissement	14 691	10 987 (*)	11 071	3 704	34%
Dividendes et revenues assimilés sur titres de participations, entreprises liées, entreprises associées et co-entreprises	6 363	7 443	7 443	(1 080)	(15%)
Dividendes et revenues assimilés sur parts dans les participations avec conventions de rétrocession	(979)	1 288 (**)	2 500	(2 267)	(176%)
Total	**20 075**	**19 718**	**21 014**	**357**	**2%**

(*) Les plus values de cession sur titres avec convention de rétrocession ainsi que l'étalement de la prime et de la décote sur les BTA titres d'investissement ont été reclassés de la rubrique PR4 «Revenus du portefeuille titre d'investissement» à la rubrique PR6/CH5 «Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeur sur portefeuille d'investissement».

(**) Les intérêts perçus sur les emprunts obligataires ont été reclassés de la rubrique PR4 «Revenus du portefeuille d'investissement» à la rubrique PR3 «Gain net sur portefeuille titres commercial et opérations financières».

Les intérêts et revenus assimilés sur titres d'investissement se présentent comme suit :

Description	2013	2012 retraité	2012 publié	Variation	%
Intérêts et revenus assimilés sur Bons de Trésor	7 085	7 386 (*)	6 893	(301)	(4%)
Intérêts et revenus assimilés sur fonds gérés	7 468	3 577	3 577	3 891	109%
Intérêts et revenus assimilés sur emprunts obligataires	138	24 (**)	600	114	475%
Total	**14 691**	**10 987**	**11 070**	**3 704**	**34%**

(*) Les plus values de cession sur titres avec convention de rétrocession ainsi que l'étalement de la prime et de la décote sur les BTA titres d'investissement ont été reclassés de la rubrique PR4 «Revenus du portefeuille titre d'investissement» à la rubrique PR6/CH5 «Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeur sur portefeuille d'investissement».
(**) Les intérêts perçus sur les emprunts obligataires ont été reclassés de la rubrique PR4 «Revenus du portefeuille d'investissement» à la rubrique PR3 «Gain net sur portefeuille titres commercial et opérations financières».

Note 5.5 : Intérêts encourus et charges assimilées

Les intérêts encourus et charges assimilées ont totalisé en 2013 un montant de 255 194 KDT. Leur détail se présente comme suit :

Description	2013	2012	Variation	%
Intérêts encourus et charges assimilées:	**238 027**	**186 315**	**51 712**	**28%**
Opérations avec les établissements bancaires et financiers et BCT	28 840	20 700	8 140	39%
Opérations avec la clientèle	179 052	140 111	38 941	28%
Emprunts et ressources spéciales	30 135	25 504	4 631	18%
Autres intérêts et charges	**17 167**	**8 744**	**8 423**	**96%**
Différentiel d'intérêt sur opération de change	8 332	4 495	3 837	85%
Commissions de couverture contre le risque de change et autres commissions sur les lignes extérieures	8 835	4 250	4 585	108%
Total	**255 194**	**195 059**	**60 135**	**31%**

Note 5.6 : Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeur sur créances, hors bilan et passifs

Le coût du risque relatif aux créances, autres éléments d'actifs et passifs a totalisé en 2013 un montant de 62 921 KDT, enregistrant une baisse de 8 639 KDT par rapport à l'exercice 2012 retraité. Son détail se présente comme suit:

Description	2013	2012 retraité	2012 Publié	Variation	%
Dotation aux provisions sur créances douteuses	78 501	51 990	51 990	26 511	51%
Dotation aux provisions sur créances courantes	2 234	-	-	2 234	100%
Dotation aux provisions collectives Cir BCT 2012-02	6 298	7 222	7 222	(924)	(13%)
Dotation aux provisions sur créances additionnelles Cir BCT 2013-21	6 395	11 739 (*)	-	(5 344)	(46%)
Dotation aux provisions sur autres éléments d'actifs et autre risque et charge	5 595	1 450	1 450	4 145	286%
Total dotations	**99 023**	**72 401**	**60 662**	**26 622**	**37%**
Perte sur créances	10 580	2 654	2 654	7 926	299%
Total des dotations et des pertes sur créances	**109 603**	**75 055**	**63 316**	**34 548**	**46%**
Reprise sur provisions sur créances douteuses	(28 408)	-	-	(28 408)	(100%)
Reprise sur provisions sur créances additionnelles Cir BCT 2013-21	(13 259)	-	-	(13 259)	(100%)
Reprise sur provisions sur autres éléments d'actifs et autre risque et charge	(4 978)	(3 491)	(3 491)	(1 487)	43%
Total dotations	**(46 645)**	**(3 491)**	**(3 491)**	**(43 154)**	**1 236%**
Recouvrement des créances radiées	(37)	(4)	(4)	(33)	825%
Total des reprises et des récupérations sur créances	**(46 682)**	**(3 495)**	**(3 495)**	**(43 187)**	**1 236%**
Total	**62 921**	**71 560**	**59 821**	**(8 639)**	**(12%)**

(*) Les chiffres de 2012 ont été retraités pour les besoins de comparabilité.

Note 5.7 : Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeur sur portefeuille d'investissement

Les dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement ont totalisé en 2013 un montant de (1 731) KDT, en baisse de 1 143 KDT par rapport à l'exercice 2012. Leur détail se présente comme suit:

Description	2013	2012 Retraité (*)	2012 Publié	Variation	%
Dotation aux provisions pour dépréciation des titres d'investissement	1 893	(93)	(93)	1 986	(2 135%)
Reprise sur provision pour dépréciation des titres d'investissement	(589)	-	-	(589)	(100%)
Plus values de cession sur titres d'investissement	(3 127)	(1 212) (*)	-	(1 915)	158%
Moins values de cession sur titres d'investissement	-	224	224	(224)	(100%)
Étalement de la prime et de la décote sur BTA d'investissement	93	493 (*)	-	(400)	(81%)
Total	**(1 731)**	**(588)**	**131**	**(1 143)**	**194%**

(*) Les plus values de cession sur titres avec convention de rétrocession ainsi que sur l'étalement de la prime et de la décote sur les BTA titres d'investissement ont été reclassés de la rubrique PR4 «Revenus du portefeuille titre d'investissement» à la rubrique PR6/CH5 «Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeur sur portefeuille d'investissement».

Note 5.8 : Charges opératoires d'exploitation

Les charges opératoires ont totalisé en 2012 un montant de 82 919 KDT, en hausse de 7 604 KDT par rapport à 2012. Leur détail se présente comme suit :

Description	2013	2012	Variation	%
Frais de personnel	**62 127**	**55 627**	**6 500**	**12%**
Rémunération du personnel	48 124	43 248	4 876	11%
Charges sociales	10 568	9 370	1 198	13%
Impôts sur salaires	900	1 195	(295)	(25%)
Autres charges liées au personnel	2 535	1 814	721	40%
Charges générales d'exploitation	**15 203**	**14 602**	**601**	**4%**
Frais d'exploitation non bancaires	6 688	6 304	384	6%
Autres charges d'exploitation	8 515	8 298	217	3%
Dotation aux amortissements	**5 589**	**5 086**	**503**	**10%**
Total	**82 919**	**75 315**	**7 604**	**10%**

Note 5.9 : Solde en gain résultant des autres éléments ordinaires

Le solde en gain résultant des autres éléments ordinaires se présente comme suit en 2013 et 2012 :

Description	2013	2012	Variation	%
Résultat de cession des immobilisations	135	(31)	166	(535%)
Impôts et taxes	(19)	(1 367)	1 348	(99%)
Autres résultats exceptionnels	(662)	591	(1 253)	(212%)
Total	**(546)**	**(807)**	**261**	**(32%)**

Note 5.10 : Résultat par action

Le résultat de base par action au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013 est de 4,274 dinars contre 2,338 dinars titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012 retraité.

Le résultat dilué par action est de 4,274 dinars au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Description	2013	2012 Retraité	2012 Publié	Variations
Résultat net en KDT	99 804	46 752 (*)	58 491	53 052
Nombre moyen d'actions	23 352 570	20 000 000	20 000 000	3 352 570
Résultat de base par action (en DT)	**4,274**	**2,338**	**2,925**	**1,936**
Résultat dilué par action (en DT)	**4,274**	**2,338**	**2,925**	**1,936**

(*) Le chiffre de 2012 a été retraité pour les besoins de comparabilité.

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action a été calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires majoré du nombre moyen pondéré d'actions nouvellement émises lors de la conversion en actions ordinaires de toutes les actions potentielles dilutives.

Les actions nouvellement émises de 4 444 000 actions, portent jouissance le 12 Juin 2013.

6- Notes explicatives sur l'état de flux de trésorerie

L'état des flux de trésorerie est établi dans le but de faire ressortir les mouvements de liquidité de la banque à travers ses activités d'exploitation, d'investissement et de financement et à travers d'autres facteurs pouvant affecter sa liquidité et sa solvabilité.

La trésorerie de la banque qui est composée de l'ensemble des liquidités et équivalents de liquidités est passée de (270 632) KDT à (252 064) KDT enregistrant une hausse de 18 568 KDT ou 6,86%. Cette augmentation est expliquée par des flux de trésorerie négatifs affectés à des activités d'exploitation à hauteur de 116 748 KDT et des activités d'investissement pour 39 101 KDT et par des flux de trésorerie positifs affectés à des activités de financement à hauteur de 174 417 KDT.

L'examen de ces trois flux fait ressortir les principales constatations suivantes :

Note 6.1 : Flux de trésorerie affectés à des activités d'exploitation

Le flux de trésorerie net provenant aux activités d'exploitation est établi à (116 748) KDT au 31 décembre 2013. Il s'explique notamment par :

Flux nets positifs:

- Le flux net des produits encaissés par rapport aux charges décaissées d'exploitation pour 180 697 KDT ;
- La variation des dépôts de la clientèle nets de retraits pour 585 449 KDT.

Flux nets négatifs :

- La variation des prêts à la clientèle nets de remboursement pour 681 678 KDT ;
- Les décaissements nets sur titres de placement pour 106 502 KDT ;
- Les décaissements nets effectués pour le compte du personnel et des créditeurs divers pour 62 127 KDT ;
- Les flux de trésorerie affectés aux autres activités d'exploitation 2 255 KDT ;
- La variation des dépôts auprès des établissements bancaires et financiers nets de retraits pour 22 455 KDT ;
- Les décaissements au titre de l'impôt sur les bénéfices pour 7 877 KDT.

Note 6.2 : Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement:

Les flux trésorerie affectés aux activités d'investissement sont établis à (39 101) KDT et sont inhérents notamment à l'acquisition de titres d'investissement et des immobilisations et partiellement compensée par la perception des intérêts et dividendes encaissés.

Note 6.3 : Flux de trésorerie provenant des activités de financement.

Ce flux de trésorerie positif net de 174 417 KDT provient principalement de l'émission d'actions pour 75 349 KDT et de la variation des ressources spéciales pour 137 299 KDT.

Note 6.4 : Liquidités et équivalents de liquidités

Cette rubrique est composée principalement des encaisses en dinars et en devises, des avoirs auprès de la banque centrale et du centre des chèques postaux, des avoirs à vue auprès des établissements bancaires, des prêts et emprunts interbancaires effectués pour une période inférieure à trois mois et du portefeuille titres de transaction.

Ces liquidités et équivalents de liquidités s'élèvent au 31 décembre 2013 à (252 064) KDT contre (270 632) KDT au 31 décembre 2012.
Le rapprochement des liquidités et équivalents de liquidités au 31-12-2013 s'est établi comme suit :

Description	31/12/2013	31/12/2012
ACTIF	**404 575**	**496 832**
CAISSE ET AVOIRS AUPRES DE LA BC, CCP ET TGT	**318 400**	**349 684**
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET FINANCIERS	**82 249**	**143 139**
Créances sur les établissements bancaires inférieurs à 90 jours	67 491	101 040
Créances sur les établissements financiers inférieurs à 90 jours	14 758	42 099
TITRES DE TRANSACTION	**3 926**	**4 009**
PASSIF	**656 639**	**767 464**
BANQUE CENTRALE, C.C.P	**490 082**	**552 592**
DEPOTS ET AVOIRS DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET FINANCIERS	**166 557**	**214 872**
Dépôts et avoirs des établissements bancaires inférieurs à 90 jours	161 844	211 405
Dépôts et avoirs des établissements financiers inférieurs à 90 jours	4 713	3 467
Liquidités et équivalents de liquidités en fin de période	**(252 064)**	**(270 632)**

7- Autres notes

Note 7-1 : Notes sur les parties liées

Identification des parties liées

Les personnes suivantes sont considérées comme étant des parties liées conformément à la norme comptable NCT 39 :

- La société PGI Holding du fait qu'elle détient 20,09% du capital d'AMEN BANK;
- La société COMAR du fait qu'elle détient directement dans Amen Bank 27,27% des droits de vote;
- Les sociétés contrôlées par Amen Bank ou sur lesquelles celle-ci exerce une influence notable.
- Les membres du Conseil de surveillance d'Amen Bank, les membres du directoire ainsi que les membres proches de leurs familles;

Description des transactions réalisées avec les parties liées au cours de 2013 (référence : pages 44 à 46)

Note 7-2 : Note sur la liquidité

Le ratio de liquidité s'est amélioré en passant de 78,5% à fin 2012 à 89,8% à fin 2013. A fin Février 2014, le ratio de liquidité est établi à 97,5% et ce compte tenu du plan d'action engagé pour la résilience du ratio de liquidité à fin 2014 en visant notamment la maîtrise de l'accroissement des crédits à moyen et long terme sur ressources ordinaires en faveur des financements à court terme et des crédits imputés sur les ressources extérieures, l'orientation vers le financement indirect du secteur public via les BTA, l'amélioration de la structure des dépôts dont la progression de la quote-part des dépôts d'épargne et la mobilisation de plus des ressources longues et stables.

Note 7-3 : Passifs eventuels :

La banque a fait l'objet d'un contrôle social au titre des exercices 2009, 2010 et 2011. La banque a reçu la notification de redressement au titre de l'exercice 2009 et 2010 s'élevant à 595 KDT, dont il a été réglé la somme de 346 KDT, le reste des insuffisances ayant fait l'objet de réserves adressées à la CNSS.

Par ailleurs, la banque a reçu début 2014, de la part de la CNSS, une notification du redressement au titre de 2011 pour un montant de 649 KDT au titre du régime légal et de 223 KDT au titre du régime complémentaire, dont il faut préciser qu'il a été estimé par la CNSS d'une façon globale, sans distinction entre les salariés complémentaristes et ceux qui ne le sont pas, et ce, en attendant que Amen Bank fournisse à la CNSS la liste effective des salariés éligibles au régime complémentaire en vue de la détermination du montant effectif relatif au régime complémentaire.

Ce dernier redressement, dont Amen Bank a réglé la somme de 151 KDT au titre des insuffisances qu'elle a reconnues, a fait l'objet d'une lettre de contestation adressée à la Direction de la CNSS, concernant des insuffisances considérées à juste titre, sur la base des textes réglementaires et d'autres éléments d'appui, comme étant non assujettis à l'assiette de cotisation à la sécurité sociale.

Note 7-4 : Évènements postérieurs à la date de clôture

Les présents états financiers sont autorisés pour publication par le Conseil de surveillance du 28/04/2014. En conséquence, ils ne reflètent pas les évènements survenus postérieurement à cette date.

GROUPE AMEN BANK

Les institutions financières du Groupe AMEN BANK

Amen Group compte plus d'une cinquantaine de sociétés opérant dans divers secteurs reparties en cinq pôles : Pôle Agroalimentaire et Hôtelier, Pôle Bancaire, Pôle Assurance et Santé, Pôle Commerce de Biens d'Equipements et de Matériel de Transport, Pôle Services Financiers Spécialisés.

Ces pôles sont contrôlés par la société mère la société PGI-HOLDING.

Les institutions Financières d' Amen Group

Les institutions financières d'Amen Group, sont au nombre de 16.

BANQUE DE DETAIL	INSTITUTIONS DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT	TITRES ET GESTION D'ACTIFS	ASSURANCE	METIERS SPECIALISES
AMEN BANK	AMEN BANK	AMEN BANK	COMAR	TUNISIE LEASING
	SICAR AMEN	AMEN INVEST	HAYETT	MAGHREB LEASING ALGERIE
	TUNINVEST INTERNATIONAL SICAR	SICAV AMEN		SOCIETE LE RECOUVREMENT
	TUNINVEST INNOVATIONS SICAR	AMEN PREMIERE SICAV		SOGEREC
	AMEN PROJECT SICAF	AMEN CAPITAL		
	AMEN FINANCE COMPANY			

BANQUE DE DETAIL

AMEN BANK

Créée en 1967, Amen Bank est une société anonyme, son capital social s'élève actuellement à 122.220.000 DT, détenu à hauteur de 60,62% par Amen Group. Son objet social est l'exercice de la profession bancaire et notamment la mobilisation de l'épargne et l'octroi de crédits.

INSTITUTIONS DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

SICAR AMEN

La Société SICAR AMEN est une société d'investissement à capital risque créée en 1999, son capital social actuel est de 2,5 millions de dinars. Elle a pour objet la participation, pour son propre compte ou pour le compte des tiers et en vue de sa rétrocession, au renforcement des fonds propres des entreprises et notamment celles promues par les nouveaux promoteurs, les entreprises implantées dans les zones de développement régional, les entreprises objet d'opérations de mise à niveau, les petites et moyennes entreprises ainsi que des entreprises qui réalisent des investissements permettant de promouvoir la technologie et l'innovation dans tous les secteurs économiques. Elle gère actuellement 26 fonds d'investissement à capital risque d'un montant global de 225,2 millions de dinars.
Au 31 décembre 2013, son total bilan s'élève à 216,9 millions de dinars avec un résultat net bénéficiaire de 1,5 million de dinars.

TUNINVEST INTERNATIONAL SICAR

Tuninvest international Sicar est une société d'investissement à capital risque créée en 1998 régie par la loi 95-87 et les textes subséquents. Tuninvest International Sicar investit exclusivement au moyen de son capital dans les sociétés tunisiennes non cotées en bourse en fonds propres ou quasi fonds propres par acquisition d'actions, de titres participatifs et d'obligations convertibles en actions. Tuninvest international Sicar est aujourd'hui en phase de désinvestissement. Elle a ramené son capital de 10 à 0,5 millions de dinars suite à plusieurs restitutions aux actionnaires qui au total ont récupéré entre dividendes et remboursement du capital 186% des montants investis. A fin 2013, son total bilan s'établit à 4,7 millions de dinars et son état de résultat fait ressortir une perte de 768 mille dinars qui résulte de la constitution d'une provision pour risques et charges d'un montant de 800 mille dinars.

TUNINVEST INNOVATIONS SICAR

Tuninvest Innovations Sicar est une société d'investissement à capital risque créée en janvier 2002 et régie par la loi 95-87 et les textes subséquents.

Tuninvest Innovations Sicar investit en fonds propres dans les secteurs innovants ou liés à la technologie de l'information et des communications notamment l'infrastructure télécoms, équipements informatiques, le développement et la distribution de software, l'intégration et le conseil en systèmes d'information ainsi que le domaine des sciences de la vie. Tuninvest Innovations est rentrée en phase de désinvestissement. Son capital social a été ramené de 5,5 à 0,5 millions de dinars. En 2013 son total bilan s'élève à 8 millions de dinars et son résultat net s'établit à 7,2 millions dinars contre 661 mille dinars l'année précédente, et ce grâce aux plus-values réalisées sur la cession de deux participations. Le total des fonds restitués aux actionnaires sous forme de dividendes et de réduction du capital s'élève à 6,3 millions dinars représentant soit 114 % des montants investis.

AMEN PROJECT SICAF

AMEN PROJECT SICAF est une société d'investissement à capital fixe créée en 1993 et dotée d'un capital de 9 millions de dinars. Fin 2013, la société comptait dans son actif 11 participations réparties dans des secteurs diversifiés tels que l'agroalimentaire, la distribution automobile et la santé. Par ailleurs, l'encours global brut du portefeuille de participations s'élevait à 11,5 millions de dinars à la même date. Durant l'exercice 2013, AMEN PROJECT a réalisé un bénéfice net de 796 mille dinars et a distribué un dividende de 9% par rapport à son capital.

AMEN FINANCE COMPANY « AFC »

AMEN FINANCE COMPANY est une société anonyme créée en 2012 avec un capital social de 100 millions de dinars libéré de moitié. Elle a pour objet la participation au capital d'entreprises existantes ou à créer qu'elles soient ou non cotées en bourse, la création d'entreprises, le rachat total ou partiel d'entreprises, ainsi que la détention et la gestion de participations en valeurs mobilières ou par d'autres moyens. Elle détient actuellement 23,77% du capital de la société ENNAKL, concessionnaire des marques Volkswagen, Volkswagen utilitaires, Audi, Porsche et Seat.

Pour son premier exercice, AFC a réalisé un total bilan de 92,4 millions dinars et une perte de 332 mille dinars.

TITRES ET GESTION D'ACTIFS

AMEN INVEST

En tant qu'intermédiaire agréé, Amen Invest est spécialisée dans les métiers des titres. Au niveau de la gestion de l'épargne, Amen Invest offre des produits standardisés de valorisation des capitaux et/ou de dégrèvement fiscal et des solutions financières spécifiques et sur mesure. Sa gamme de produits d'épargne couvre tous les besoins des placements financiers de la clientèle. Au niveau des services aux entreprises émettrices, Amen Invest propose une solution globale qui va de l'étude du montage financier au placement des titres nouvellement émis et d'introduction en bourse.

En 2013, Amen Invest a réalisé un chiffre d'affaires de 1,9 millions de dinars pour un total bilan de 11,6 millions de dinars. Son bénéfice s'élève à 131,3 mille dinars.

SICAV AMEN

SICAV AMEN est une société d'investissement à capital variable de type mixte. Créée en juin 1992, elle a pour objet la constitution et la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières. Elle a pour gestionnaire AMEN INVEST et pour dépositaire AMEN BANK.

Son actif net s'est élevé à 69,33 millions de dinars à fin 2013. Il est composé à raison de 46,33% en obligations d'Etat, 17,94% en obligations de sociétés et 5,18% en actions et parts OPCVM. SICAV AMEN est en tête du palmarès en part de marché des SICAV MIXTES qui s'établit à 13,83% au 31/12/2013. Le rendement réalisé au cours de l'année 2013 s'élève à 3,57% net d'impôts.

AMEN PREMIERE SICAV

AMEN PREMIÈRE SICAV est une société d'investissement à capital variable de type obligataire. Créée le 31 mars 1994, elle a pour objet la constitution et la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières. Elle a pour gestionnaire AMEN INVEST et pour dépositaire AMEN BANK.

Son actif net s'élève, à fin 2013, à 256,99 millions de dinars. Sa part de marché des SICAV obligataires s'établit à 6,32%. Le rendement réalisé durant l'année 2013, compte tenu de la variation de sa valeur liquidative et d'un dividende distribué de 3,487 dinars, soit 3,41% net d'impôts.

AMEN CAPITAL

AMEN CAPITAL est une société de gestion de fonds créée en 2010, régie par la loi 2008-78 dotée d'un capital de 500 mille dinars. Son capital social est détenu par AMEN BANK à hauteur de 60% et par d'autres sociétés d'Amen Group à hauteur de 40%. L'objet social d'AMEN CAPITAL est la gestion des fonds communs de placement à risque, des fonds d'amorçage ainsi que la gestion sous mandat de sociétés d'investissements du type SICAR et SICAF.

AMEN Capital poursuit deux métiers : le capital investissement en apportant un appui en fonds propres à des sociétés en création ou en croissance au travers de ses fonds sous gestion et le conseil financier au travers de sa filiale AMEN CORPORATE FINANCE créée fin 2013.

A Fin 2013, AMEN CAPITAL gérait un total actif sous gestion de 27,5 millions de dinars. Elle a par ailleurs réalisé en 2013 un résultat consolidé de 107 mille dinars.

ASSURANCES

COMAR

Si la COMAR a réussi à se positionner comme le premier assureur privé en Tunisie c'est grâce notamment à sa rigueur dans la gestion technique et financière et à la qualité de son réseau de distribution. La Compagnie a réussi à se doter des meilleurs indicateurs de solidité et de solvabilité avec :

- un taux de couverture de ses engagements par les actifs admis en représentation dépassant largement les 100% ;
- un taux de couverture de la marge de solvabilité minimale dépassant les 450%.

La COMAR s'est engagée dans un processus de modernisation de son système d'information et procède continuellement à l'enrichissement de sa gamme de produits.
Les performances de l'exercice 2013 de la COMAR font ressortir un chiffre d'affaires de 143,1 millions de dinars, en augmentation de 6,08% et un bénéfice net de 25,3 millions de dinars.

HAYETT

Suivant une totale rigueur dans ses méthodes de gestion, HAYETT a pu consolider sa position sur le marché de l'assurance vie en Tunisie. Pour répondre aux besoins évolutifs de la clientèle, elle a toujours misé sur l'invention de nouveaux produits et la formation continue de ses réseaux de distribution. En 2013, le chiffre d'affaires de HAYETT s'est élevé à 27,5 millions de dinars, soit une augmentation de 0,4 millions de dinars ou 1,5%. Son bénéfice net s'élève à 1,2 millions de dinars.

METIERS SPECIALISES

TUNISIE LEASING

Créée en 1984, Tunisie Leasing est la première société de Leasing en Tunisie. Elle est à la tête d'un groupe de sociétés œuvrant dans les métiers du leasing, du factoring et de la location longue durée en Tunisie et en Algérie. Tunisie Leasing est leader de son marché en Tunisie, avec 21,4% de parts de marché. Le groupe est également implanté depuis 2006 en Algérie à travers une filiale Maghreb Leasing Algérie (MLA) contrôlée conjointement par Tunisie Leasing et Amen Bank. La filiale MLA est également leader avec une part de marché de 18%. L'activité de factoring a démarré en 1996 comme département de Tunisie Leasing et a été filialisée en 1999 par la création de Tunisie Factoring qui détient aujourd'hui 60% de parts de marché et compte comme actionnaire partenaire le Crédit Agricole leasing et factoring (CALF) Ex Eurofactor, leader de l'affacturage intégré en Europe. Enfin Tunisie Leasing a été également la première à lancer la location longue durée par le biais de sa filiale captive Tunisie LLD.

Par ailleurs, Tunisie Leasing a développé les activités d'intermédiation en bourse (Tunisie Valeurs) et de capital investissement (Tuninvest Sicar, Tunisie Sicar, Tuninvest International Sicar, Tuninvest Innovations Sicar et FCP Croissance). Tunisie Leasing est cotée à la bourse de Tunis depuis 1992.

En 2013, ses fonds propres, y compris les intérêts minoritaires, s'élèvent à 234 millions de dinars et son résultat net consolidé part du groupe s'établit à 14,7 millions de dinars en augmentation de 24% par rapport à l'année précédente.

MAGHREB LEASING ALGERIE

La Société Maghreb Leasing Algérie est un établissement financier de leasing créé le 15 janvier 2006 sous forme d'une société par action de droit algérien avec un capital initial équivalent à 20 millions de dinars tunisiens. Son capital social actuel s'élève à 72 millions de dinars Tunisiens, il est détenu à hauteur de 72,61 % par Amen Group soit 53,89% par Amen Bank, et 18,72% par Tunisie Leasing, le reliquat est détenu par des institutions financières internationales (SFI, PROPARCO, FMO...).

Selon les états financiers certifiés IFRS au 31/12/2013, la production de leasing, le PNB et le résultat net ont atteint respectivement la contre valeur de 150 millions de dinars, 27,3 millions de dinars et 12,5 millions de dinars.

SOCIÉTÉ LE RECOUVREMENT

Constituée en Avril 2001 avec un capital de 300 milles dinars, la Société Le Recouvrement a pour objet l'achat de créances pour son propre compte ainsi que le recouvrement des créances pour le compte des tiers et ce, en application de la loi 98-04 du 2/2/1998. En 2013, elle a réalisé un bénéfice net de 491 milles dinars.

SOGEREC

La SOGEREC est une société anonyme créée en 2009. Elle est spécialisée dans le recouvrement des créances notamment, pour le compte des sociétés du groupe. Son capital social s'élève en 2013 à 6,6 millions de dinars et son résultat net a atteint 1 351 mille dinars.

Extraits du rapport des Commissaires aux Comptes

sur les Etats Financiers Consolidés

Messieurs les actionnaires d'Amen Bank,

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous vous présentons notre rapport sur le contrôle des états financiers consolidés du groupe Amen Bank relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2013, tels qu'annexés au présent rapport, ainsi que sur les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

Des états financiers ont été arrêtés par le Directoire de la société mère Amen Bank et ont fait l'objet de notre part d'un rapport en date du 26 mai 2014, dans lequel nous avons formulé certaines réserves.

Ces états financiers ont été modifiés par le Directoire de la société mère Amen Bank pour corriger les principales réserves formulées. Le résultat de l'exercice passe ainsi de 111 966 KDT à 106 275 KDT. Nous sommes de ce fait amenés à émettre un nouveau rapport qui se substitue à notre premier rapport du 26 mai 2014.

I. Rapport sur les états financiers

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés du Groupe Amen Bank, comprenant le bilan consolidé et l'état des engagements hors bilan consolidé arrêtés au 31 décembre 2013, l'état de résultat consolidé et l'état des flux de trésorerie consolidé pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers font ressortir des capitaux propres positifs de 614 562 KDT, y compris le résultat bénéficiaire de l'exercice s'élevant à 106 275 KDT.

1. Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers consolidés conformément au Système Comptable des Entreprises. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne qu'elle juge nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

2. Responsabilité des commissaires aux comptes

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers consolidés contiennent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers consolidés afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

3. Justification de l'opinion avec réserve

Ainsi qu'il est indiqué dans les notes aux états financiers (Note 1.7), les travaux de rapprochement, de justification et d'apurement des comptes d'attente de la salle de marché au niveau de la société mère Amen Bank, dont le solde s'élève à la date du 31 décembre 2013 à 16 319 KDT (contre 30 397 KDT à la date du 31 décembre 2012) ne sont pas encore achevés. Au stade actuel d'avancement des travaux, nous ne sommes pas en mesure de conclure s'il existe un risque de perte avéré sur ces comptes.

4. Opinion avec réserve

A notre avis et sous réserve des incidences de la remarque évoquée au niveau du paragraphe « Justification de l'opinion avec réserve», les états financiers consolidés sont réguliers et sincères et donnent, pour tout aspect significatif, une image fidèle de la situation financière du Groupe Amen Bank, ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

5. Paragraphe d'observation

Nous attirons votre attention sur la note aux états financiers consolidés 5.3« Provisions additionnelles : changement de méthodes comptables » décrivant une nouvelle obligation pour les établissements de crédit instaurée par la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie n° 2013-21 du 30 décembre 2013, de constituer des provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net.

En application de cette circulaire, les provisions additionnelles sur les actifs classés 4 dont l'ancienneté est supérieure ou égale à 3 ans à fin 2012, sont imputées sur les capitaux propres d'ouverture de l'établissement de crédit au titre de l'exercice 2013. Conformément aux dispositions de la norme comptable NCT 11 relative aux modifications comptables, cette nouvelle obligation instaurée par ladite circulaire a été traitée en tant que changement de méthode comptable, dont l'effet sur les exercices antérieurs a été imputé sur les capitaux propres d'ouverture de l'exercice 2013.

Par ailleurs et en application du paragraphe 17 de ladite norme, ce changement de méthode a été traité d'une manière rétrospective. A cet effet, les données comparatives de l'exercice 2012 ont été retraitées en pro-forma pour les besoins de la comparabilité.

L'effet de la nouvelle méthode sur les exercices antérieurs s'élève à 76 412 KDT ayant généré un actif d'impôt différé de 10 461 KDT, soit un effet net qui a été imputé sur les capitaux d'ouverture de l'exercice 2013 de 65 951 KDT. L'effet de ladite méthode sur l'exercice 2013 s'est traduit par la constatation d'une dotation aux provisions additionnelles de 6 395 KDT et d'une reprise sur provisions de 13 259 KDT.

II. Rapport sur les vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

Sur la base de ces vérifications, et à l'exception des points exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers consolidés des informations d'ordre comptable données dans le rapport du directoire sur la gestion de l'exercice.

Tunis, le 10 juin 2014

Les commissaires aux comptes

AMC Ernst & Young
Noureddine HAJJI

FINOR
Fayçal DERBEL

Bilan consolidé au 31 décembre 2013

(Unités en milliers de Dinars Tunisiens)

Désignation	Notes	31-déc			Variation	
		2013	2012 Retraité	2012 Publié	Montant	%
AC1 Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	(1-1)	318 462	349 685	349 685	(31 223)	(9)
AC2 Créances sur les établissements bancaires et financiers	(1-2)	228 787	267 217	267 217	(38 430)	(14)
AC3 Créances sur la clientèle	(1-3)	5 487 233	4 847 315 (*)	4 923 727	639 918	13
AC4 Portefeuille titres commercial	(1-4)	437 517	364 599	364 599	72 918	20
AC5 Portefeuille d'investissement	(1-5)	377 137	339 645	339 645	37 492	11
Titre mis en équivalence	(1-5)	172 268	164 336	164 336	7 932	5
AC6 Valeurs immobilisées	(1-6)	111 836	108 101	108 101	3 735	3
AC7 Autres actifs	(1-7)	119 961	119 808 (*)	108 987	153	-
TOTAL ACTIFS		**7 253 201**	**6 560 706**	**6 626 297**	**692 495**	**11**
PA1 Banque Centrale	(2-1)	490 082	552 593	552 593	(62 511)	(11)
PA2 Dépôts et avoirs des établissements bancaires et Financiers	(2-2)	166 556	214 871	214 871	(48 315)	(22)
PA3 Dépôts de la clientèle	(2-3)	4 864 091	4 390 969	4 390 969	473 122	11
PA4 Emprunts et Ressources spéciales	(2-4)	881 100	715 115	715 115	165 985	23
PA5 Autres passifs	(2-5)	194 903	188 921 (*)	188 561	5 982	3
TOTAL PASSIFS		**6 596 732**	**6 062 469**	**6 062 109**	**534 263**	**9**
INTERETS MINORITAIRES	**(3)**	**41 907**	**41 550**	**41 550**	**357**	**1**
CP1 Capital		122 220	100 000	100 000	22 220	22
CP2 Réserves	(**)	386 067	303 052	358 871	83 015	27
CP4 Autres capitaux propres		-	-	-	-	-
CP5 Résultats reportés		-	2	2	(2)	(100)
CP6 Résultat de l'exercice		106 275	53 633 (*)	63 765	52 642	98
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**(4)**	**614 562**	**456 687**	**522 638**	**157 875**	**35**
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		**7 253 201**	**6 560 706**	**6 626 297**	**692 495**	**11**

(*) Les chiffres de 2012 ont été retraités pour les besoins de comparabilité.
(**) Chiffre retraité pour les besoins de comparabilité (Cf. Note II-5-3)

État des engagements Hors Bilan consolidé arrêté au 31.12.2013

(Unités en milliers de Dinars Tunisiens)

Désignation	Notes	31-déc		VARIATION	
		2013	2012	Montant	%
PASSIFS EVENTUELS					
HB 01 - Cautions, Avals et autres garanties données	(5-1)	646 178	792 780	(146 602)	(18)
HB 02 - Crédits documentaires	(5-2)	265 907	239 583	26 324	11
HB 03 - Actifs donnés en garantie	(5-3)	490 000	542 000	(52 000)	(10)
TOTAL PASSIFS EVENTUELS		**1 402 085**	**1 574 363**	**(172 278)**	**(11)**
ENGAGEMENTS DONNES	**(5-4)**				
HB 04- Engagements de financement donnés		177 782	162 891	14 891	9
HB 05 -Engagements sur titres		3 518	3 032	486	16
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES		**181 300**	**165 923**	**15 377**	**9**
ENGAGEMENTS RECUS					
HB 06 - Engagements de financement reçus	(5-5)	1 582	2 057	(475)	(23)
HB 07 - Garanties reçues	(5-6)	1 128 408	1 027 660	100 748	10

État de résultat consolidé

Période allant du 1er janvier au 31 décembre 2013

(Unités en milliers de Dinars Tunisiens)

Désignation	Notes	Du 1er janvier au 31 décembre			Variation	
		2013	2012 Retraité	2012 Publié	Montant	%
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE		**507 537**	**396 304**	**397 023**	**111 233**	**28**
PR1 Intérêts et revenus assimilés	(6-1)	395 946	303 463 (*)	303 730	92 483	30
PR2 Commissions en produits	(6-2)	58 629	52 039 (*)	51 772	6 590	13
PR3 Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	(6-3)	38 603	27 734 (*)	27 157	10 869	39
PR4 Revenus du portefeuille d'investissement	(6-4)	14 359	13 068 (*)	14 364	1 291	10
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		**261 177**	**199 401**	**199 401**	**61 776**	**31**
CH1 Intérêts encourus et charges assimilées	(6-5)	256 683	195 077	195 077	61 606	32
CH2 Commissions encourues		4 494	4 324	4 324	170	4
PRODUIT NET BANCAIRE		**246 360**	**196 903**	**197 622**	**49 457**	**25**
PR5/CH4 Dotation aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	(6-6)	(62 961)	(71 597) (*)	(59 858)	8 636	(12)
PR6/CH5 Dotation aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	(6-7)	1 203	482 (*)	(237)	721	150
PR7 Autres produits d'exploitation		1 920	2 165	2 165	(245)	(11)
CH 6 Frais de personnel	(6-8)	(63 035)	(56 430)	(56 430)	(6 605)	12
CH 7Charges générales d'exploitation	(6-8)	(15 745)	(14 946)	(14 946)	(799)	5
CH 8 Dotations aux amortissements	(6-8)	(5 638)	(5 126)	(5 126)	(512)	10
RESULTAT D'EXPLOITATION		**102 104**	**51 451**	**63 190**	**50 653**	**98**
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence		12 739	10 952	10 952	1 787	16
PR8/CH9 Solde en gain \ pertes provenant des autres éléments ordinaires	(6-9)	(558)	(810)	(810)	252	(31)
CH 11 Impôt sur les bénéfices	(6-10)	(8 751)	(7 476) (*)	(9 083)	(1 275)	17
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES		**105 534**	**54 117 (*)**	**64 249**	**51 417**	**95**
Solde en gain \ perte provenant des éléments extraordinaires		-	-	-	-	-
Part de résultat revenant aux minoritaires		(741)	484	484	(1 225)	(253)
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		**106 275**	**53 633 (*)**	**63 765**	**52 642**	**98**
Effet des modifications comptables	(**)	(65 951)	(55 819)	-	(10 132)	18
RESULTAT NET APRES MODIFICATIONS COMPTABLES		**40 324**	**(2 186) (*)**	**63 765**	**42 510**	**(1 945)**
RESULTAT DE BASE PAR ACTION (en dinars)	**(6-11)**	**4,551**	**2,682**	**3,188**	**1,869**	**70**
RESULTAT DILUE PAR ACTION (en dinars)	**(6-11)**	**4,551**	**2,682**	**3,188**	**1,869**	**70**

(*) Les chiffres de 2012 ont été retraités pour les besoins de comparabilité.

(**) Chiffre retraité pour les besoins de comparabilité (Cf. Note II-5-3)

Etat de flux de trésorerie consolidé

Période allant du 1er janvier au 31 décembre 2013

(Unités en milliers de Dinars Tunisiens)

Désignation	Notes	2013	2012	VARIATION	
				Montant	%
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION	**(7-1)**				
Produits d'exploitation bancaire encaissés (Hors revenus portefeuille d'investissement)		462 035	359 409	102 626	29
Charges d'exploitation bancaire décaissées		(277 943)	(199 141)	(78 802)	40
Dépôts / Retraits des dépôts auprès des établissements bancaires et financiers		(22 455)	3 663	(26 118)	(713)
Prêts et avances / Remboursement prêts et avances accordés à la clientèle		(682 736)	(700 570)	17 834	(3)
Dépôts / Retraits de dépôts de la clientèle		674 195	681 456	(7 261)	(1)
Titres de placements		(214 775)	(41 255)	(173 520)	421
Sommes versées au personnel et créditeurs divers		(61 505)	(52 432)	(9 073)	17
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		(2 404)	79 433	(81 837)	(103)
Impôt sur le bénéfice		(9 448)	(8 553)	(895)	10
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION		**(135 036)**	**122 010**	**(257 046)**	**(211)**
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	**(7-2)**				
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement		25 582	18 165	7 417	41
Acquisition / cessions sur portefeuille d'investissement		(21 640)	(123 265)	101 625	(82)
Acquisition / cessions sur immobilisations		(9 457)	(5 039)	(4 418)	88
FLUX DE TRÉSORERIE NET AFFECTES AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		**(5 515)**	**(110 139)**	**104 624**	**(95)**
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	**(7-3)**				
Émission d'actions		75 349	35 000	40 349	115
Émission provenant des fonds gérés		2 940	-	2 940	100
Émission d'emprunts		46 592	42 898	3 694	9
Remboursement d'emprunts		(66 540)	(23 269)	(43 271)	186
Augmentation / diminution ressources spéciales		137 299	122 141	15 158	12
Dividendes versés		(17 432)	(14 883)	(2 549)	17
Mouvement sur fond social et de retraite		(60)	28	(88)	(314)
FLUX DE TRÉSORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		**178 148**	**161 915**	**16 233**	**10**
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de la période		37 597	173 786	(136 189)	(78)
Liquidités et équivalents de liquidités en début de période	**(7-4)**	**(208 398)**	**(382 184)**	**173 786**	**(45)**
LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS DE LIQUIDITÉS EN FIN DE PERIODE		**(170 801)**	**(208 398)**	**37 597**	**(18)**

Notes aux Etats financiers Consolidés du Groupe AMEN BANK

1. REFERENTIEL D'ELABORATION ET DE PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Les états financiers consolidés du Groupe AMEN BANK sont préparés et présentés conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie édictés notamment par:

- le cadre conceptuel du système comptable des entreprises;
- la norme comptable générale n° 01;
- les normes techniques (NCT 02 à NCT 20);
- les normes comptables bancaires (NCT 21 à 25);
- les normes comptables relatives aux OPCVM;
- les normes comptables de consolidation (NCT 35 à 37) ;
- la norme comptable relative aux regroupements d'entreprises (NCT 38) ; et
- les règles de la Banque Centrale de la Tunisie édictées par la circulaire n° 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par les textes subséquents.

2. DATE DE CLOTURE

Les états financiers consolidés sont établis à partir des états financiers des sociétés faisant partie du périmètre de consolidation arrêtés au 31 décembre 2013.

Quand les états financiers des sociétés faisant partie du périmètre de consolidation sont établis à des dates de clôtures différentes, des ajustements sont effectués pour prendre en compte les effets de transactions et autres événements importants qui se sont produits entre ces dates et la date des états financiers de la mère.

3. BASES DE MESURE

Les états financiers du Groupe AMEN BANK sont élaborés sur la base de la mesure des éléments du patrimoine au coût historique.

4. PERIMETRE ET METHODES DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation du Groupe AMEN BANK comprend:

- La société mère : AMEN BANK
- Les filiales : les sociétés sur lesquelles AMEN BANK exerce un contrôle exclusif; et
- Les entreprises associées : les sociétés sur lesquelles AMEN BANK exerce une influence notable.

Les méthodes utilisées pour la consolidation des sociétés faisant partie du périmètre sont les suivantes :

4.1 L'intégration globale

Cette méthode requiert la substitution du coût d'acquisition des titres de participation détenus dans les filiales par l'ensemble des éléments actifs et passifs de celles-ci tout en dégageant la part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres et le résultat.
Cette méthode est appliquée aux entreprises du secteur financier où à des fins de recouvrement des créances contrôlées de manière exclusive par AMEN BANK.

4.2 La mise en équivalence

Selon cette méthode la participation est initialement enregistrée au coût d'acquisition et est ensuite ajustée pour prendre en compte les changements postérieurs à l'acquisition de la quote-part de l'investisseur dans l'actif net de la société consolidée.

Cette méthode est appliquée aux sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable.

Le tableau suivant synthétise le périmètre et les méthodes de consolidation utilisées pour l'élaboration des états financiers consolidés du Groupe AMEN BANK :

Société	Nature	Technique de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	pays de Résidence
AMEN BANK	Société mère	IG	100,00%	100,00%	Tunisie
LE RECOUVREMENT	Filiale	IG	99,88%	99,88%	Tunisie
SICAR AMEN	Filiale	IG	88,20%	88,20%	Tunisie
SOGEREC	Filiale	IG	63,86%	52,48%	Tunisie
AMEN CAPITAL	Filiale	IG	60,00%	61,85%	Tunisie
AMEN PROJECT	Filiale	IG	53,01%	53,01%	Tunisie
AMEN FINANCE COMPANY "AFC"	Filiale	IG	30,00%	33,25%	Tunisie
AMEN CORPORATE FINANCE SARL	Filiale	IG	99,90%	61,78%	Tunisie
MAGHREB LEASING ALGERIE	Entreprise associée	M E	42,61%	52,35%	Algérie
EL KHIR	Entreprise associée	M E	37,69%	34,08%	Tunisie
AMEN INVEST	Entreprise associée	M E	36,90%	36,90%	Tunisie
TUNISIE LEASING	Entreprise associée	M E	32,48%	32,48%	Tunisie
ENNAKL	Entreprise associée	M E	32,69%	17,54%	Tunisie
TUNINVEST INTERNATIONAL SICAR	Entreprise associée	M E	30,00%	38,12%	Tunisie
CLINIQUE EL AMEN NABEUL	Entreprise associée	M E	30,00%	30,12%	Tunisie
CLINIQUE EL AMEN BIZERTE	Entreprise associée	M E	30,00%	30,00%	Tunisie
EL IMRANE	Entreprise associée	M E	30,00%	30,00%	Tunisie
TUNISYS	Entreprise associée	M E	29,85%	29,85%	Tunisie
EL KAWARIS	Entreprise associée	M E	29,66%	29,52%	Tunisie
TUNINVEST INNOVATION SICAR	Entreprise associée	M E	27,27%	36,13%	Tunisie
HAYETT	Entreprise associée	M E	25,00%	25,00%	Tunisie
AMEN SANTE	Entreprise associée	M E	23,24%	20,29%	Tunisie
SICAV AMEN	Entreprise associée	M E	0,09%	0,09%	Tunisie
SUNAGRI	Entreprise associée	M E	27,00%	29,27%	Tunisie
AMEN PREMIERE	Entreprise associée	M E	0,03%	0,03%	Tunisie

IG : Intégration globale
ME : Mise en équivalence

Il est à noter que le groupe AMEN BANK n'inclut pas des co-entreprises.

La société AMEN FINANCE COMPANY a été intégrée en tant que filiale du groupe AMEN BANK et ce conformément aux dispositions de la norme comptable NC 35 qui stipule dans son § 10 alinéa b que le contrôle existe également lorsque la mère, détenant la moitié ou moins de la moitié des droits de vote d'une entreprise dispose du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise en vertu des statuts ou d'un contrat.

Le périmètre de consolidation a été marqué en 2013 par l'entrée des sociétés suivantes:

- AMEN CORPORATE FINANCE SARL;
- CLINIQUE EL AMEN BIZERTE;
- SUNAGRI

Et par la sortie des suivantes :

- HOPITAL PRIVE EL AMEN;
- CLINIQUE EL AMEN GAFSA;
- CLINIQUE EL AMEN BEJA ;

L'effet de la sortie de ces trois sociétés du périmètre de consolidation du groupe AMEN BANK, se détaille comme suit :

Société	Impact sur les capitaux propres consolidés au 31/12/2013		
	Réserves consolidées	Résultats consolidés	Capitaux propres consolidés
HOPITAL PRIVE EL AMEN	-	134	134
CLINIQUE EL AMEN GAFSA;	(254)	(181)	(435)
CLINIQUE EL AMEN BEJA	-	(476)	(476)

5. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES PERTINENTS APPLIQUES

5.1 Créances à la clientèle

5.1.1 Règles de présentation des créances à la clientèle

Les crédits de gestion à court terme sont présentés au bilan pour leurs valeurs nominales déductions faites des intérêts décomptés d'avance et non encore échus.
Les crédits à moyen et long terme sont présentés au bilan pour leurs valeurs nominales augmentées des intérêts courus et non échus.

Les crédits à moyen terme utilisés progressivement par tranche sont comptabilisés à l'actif du bilan pour leur valeur débloquée.

Les agios réservés et provisions sur créances à la clientèle sont présentés au niveau des postes d'actif correspondants de manière soustractive.

5.4 Portefeuille titres

5.4.1 Règles de présentation du portefeuille titres

Les titres à revenu fixe ou à revenu variable sont présentés au bilan soit dans la rubrique portefeuille commercial soit dans la rubrique portefeuille d'investissement selon leurs durées et l'intention de détention. Les règles de classification appliquées sont les suivantes :

Portefeuille titres commercial :

Titres de transaction

Il s'agit de titres à revenu fixe ou variable acquis en vue de leur revente à brève échéance et dont le marché de négociation est jugé liquide.

Titres de placement

Ce sont les titres qui ne répondent pas aux critères retenus pour les titres de transaction ou d'investissement.

Portefeuille d'investissement :

Titres d'investissements

Il s'agit de titres acquis avec l'intention ferme de les détenir jusqu'à leur échéance et pour lesquels la banque dispose de moyens suffisants pour concrétiser cette intention.

Titres de participation

Actions et autres titres à revenu variable détenus pour en retirer une rentabilité satisfaisante sur une longue période, ou pour permettre la poursuite des relations bancaires avec la société émettrice.

5.4.2 Règles d'évaluation du portefeuille titre

Les titres sont comptabilisés à la date d'acquisition pour leur coût d'acquisition, tous frais et charges exclus, à l'exception des honoraires d'étude et de conseil engagés à l'occasion de l'acquisition de titres d'investissement, de participation ou de parts dans les entreprises associées et les co-entreprises et parts dans les entreprises liées.

Les participations souscrites et non libérées sont enregistrées en engagements hors bilan pour leur valeur d'émission.

A la date d'arrêté, il est procédé à l'évaluation des titres comme suit :

Titres de transaction

Ces titres sont évalués à la valeur de marché (le cours boursier moyen pondéré). La variation du cours, consécutive à leur évaluation à la valeur de marché, est portée en résultat.

Titres de placement

Ces titres sont valorisés pour chaque titre séparément, à la valeur du marché pour les titres cotés, et à la juste valeur pour les titres non cotés. Il ne peut y avoir de compensation entre les plus-values latentes de certains titres avec les pertes latentes sur d'autres titres.

La moins-value latente ressortant de la différence entre la valeur comptable et la valeur de marché donne lieu à la constitution de provision contrairement aux plus- values latentes qui ne sont pas constatées.

Titres d'investissement

Le traitement des plus values latentes sur ces titres est le même que celui prévu pour les titres de placement. Les moins-values latentes ne font l'objet de provision que dans les deux cas suivants :

- Une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas ces titres jusqu'à l'échéance.
- L'existence de risques de défaillance de l'émetteur des titres.

5.4.3 Comptabilisation des revenus sur portefeuille-titres

Les intérêts sont comptabilisés en tenant compte du principe de la comptabilité d'engagement. Ainsi, les intérêts à recevoir sur les bons du Trésor et sur les obligations sont constatés en résultat de la période.
Les dividendes sur les titres à revenu variable détenus par la banque sont pris en compte en résultat dès le moment où leur distribution a été officiellement approuvée.

Les plus-values de cession relatives aux titres d'investissement acquis dans le cadre de conventions de portage sont assimilées à des intérêts et prises en compte parmi les revenus au fur et à mesure qu'elles sont courues.

5.5 Prise en compte des produits

Les intérêts, les produits assimilés, les commissions et autres revenus sont pris en compte au résultat pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2013. Les produits courus et non échus sont intégrés au résultat alors que les produits encaissés et se rapportant à une période postérieure au 31 décembre 2013 sont déduits du résultat.

5.6 Prise en compte des charges

Les intérêts et commissions encourus, les frais de personnel et les autres charges sont pris en compte au résultat pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2013. Les charges courues et non échues sont intégrées au résultat alors que les charges décaissées et se rapportant à une période postérieure au 31 décembre 2013 sont rajoutées au résultat.

5.7 Valeurs immobilisées

Immeubles d'exploitation

Les immobilisations d'exploitation sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et amorties linéairement aux taux suivants :

Catégorie d'immobilisations	Taux pratiqué
Immeubles non réévalués	2%
Immeubles réévalués	5%
Agencements, aménagements et Installations	10%
Ascenseurs	10%
Logiciels	de 10% à 33%
Droit au bail	5%
Matériel informatique	15%
Matériel de transport	20%
Mobilier de bureau	10%
Matériel d'exploitation	10%
Climatiseurs	20%
Terminaux de Paiement Électronique	20%
Coffres forts	4% et 10%

5.11 Charge d'impôt

En 2013, le groupe a procédé à la prise en compte de l'impôt différé conformément aux dispositions des normes comptables NCT 35 et NCT 38.

6. METHODES SPECIFIQUES A LA CONSOLIDATION

6.1 Traitement des écarts de première consolidation

6.1.1 Le Goodwill

L'excédent du coût d'acquisition sur les parts d'intérêts de l'acquéreur dans l'actif net acquis à la date de l'opération doit être comptabilisé en tant qu'actif. Il est amorti sur sa durée d'utilité estimée. Cette durée ne peut en aucun cas excéder 20 ans.

Cependant l'excédent de la part d'intérêts de l'acquéreur dans l'actif net acquis, sur le coût d'acquisition doit être comptabilisé en tant que Goodwill négatif.

Le Goodwill négatif est amorti en totalité ou en partie sur la durée prévisible de réalisation des pertes et dépenses futures attendues ou s'il n'est pas le cas sur la durée d'utilité moyenne restant à courir des actifs amortissables identifiables acquis, le reliquat est comptabilisé immédiatement en produits.

La dotation aux amortissements du Goodwill relative à l'exercice en cours figure au niveau du poste du résultat CH8 «Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations»

6.2 Soldes et opérations réciproques

Les soldes réciproques ainsi que les produits et charges résultant d'opérations internes au Groupe n'ayant pas d'incidence sur le résultat consolidé sont éliminés lorsqu'ils concernent les entités faisant l'objet d'une intégration globale ou proportionnelle.

D'autre part les soldes et opérations réciproques ayant une incidence sur le résultat consolidé sont éliminés lorsqu'ils concernent les entreprises faisant l'objet d'une intégration globale, proportionnelle et mises en équivalence.

7. PRINCIPAUX RETRAITEMENTS EFFECTUES DANS LES COMPTES CONSOLIDES

7.1 Homogénéisation des méthodes comptables

Les méthodes comptables utilisées pour l'arrêté des comptes des sociétés faisant partie du périmètre de consolidation ont été alignées sur celles retenues pour les comptes consolidés du Groupe.

Toutefois, les états financiers de la société Maghreb Leasing Algérie, établis selon les normes internationales (IAS/IFRS), n'ont pas été retraités dans le cadre des travaux d'homogénéisation des méthodes comptables.

7.2 Élimination des soldes et transactions intra-groupe

Les opérations et transactions internes sont éliminées pour neutraliser leurs effets. Ces éliminations opérées ont principalement porté sur:

- des comptes courants entre sociétés du groupe ;
- des commissions entre sociétés du groupe ;
- des dividendes distribués par les sociétés consolidées au profit d'Amen Bank ;
- des provisions intra-groupe (Provisions sur titres de participations) ;
- des fonds gérés par la société «Sicar Amen» pour le compte des sociétés du groupe ;
- des emprunts contractés par les sociétés du groupe auprès de la société mère Amen Bank.

NOTES EXPLICATIVES (Les chiffres sont exprimés en milliers de dinars)

1- Notes explicatives sur le bilan- Actifs

Note 1.1 : Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT

Le solde de ce poste accuse au 31.12.2013 un montant de 318 462 KDT contre 349 685 KDT au 31.12.2012 et se décompose comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Caisse en dinars, monnaies étrangères et travellers chèques	38 642	66 345	(27 703)	(42%)
BCT, CCP et TGT	279 820	283 340	(3 520)	(1%)
Total	**318 462**	**349 685**	**(31 223)**	**(9%)**

Le détail de chacune des rubriques se présente comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Caisse en dinars, monnaies étrangères et travellers chèques	38 674	66 344	(27 670)	(42%)
Provisions sur caisse en dinars	(32)	-	(32)	(100%)
Sous total 1	**38 642**	**66 344**	**(27 702)**	**(42%)**
BCT	279 877	283 549	(3 672)	(1%)
Provisions BCT	(339)	(568)	229	(40%)
Sous total 2	**279 538**	**282 981**	**(3 443)**	**(1%)**
CCP	378	617	(239)	(39%)
Provisions CCP	(96)	(258)	162	(63%)
Sous total 3	**282**	**359**	**(77)**	**(21%)**
Total	**318 462**	**349 685**	**(31 223)**	**(9%)**

Note 1.2 : Créances sur les établissements bancaires et financiers

Le solde de cette rubrique accuse au 31.12.2013 un montant de 228 787 KDT contre 267 217 KDT au 31.12.2012 et se détaille comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Avoirs en comptes sur les établissements bancaires	24 291	65 049	(40 758)	(63%)
Prêts aux établissements bancaires	43 312	36 093	7 219	20 %
Créances rattachées sur les prêts aux établissements bancaires	7	12	(5)	(42%)
Provisions sur les correspondants	(115)	(115)	-	-
Total créances sur les établissements bancaires	**67 495**	**101 040**	**(33 545)**	**(33%)**
Avoirs en comptes sur les établissements financiers	12 291	12 490	(199)	(2%)
Prêts aux établissements financiers	147 571	153 581	(6 010)	(4%)
Créances rattachées sur les prêts aux établissements financiers	1 430	107	1 323	1 236%
Total créances sur les établissements financiers	**161 292**	**166 178**	**(4 886)**	**(3%)**
Total	**228 787**	**267 217**	**(38 430)**	**(14%)**

Note 1.3 : Créances sur la clientèle

L'évolution comparée des créances sur la clientèle entre 2013 et 2012 se présente comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012 retraité	31.12.2012 publié	Variation	%
Comptes débiteurs de la clientèle **(1)**	716 352	671 066	671 066	45 286	7
Autres concours à la clientèle sur ressources ordinaires **(2)**	4 300 784	3 816 032 (*)	3 892 444	484 752	13
Crédits sur ressources spéciales **(3)**	470 097	360 217	360 217	109 880	31
Total	**5 487 233**	**4 847 315**	**4 923 727**	**639 918**	**13**

Le stock de provisions et d'agios réservés ont été en totalité présentés en déduction de la sous rubrique (2).

Note 1.4 : Portefeuille titres commercial

Cette rubrique accuse au 31.12.2013 un solde de 437 517 KDT contre un solde de 364 599 KDT au 31.12.2012 et se détaille comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Titres de transaction	**5 827**	**6 197**	**(370)**	**(6%)**
Titres à revenu fixe	3 926	4 009	(83)	(2%)
Titres à revenu variable	1 901	2 188	(287)	(13%)
Titres de placement	**431 690**	**358 402**	**73 288**	**20%**
Titres à revenu fixe	**425 797**	**356 244**	**69 553**	**20%**
Bons de Trésor	320 127	210 924	109 203	52%
Emprunts obligataires	93 063	65 475	27 588	42%
Billets de trésorerie	-	71 700	(71 700)	(100%)
Créances rattachées	12 607	8 145	4 462	55%
Titres à revenu variable	**5 893**	**2 158**	**3 735**	**173%**
Actions	6 442	2 522	3 920	155%
Provisions pour dépréciation des actions	(549)	(364)	(185)	51%
Total	**437 517**	**364 599**	**72 918**	**20%**

Note 1.5 : Portefeuille titres d'investissement

Le portefeuille titres d'investissement accuse au 31.12.2013 un solde de 377 137 KDT contre 339 645 KDT au 31.12.2012. Son détail se présente comme suit:

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Titres d'investissement	120 827	188 880	(68 053)	(36%)
Titres de participation	49 156	41 113	8 043	20%
Titres de participation non consolidés	61 967	60 155	1 812	3%
Participation avec convention en rétrocession	145 187	49 497	95 690	193%
Total	**377 137**	**339 645**	**37 492**	**11%**

Note 1.5 : Titres mis en équivalence :

Le poste «Titres mis en équivalence» représente la quote-part du Groupe Amen Bank dans l'actif net des sociétés mises en équivalence. Il présente un solde de 172 268 KDT au 31.12.2013 contre un solde de 164 336 KDT au 31.12.2012 et se détaille comme suit :

Société	31.12.2013	31.12.2012
AMEN SOFT	-	975
CLINIQUE EL AMEN GAFSA	-	980
CLINIQUE EL AMEN BEJA	-	1 800
HOPITAL PRIVE EL AMEN	-	7 200
SICAV AMEN	62	53
AMEN PREMIERE	77	75
SUNAGRI	215	-
EL KHIR	298	640
TUNISYS	952	916
KAWARIS	1 183	1 060
CLINIQUE EL AMEN BIZERTE	1 200	-
AMEN INVEST	1 409	1 406
TUNINVEST INTERNATIONAL SICAR	1 447	2 120
CLINIQUE EL AMEN NABEUL	1 950	-
TUNINVEST INNOVATION SICAR	2 849	1 456
HAYETT	3 371	3 213
EL IMRANE	3 463	3 227
AMEN SANTE	8 869	3 632
ENNAKL	9 172	11 267
TUNISIE LEASING	38 262	32 100
MLA	49 393	42 620
GOOD - WILL	48 097	49 596
Total	**172 268**	**164 336**

Note 1.6 : Valeurs immobilisées

Les valeurs immobilisées accusent au 31.12.2013 un solde de 111 836 KDT contre un solde de 108 101 KDT au 31.12.2012 et se détaillent comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Immobilisations incorporelles	2 322	1 534	788	51%
Immobilisations corporelles	105 876	98 292	7 584	8%
Immobilisations encours	3 638	8 275	(4 637)	(56%)
Total	**111 836**	**108 101**	**3 735**	**3%**

Note 1.7 : Autres actifs

Les autres actifs totalisent au 31.12.2013 un montant de 119 961 KDT contre un montant de 119 808 KDT se détaillant comme suit:

Description	31.12.2013	31.12.2012 retraité	31.12.2012 publié	Variation	%
Comptes d'attente et de régularisation	**35 614**	**43 224**	**43 224**	**(7 610)**	**(18%)**
Comptes d'attente	**30 995**	**42 980**	**42 980**	**(11 985)**	**(28%)**
Comptes d'attente de la salle de marché	16 319	30 397	30 397	(14 078)	(46%)
Comptes d'attente de la compensation	7 711	14 386	14 386	(6 675)	(46%)
Autres comptes d'attente	6 965	(1 803)	(1 803)	8 768	(486%)
Comptes de régularisation	**4 619**	**244**	**244**	**4 375**	**1 793%**
Autres	**84 347**	**76 584**	**65 763**	**7 763**	**10%**
Stock de matière, fourniture et timbres	918	643	643	275	43%
Etat, impôts et taxes	527	2 240	2 240	(1 713)	(76%)
Allocations familiales	259	201	201	58	29%
Dépôts et cautionnements	117	117	117	-	-
Opérations avec le personnel	44 530	40 514	40 514	4 016	10%
Débiteurs divers	11 105	2 880 (*)	2 520	8 225	286%
Créances sur l'Etat	1 658	1 804	1 804	(146)	(8%)
Autres (**)	16 582	17 724	17 724	(1 142)	(6%)
Actif d'impôt différé	8 651	10 461	-	(1 810)	(17%)
Total Autres Actifs	**119 961**	**119 808**	**108 987**	**153**	**0,1%**

(*) Les provisions sur les affaires en contentieux ont été reclassées de la rubrique AC 07 «Autres Actifs» à la rubrique PA 05 «Autres Passifs».

(**) L'impact des sociétés intégrées globalement a été regroupé au niveau de la rubrique autres.

Les mouvements nets des provisions sur les comptes de la rubrique AC7 se présentent comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012 retraité	31.12.2012 publié	Variation	%
Provision sur comptes d'attente et de régularisation	**11 362**	**10 944**	**10 944**	**418**	**4%**
Provision sur comptes d'attente de la compensation	9 929	10 258	10 258	(329)	(3%)
Provision sur autres comptes d'attente	**1 433**	**686**	**686**	**747**	**109%**
Provision sur autres comptes de la rubrique AC7	**20 098**	**19 471**	**19 831**	**627**	**3%**
Provision sur opérations avec le personnel	838	662	662	176	27%
Provision sur débiteurs divers	3 549	3 429 (*)	3 789	120	3%
Provisions sur autres comptes	15 711	15 380	15 380	331	2%
Total	**31 460**	**30 415**	**30 775**	**1 045**	**3%**

(*) Le chiffre de 2012 a été retraité pour les besoins de comparabilité.

Il est à noter que les comptes d'attente de la salle des marchés comportent des soldes non justifiés. Des efforts on été déployés pour les apurer. Ces travaux d'apurement sont à un stade d'avancement de 90%.

La situation de ces comptes au 31.12.2013 se présente comme suit :

	31.12.2013	31.12.2012
Dinars en instance d'affectation	**(194 259)**	**(36 831)**
Devise en instance d'affectation (260)	**174 003**	**26 119**
Comptes de virements devises en instance d'imputation (261)	**21 015**	**46 025**
Devise en instance d'affectation financement en devise (279)	**15 550**	**(9 546)**
Autres	**11**	**4 630**
Comptes d'ajustement des comptes en devises	-	998
Comptes position et cv position bilan de couverture	11	3 645
Comptes position et cv position bilan spot	-	(13)
Total	**16 319**	**30 397**

2- Notes explicatives sur le bilan- Passifs

Note 2.1 : Banque Centrale de Tunisie

Le solde de cette rubrique correspond aux dettes envers la Banque Centrale de Tunisie.

Au 31.12.2013 cette rubrique accuse un solde de 490 082 KDT enregistrant ainsi une baisse de 62 511 KDT par rapport au 31.12.2012.

Note 2.2 : Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers

Les dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers accusent au 31.12.2013 un solde de 166 556 KDT contre un solde de 214 871 KDT au 31.12.2012 et se détaillent comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Dépôts et avoirs des établissements bancaires	**161 844**	**211 405**	**(49 561)**	**(23%)**
Avoirs des établissements bancaires	26 833	36 653	(9 820)	(27%)
Emprunts auprès des établissements bancaires	135 011	174 752	(39 741)	(23%)
Dépôts et avoirs des établissements financiers	**4 712**	**3 466**	**1 246**	**36%**
Total	**166 556**	**214 871**	**(48 315)**	**(22%)**

Note 2.3 : Dépôts et avoirs de la clientèle

Les dépôts et avoirs de la clientèle accusent au 31.12.2013 un solde de 4 864 091 KDT contre un solde de 4 390 969 KDT au 31.12.2012 et se décomposent comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Dépôts à vue	**1 341 126**	**1 216 571**	**124 555**	**10%**
Autres dépôts et avoirs de la clientèle	**3 522 965**	**3 174 398**	**348 567**	**11%**
Epargne	**840 179**	**749 261**	**90 918**	**12%**
Dépôts à terme	**2 584 771**	**2 305 936**	**278 835**	**12%**
Dépôts à terme en dinars	2 268 354	1 945 919	322 435	17%
Dettes rattachées sur dépôts à terme en dinars	(8 335)	10 277	(18 612)	(181%)
Dépôts à terme en devises	324 213	349 115	(24 902)	(7%)
Dettes rattachées sur dépôts à terme en devises	539	625	(86)	(14%)
Autres sommes dues à la clientèle	**98 015**	**119 201**	**(21 186)**	**(18%)**
Autres dépôts et avoirs de la clientèle	**4 864 091**	**4 390 969**	**473 122**	**11%**

Note 2.4 : Emprunts et ressources spéciales

Le solde de cette rubrique s'élève au 31.12.2013 à 881 100 KDT contre 715 115 KDT au 31.12.2012 se détaille comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Emprunts matérialisés	247 068	253 031	(5 963)	(2%)
Ressources spéciales	634 032	462 084	171 948	37%
Total	**881 100**	**715 115**	**165 985**	**23%**

Le solde des emprunts matérialisés se subdivise comme suit au 31.12.2013 et au 31.12.2012:

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Emprunts matérialisés	241 817	247 590	(5 773)	(2%)
Dettes rattachées sur emprunts matérialisés	5 251	5 441	(190)	(3%)
Total	**247 068**	**253 031**	**(5 963)**	**(2%)**

Le solde des ressources spéciales se subdivise comme suit au 31.12.2013 et au 31.12.2012 :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Ressources budgétaires	5 649	5 280	369	7%
Ressources extérieures	628 383	456 804	171 579	38%
Total	**634 032**	**462 084**	**171 948**	**37%**

Note 2.5: Autres passifs

Les autres passifs se subdivisent comme suit au 31.12.2013 et au 31.12.2012:

Description	31.12.2013	31.12.2012 retraité	31.12.2012 publié	Variation	%
Provisions sur Engagement par signature (*)	**6 251**	**5 945**	**5 945**	**306**	**5%**
Autres provisions pour pasifs et charges	**4 765**	**3 694 (*)**	**3 333**	**1 071**	**29%**
Provisions pour passifs et charges	**11 016**	**9 639**	**9 278**	**1 377**	**14%**
Comptes d'attente et de régularisation	**183 887**	**179 282**	**179 283**	**4 605**	**3%**
Comptes d'attente	4 276	2 010	2 010	2 266	113%
Comptes de régularisation	(3)	(3)	(3)	-	-
Créditeurs divers	156 455	164 278	164 278	(7 823)	(5%)
Créditeurs divers sur comptes de la compensation	109 006	132 170	132 170	(23 164)	(18%)
Dépôts du personnel	3 822	3 804	3 804	18	-
Charges à payer	43 627	28 304	28 304	15 323	54%
Etat, impôts et taxes	17 035	11 280	11 280	5 755	51%
Autres (**)	5 952	1 545	1 546	4 407	285 %
Passif d'impôt différé	172	172	172	-	-
Total Autres passifs	**194 903**	**188 921**	**188 561**	**5 982**	**3%**

(*) Les provisions sur les affaires en contentieux ont été reclassés de la rubrique AC 07 «Autres Actifs» à la rubrique PA 05 «Autres Passifs».
(**) L'impact des sociétés intégrées globalement a été regroupé au niveau de la rubrique autres.

3- Notes explicatives sur le bilan- Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires représentent la quote-part dans l'actif net d'une filiale attribuable aux intérêts qui ne sont détenus par le Groupe, ni directement, ni indirectement par l'intermédiaire d'une filiale.

Ce poste se détaille au 31.12.2013 et au 31.12.2012 comme suit :

Description	31/12/12	31/12/11
Intérêts minoritaires dans les réserves de Amen Finance Company	34 942	35 000
Intérêts minoritaires dans le résultat de Amen Finance Company	(1 744)	45
Intérêts minoritaires dans les réserves de AMEN PROJECT	5 222	5 314
Intérêts minoritaires dans le résultat de AMEN PROJECT	181	302
Intérêts minoritaires dans les réserves de SOGEREC	1 772	100
Intérêts minoritaires dans le résultat de SOGEREC	642	73
Intérêts minoritaires dans les réserves de SICAR AMEN	594	476
Intérêts minoritaires dans le résultat de SICAR AMEN	172	122
Intérêts minoritaires dans les réserves de AMEN CAPITAL	118	175
Intérêts minoritaires dans le résultat de AMEN CAPITAL	6	(57)
Intérêts minoritaires dans les réserves de la ste LE RECOUVREMENT	1	-
Intérêts minoritaires dans le résultat de la ste LE RECOUVREMENT	1	-
Total	**41 907**	**41 550**

4- Notes explicatives sur le bilan- Capitaux propres

Le capital social s'élève au 31 décembre 2013 à 122 220 KDT composé de 24 444 000 actions d'une valeur nominale de 5 Dinars libérées en totalité. Les contributions de chaque société faisant partie du périmètre de consolidation dans les capitaux propres du groupe se présentent comme suit :

Société	Elément des capitaux propres	Capitaux propres au 31.12.2012	Capitaux propres au 31.12.2013	Observation
AMEN BANK	CAPITAL	100 000	122 220	
	RESERVES	282 548	366 165	
	RESULTAT REPORTE	2	0	
	RESULTAT	41 221	88 964	
	TOTAL	**423 771**	**577 349**	
SICAR AMEN	RESERVES	1 351	2 232	
	RESULTAT	909	1 287	
	TOTAL	**2 260**	**3 519**	
LE RECOUVREMENT	RESERVES	316	501	
	RESULTAT	201	491	
	TOTAL	**517**	**993**	
AMEN PROJECT	RESERVES	1 205	1 101	
	RESULTAT	341	205	
	TOTAL	**1 546**	**1 305**	
SOGEREC	RESERVES	(2 523)	(2 442)	
	RESULTAT	80	709	
	TOTAL	**(2 443)**	**(1 733)**	
AMEN CAPITAL	RESERVES	204	111	
	RESULTAT	(93)	11	
	TOTAL	**111**	**121**	
AMEN FINANE COMPANY	RESERVES	-	780	
	RESULTAT	22	(869)	
	TOTAL	**22**	**(88)**	
AMEN CORPORATE FINANCE	RESERVES	-	-	Nouvelle entrée au périmètre
	RESULTAT	-	84	
	TOTAL	**-**	**84**	
AMEN INVEST	RESERVES	863	868	
	RESULTAT	49	48	
	TOTAL	**912**	**917**	
TUNISIE LEASING	RESERVES	6 963	5 556	
	RESULTAT	3 569	3 011	
	TOTAL	**10 532**	**8 567**	
MAGHREB LEASING ALGERIE	RESERVES	8 231	13 020	
	RESULTAT	6 177	6 207	
	TOTAL	**14 408**	**19 227**	
EL IMRANE	RESERVES	900	917	
	RESULTAT	227	445	
	TOTAL	**1 127**	**1 363**	

KAWARIS	RESERVES	131	73	
	RESULTAT	(63)	132	
	TOTAL	**68**	**205**	
EL KHIR	RESERVES	(1 337)	(1 503)	
	RESULTAT	16	(158)	
	TOTAL	**(1 321)**	**(1 661)**	
HAYETT	RESERVES	1 805	2 051	
	RESULTAT	396	307	
	TOTAL	**2 201**	**2 358**	
TUNINVEST INNOVATION SICAR	RESERVES	17	97	
	RESULTAT	239	2 615	
	TOTAL	**256**	**2 713**	
TUNINVEST INTERNATIONAL SICAR	RESERVES	1 764	1 589	
	RESULTAT	206	(293)	
	TOTAL	**1 970**	**1 297**	
TUNISYS	RESERVES	296	378	
	RESULTAT	172	126	
	TOTAL	**468**	**504**	
AMEN SANTE	RESERVES	375	475	
	RESULTAT	62	250	
	TOTAL	**437**	**725**	
CLINIQUE EL AMEN BEJA	RESERVES	-	-	
	RESULTAT	-	-	Sortie du périmètre
	TOTAL	**-**	**-**	
CLINIQUE EL AMEN GAFSA	RESERVES	40		
	RESULTAT	(103)		Sortie du périmètre
	TOTAL	**(63)**	**-**	
HOPITAL PRIVE EL AMEN	RESERVES	-		
	RESULTAT	-		Sortie du périmètre
	TOTAL	**-**	**-**	
CLINIQUE EL AMEN NABEUL	RESERVES	-	-	
	RESULTAT	-	-	
	TOTAL	**-**	**-**	
ENNAKEL	RESERVES	-	(5 819)	
	RESULTAT	-	2 699	
	TOTAL	**-**	**(3 120)**	
AMEN PREMIERE	RESERVES	(1)	-	
	RESULTAT	3	3	
	TOTAL	**2**	**3**	
SICAV AMEN	RESERVES	(96)	(86)	
	RESULTAT	2	2	
	TOTAL	**(94)**	**(84)**	
CLINIQUE EL AMEN BIZERTE	RESERVES	-	-	
	RESULTAT	-	-	Nouvelle entrée au périmètre
	TOTAL	**-**	**-**	
SUNAGRI	RESERVES	-	-	
	RESULTAT	-	(1)	Nouvelle entrée au périmètre
	TOTAL	**-**	**(1)**	
TOTAL	**CAPITAL**	**100 000**	**122 220**	
	RESERVES	**303 052**	**386 067**	
	RESULTAT REPORTE	**2**	**-**	
	RESULTAT	**53 633**	**106 275**	
	TOTAL	**456 687**	**614 562**	

5- Notes explicatives sur l'état des engagements hors bilan

Note 5.1 : Cautions, avals et autres garanties donnees

Le solde de cette rubrique s'élève au 31.12.2013 à 646 178 KDT contre 792 780 KDT au terme de l'exercice 2012 et se détaille comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Cautions	417 867	392 619	25 248	6%
Avals	218 619	389 303	(170 684)	(44%)
Autres garanties données	9 692	10 858	(1 166)	(11%)
Total	**646 178**	**792 780**	**(146 602)**	**(18%)**

L'encours des cautions se détaille au 31.12.2013 comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Cautions en faveur des banques (*)	146 201	148 542	(2 341)	(2%)
Cautions en faveur des établissements financiers	20 178	10 090	10 088	100%
Cautions en faveur de la clientèle	251 488	233 987	17 501	7%
Total	**417 867**	**392 619**	**25 248**	**6%**

(*) Il s'agit des contre garanties bancaires sur les banques étrangères.

L'encours des avals se détaille au 31.12.2013 comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Avals en faveur des banques locales(*)	138 000	160 050	(22 050)	(14%)
Avals sur emprunts obligataires	3 500	-	3 500	100%
Avals en faveur de la clientèle	77 119	229 253	(152 134)	(66%)
Total	**218 619**	**389 303**	**(170 684)**	**(44%)**

(*) Il s'agit des avals donnés en faveur des banques locales dans le cadre du refinancement sur le marché monétaire.

Note 5.2 : Crédits documentaires

Les crédits documentaires sont passés de 239 583 KDT au 31.12.2012 à 265 907 KDT au 31.12.2013 et se détaillent comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Crédits documentaires import	235 065	230 298	4 767	2%
Crédits documentaires export	30 842	9 285	21 557	232%
Total	**265 907**	**239 583**	**26 324**	**11%**

Note 5.3 : Actifs donnés en garantie

Le solde de cette rubrique correspond à la valeur comptable des bons de trésors et des effets refinançables donnés par la banque en garantie du refinancement figurant au passif.

Le solde de cette rubrique se détaille au 31.12.2013 comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Effets refinançables donnés en garantie	234 000	327 000	(93 000)	(28%)
BTA donnés en garantie	256 000	215 000	41 000	19%
Total	**490 000**	**542 000**	**(52 000)**	**(10%)**

Note 5.4 : Engagements donnés

Les engagements donnés s'élève au 31.12.2013 à 181 300 KDT et se détaillent comme suit :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Engagements de financement donnés	**177 782**	**162 891**	**14 891**	**9 %**
Prêts interbancaires en devises confirmés et non encore livrés	-	3 104	(3 104)	(100%)
Crédits à la clientèle confirmés et non encore débloqués	169 695	153 452	16 243	11%
Autorisation de crédits par carte	8 087	6 335	1 752	28%
Engagements sur titres	**3 518**	**3 032**	**486**	**16%**
Participations non liberées	3 518	3 032	486	16%
Total	**181 300**	**165 923**	**15 377**	**9%**

Note 5.5 : Engagement de Financement reçus

Le solde de cette rubrique correspond aux placements en devise de la clientèle confirmés et non encore livrés. Cette rubrique accuse un solde de 1 582 KDT au 31.12.2013.

Note 5.6 : Garanties Reçues

L'encours des garanties reçues s'élève au 31.12.2013 à 1 128 408 KDT contre 1 027 660 KDT au terme de l'exercice 2012. Cet encours correspond aux garanties admises prises en compte conformément aux dispositions de la circulaire BCT 91-24 et ce dans la limite de l'engagement.

6- Notes explicatives sur l'état de résultat

Note 6.1: Intérêts et revenus assimilés

Les intérêts et revenus assimilés ont totalisé en 2013 un montant de 395 946 KDT. Leur détail se présente comme suit :

Description	2013	2012 retraité	2012 publié	Variation	%
Opérations avec les établissements bancaires et financiers et la BCT	**11 184**	**9 525**	**9 525**	**1 659**	**17%**
Opérations avec la clientèle	**361 555**	**277 672**	**277 672**	**83 883**	**30%**
Autres intérêts et revenus assimilés	**23 207**	**16 266**	**16 533**	**6 941**	**43%**
Différentiel d'intérêt sur opérations de change	12 486	6 410	6 410	6 076	95%
Commissions à caractère d'intérêt	10 721	9 856 (*)	10 123	865	9%
Total	**395 946**	**303 463**	**303 730**	**92 483**	**30%**

(*) Les commissions sur remboursement anticipé des crédits ont été reclassés de la rubrique PR1 «intérêt et revenus assimilés» à la rubrique PR2 «Commissions perçues».

Note 6.2 : Commissions perçues

Les commissions perçues, totalisant en 2013 un montant 58 629 KDT, ont augmenté de 6 590 KDT par rapport à 2012 et se présentent comme suit :

Description	2013	2012 retraité	2012 publié	Variation	%
Chèques effets, virements, tenue de compte et autres moyens de paiement	31 106	25 975	25 975	5 131	20%
Opérations sur placement et titres	3 131	3 542	3 542	(411)	(12%)
Opérations de change	1 884	1 520	1 520	364	24%
Opérations de commerce extérieur	4 437	4 017	4 017	420	10%
Gestion, étude et engagement	9 788	9 368 (*)	9 101	420	4%
Opérations monétiques et de banque directe	7 433	7 008	7 008	425	6%
Autres commissions	850	609	609	241	40%
Total	**58 629**	**52 039**	**51 772**	**6 590**	**13%**

(*) Les commissions sur remboursement anticipé des crédits ont été reclassés de la rubrique PR1 «intérêt et revenus assimilés» à la rubrique PR2 «Commissions perçues».

Note 6.3 : Gain net sur portefeuille titres commercial et opérations financières

Les gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières se détaillent comme suit en 2013 et 2012 :

Description	2013	2012 retraité	2012 publié	Variation	%
Gain net sur titres de transaction	201	1 294	1 294	(1 093)	(84%)
Gain net sur titres de placement	19 159	12 613 (*)	12 036	6 546	52%
Gain net sur opérations de change	19 243	13 827	13 827	5 416	39%
Total	**38 603**	**27 734**	**27 157**	**10 869**	**39%**

(*) Les intérêts perçus sur les emprunts obligataires ont été reclassés de la rubrique PR4 «Revenus du portefeuille d'investissement» à la rubrique PR3 «Gain net sur portefeuille titres commercial et opérations financières».

Note 6.4 : Revenus du portefeuille d'investissement

Les revenus du portefeuille investissement ont totalisé en 2013 un montant de 14 359 KDT contre 13 068 KDT en 2012. Leur détail se présente comme suit :

Description	2013	2012 retraité	2012 publié	Variation	%
Intérêts et revenus assimilés sur titres d'investissement	6 502	10 827 (*)	10 911	(4 325)	(40%)
Dividendes et revenues assimilés sur titres de participations, entreprises liées, entreprises associées et co-entreprises	8 836	953	953	7 883	827%
Dividendes et revenues assimilés sur parts dans les participations avec conventions de rétrocession	(979)	1 288 (**)	2 500	(2 267)	(176%)
Total	**14 359**	**13 068**	**14 364**	**1 291**	**10%**

(*) Les plus values de cession sur titres avec convention de rétrocession ainsi que sur l'étalement de la prime et de la décote sur les BTA titres d'investissement ont été reclassés de la rubrique PR4 «Revenus du portefeuille titre d'investissement» à la rubrique PR6/CH5 «Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeur sur portefeuille d'investissement».

(**) Les intérêts perçus sur les emprunts obligataires ont été reclassés de la rubrique PR4 «Revenus du portefeuille d'investissement» à la rubrique PR3 «Gain net sur portefeuille titres commercial et opérations financières».

Note 6.5: Intérêts encourus et charges assimilées

Les intérêts encourus et charges assimilées ont totalisé en 2013 un montant de 256 683 KDT. Leur détail se présente comme suit :

Description	2013	2012	Variation	%
Intérêts encourus et charges assimilées :	**239 516**	**186 333**	**53 183**	**29%**
Opérations avec les établissements bancaires et financiers	28 840	20 700	8 140	39%
Opérations avec la clientèle	180 541	140 129	40 412	29%
Emprunts et ressources spéciales	30 135	25 504	4 631	18%
Autres intérêts et charges :	**17 167**	**8 744**	**8 423**	**96%**
Différentiel d'intérêt sur opération de change	8 332	4 495	3 837	85%
Commissions de couverture contre le risque de change et autres commissions sur les lignes extérieures	8 835	4 250	4 585	108%
Total	**256 683**	**195 077**	**61 606**	**32%**

Note 6.6 : Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeur sur créances, hors bilan et passifs :

Le coût du risque relatif aux créances, autres éléments d'actifs et passifs a totalisé en 2013 un montant de 62 961 KDT, en baisse de 8 636 KDT par rapport à l'exercice 2012 retraité. Son détail se présente comme suit :

Description	2013	2012 retraité	2012 publié	Variation	%
Dotation aux provisions sur créances douteuses	80 775	52 027	52 027	28 748	55%
Dotation aux provisions collectives Cir BCT 2012-02	6 298	7 222	7 222	(924)	(13)%
Dotation aux provisions sur créances additionnels Cir BCT 2013-21	6 395	11 739 (*)	-	(5 344)	(46)%
Dotation aux provisions sur autres éléments d'actifs et autre risque et charge	5 596	1 450	1 450	4 146	286%
Total dotations	**99 064**	**72 438**	**60 699**	**26 626**	**37%**
Perte sur créances	10 580	2 654	2 654	7 926	299%
Total des dotations et des pertes sur créances	**109 644**	**75 092**	**63 353**	**34 552**	**46%**
Reprise sur provisions sur créances douteuses	(28 408)	-	-	(28 408)	(100%)
Reprise sur provisions sur créances additionnels Cir BCT 2013-21	(13 259)	-	-	(13 259)	(100%)
Reprise sur provisions sur autres éléments d'actifs et autre risque et charge	(4 979)	(3 491)	(3 491)	(1 488)	43%
Total dotations	**(46 646)**	**(3 491)**	**(3 491)**	**(43 155)**	**1 236%**
Recouvrement des créances radiées	(37)	(4)	(4)	(33)	825%
Total des reprises et des récupérations sur créances	**(46 683)**	**(3 495)**	**(3 495)**	**(43 188)**	**1 236 %**
Total	**62 961**	**71 597**	**59 858**	**(8 636)**	**(12%)**

Note 6.7 : Dotations aux provisions et resultat des corrections de valeur sur portefeuille d'investissement

Les dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement ont totalisé en 2013 un montant de (1 203) KDT, en hausse de 721 KDT par rapport à l'exercice 2012. Leur détail se présente comme suit :

Description	2013	2012 retraité	2012 publié	Variation	%
Dotation aux provisions pour dépréciation des titres d'investissement	2 773	(308)	(308)	3 081	(1 000%)
Reprise sur provision pour dépréciation des titres d'investissement	(929)	-	-	(929)	(100%)
Plus values de cession sur titres d'investissement	(3 139)	(1 212) (*)	-	(1 927)	159%
Moins values de cession sur titres d'investissement	-	545	545	(545)	(100%)
Étalement de la prime et de la décote sur BTA d'investissement	93	493 (*)	-	(400)	(81%)
Total	**(1 203)**	**(482)**	**237**	**(721)**	**150%**

(*) Les chiffres de 2012 ont été retraités pour les besoins de comparabilité.

Note 6.8 : Charges opératoires d'exploitation

Les charges opératoires ont totalisé en 2013 un montant de 84 418 KDT, en hausse de 7 916 KDT par rapport à 2012. Leur détail se présente comme suit :

Description	2013	2012	Variation	%
Frais de personnel	**63 035**	**56 430**	**6 605**	**12%**
Rémunération du personnel	49 032	44 051	4 981	11%
Charges sociales	10 568	9 370	1 198	13%
Impôts sur salaires	900	1 195	(295)	(25)%
Autres charges liées au personnel	2 535	1 814	721	40%
Charges générales d'exploitation	**15 745**	**14 946**	**799**	**5%**
Frais d'exploitation non bancaires	6 688	6 304	384	6%
Autres charges d'exploitation	9 057	8 642	415	5%
Dotation aux amortissements	5 638	5 126	512	10%
Total	**84 418**	**76 502**	**7 916**	**10%**

Note 6.9: Solde en gain résultant des autres éléments ordinaires

Le solde en gain résultant des autres éléments ordinaires se présente comme suit en 2013 et 2012 :

Description	31.12.2013	31.12.2012	Variation	%
Résultat de cession des immobilisations	135	(31)	166	(535%)
Impôts et taxes	(19)	(1 367)	1 348	(99%)
Autres résultats exceptionnels	(674)	588	(1 262)	(215%)
Total	**(558)**	**(810)**	**252**	**(31%)**

Note 6.10 : L'impôt sur les bénéfices

L'impôt sur les bénéfices au titre de l'exercice 2013 et se détaille comme suit :

Description	2013	2012 retraité	2012 publié
Impôts courants	6 934	9 156	9 156
Impôts différés	1 817	(1 680)	(73)
Impôts sur les bénéfices	**8 751**	**7 476**	**9 083**

Note 6.11 : Résultat par action

Le résultat de base par action au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013 est de 4,551 dinars contre 2,682 dinars titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012 retraité.

Le résultat dilué par action est de 4,456 dinars au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Description	2013	2012 retraité	2012 publié	Variation
Résultat net en KDT	106 275	53 633	63 765	52 642
Nombre moyen d'actions	23 352 570	20 000 000	20 000 000	3 352 570
Résultat de base par action (en DT)	**4,551**	**2,682**	**3,188**	**1,869**
Résultat dilué par action (en DT)	**4,551**	**2,682**	**3,188**	**1,869**

Le résultat par action ainsi déterminé correspond à la fois au résultat de base par action et au résultat dilué par action, tels que définis par les normes comptables. Il est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires a été majoré du nombre moyen pondéré d'actions nouvellement émises qui avaient comme date de jouissance le 12 Juin 2013.

7- Notes explicatives sur l'état de flux de trésorerie

L'état des flux de trésorerie est établi dans le but de faire ressortir les mouvements de liquidité de la banque à travers ses activités d'exploitation, d'investissement et de financement et à travers d'autres facteurs pouvant affecter sa liquidité et sa solvabilité.

La trésorerie de la banque qui est composée de l'ensemble des liquidités et équivalents de liquidités est passée de (208 398) KDT à (170 801) KDT enregistrant une amélioration de 37 597 KDT. Cette augmentation est expliquée par des flux de trésorerie positifs affectés à des activités de financement à hauteur de 178 148 KDT et par des flux de trésorerie négatifs affectés à des activités d'exploitation à hauteur de (135 036) et des activités d'investissement à hauteur de (5 515) KDT.

Le flux positif de trésorerie résulte de la situation où le total des encaissements d'une période est supérieur à celui des décaissements de la même période.

L'examen et l'analyse de ces trois flux fait ressortir les principales constatations suivantes :

Note 7.1 : Flux de trésorerie provenant à des activités d'exploitation

Le flux de trésorerie net affecté aux activités d'exploitation est établi à (135 036) KDT au 31 décembre 2013. Il s'explique notamment par:

Flux nets positifs:

- Le flux net des produits encaissés par rapport aux charges décaissées d'exploitation pour 184 092 KDT;
- La variation des dépôts de la clientèle nets de retraits pour 674 195 KDT.

Flux nets négatifs:

- La variation des prêts à la clientèle nets de remboursement pour 682 736 KDT;
- Les décaissements nets sur titres de placement pour 214 775 KDT;
- Les décaissements nets effectués pour le compte du personnel et des créditeurs divers, pour 61 505 KDT;
- La variation des dépôts auprès des établissements bancaires et financiers nets de retraits pour 22 455 KDT ;
- Les flux de trésorerie affectés aux autres activités d'exploitation 2 404 KDT.
- Les décaissements au titre de l'impôt sur les bénéfices pour 9 448 KDT.

Note 7.2 : Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement :

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement s'élève à (5 515) KDT et sont inhérents notamment à l'acquisition titres d'investissement, partiellement compensé par la perception des intérêts et dividendes encaissés.

Note 7.3 : Flux de trésorerie provenant des activités de financement.

Ce flux de trésorerie positif net de 178 148 KDT provient principalement de l'augmentation des ressources spéciales pour 137 299 KDT.

Note 7.4 : Liquidités et équivalents de liquidités

Cette rubrique est composée principalement des encaisses en dinars et en devises, des avoirs auprès de la banque centrale et du centre des chèques postaux, des avoirs à vue auprès des établissements bancaires, des prêts et emprunts interbancaires effectués pour une période inférieure à trois mois et du portefeuille titres de transaction.

Ces liquidités et équivalents de liquidités s'élèvent au 31 décembre 2013 à (170 801) KDT et ce compte tenu notamment à des besoins de financement inhérents aux flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation.

8- Autres notes

Note 8.1 : Passifs éventuels

La banque a fait l'objet d'un contrôle social au titre des exercices 2009, 2010 et 2011. La banque a reçu la notification de redressement au titre de l'exercice 2009 et 2010 s'élevant à 595 KDT, dont il a été réglé la somme de 346 KDT, le reste des insuffisances ayant fait l'objet de réserves adressées à la CNSS.

Par ailleurs, la banque a reçu début 2014, de la part de la CNSS, une notification du redressement au titre de 2011 pour un montant de 649 KDT au titre du régime légal et de 223 KDT au titre du régime complémentaire, dont il faut préciser qu'il a été estimé par la CNSS d'une façon globale, sans distinction entre les salariés complémentaristes et ceux qui ne le sont pas, et ce, en attendant qu' Amen Bank fournisse à la CNSS la liste effective des salariés éligibles au régime complémentaire en vue de la détermination du montant effectif relatif au régime complémentaire.

Ce dernier redressement, dont Amen Bank a réglé la somme de 151 KDT au titre des insuffisances qu'elle a reconnues, a fait l'objet d'une lettre de contestation adressée à la Direction de la CNSS, concernant des insuffisances considérées à juste titre, sur la base des textes réglementaires et d'autres éléments d'appui, comme étant non assujettis à l'assiette de cotisation à la sécurité sociale.

RESOLUTIONS

Résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire

Première Résolution

Après avoir entendu lecture des rapports du Conseil de Surveillance et du Directoire sur l'exercice 2013 et lecture des rapports Général et Spécial des Commissaires aux Comptes relatifs à l'exercice 2013, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve les rapports du Conseil de Surveillance et du Directoire, ainsi que les états financiers arrêtés au 31 décembre 2013 tels qu'ils lui ont été présentés.

L'Assemblée Générale Ordinaire donne en conséquence, quitus entier et définitif au Directoire et au Conseil de Surveillance pour la gestion de l'exercice clos au 31 décembre 2013.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité absolue.

Deuxième Résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu le rapport spécial des Commissaires aux Comptes, établi conformément aux dispositions de l'article 200 et suivants et l'article 475 du code des sociétés commerciales et l'article 29 de la loi 2001-65 approuve les conventions telles qu'elles lui ont été présentées.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité absolue.

Troisième Résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu le rapport des Commissaires aux Comptes approuve les états financiers consolidés du groupe Amen Bank arrêtés au 31 décembre 2013.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité absolue.

Quatrième Résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire décide d'affecter 12 729 283,599 DT des réserves de plus value sur cession des titres devenues disponibles dans les réserves Extraordinaires.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité absolue.

Cinquième Résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire décide d'affecter 84 972 967,887 DT des réserves Extraordinaires afin d'absorber le montant de la modification comptable.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité absolue.

Sixième Résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire décide d'affecter le bénéfice de l'exercice 2013 comme suit :

Affectation du Bénéfice 2013	
BENEFICE DE L'EXERCICE	**99 803 639,505**
REPORT A NOUVEAU	210,003
RESULTAT A REPARTIR	**99 803 849,508**
RESERVE LEGALE	2 033 000,000
RESERVE SPECIALE DE REINVESTISSEMENT	72 311 000,000
FONDS SOCIAL	3 000 000,000
DIVIDENDES :	22 457 532,000
ANCIENNES ACTIONS (20 000 000)	20 000 000,000
NOUVELLES ACTIONS (4 444 000)	2 457 532,000
REPORT A NOUVEAU	**2 317,508**

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de fixer la date du paiement des dividendes pour le jeudi 26 juin 2014.
Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité absolue.

Septième Résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire autorise l'émission d'emprunts sous forme obligataire ou autres pour un montant ne dépassant pas les 200 millions de dinars. Elle délègue au Directoire les pouvoirs nécessaires pour fixer les modalités pratiques des émissions précitées. Cette autorisation est valable jusqu'à la date de tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur l'exercice 2014.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Huitième Résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire fixe le montant des jetons de présence au titre de l'année 2014, à deux cent mille dinars (200.000 dinars).

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Neuvième Résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire fixe la rémunération en jetons de présence des membres des différents comités au titre de l'année 2014, à un montant global de soixante dix mille dinars (70.000 dinars).

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Dixième Résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire ratifie la nomination de Monsieur John P. Khoury en tant que membre du Conseil de Surveillance pour un mandat expirant lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui aura à statuer sur l'exercice 2016.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Onzième Résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire prend acte des fonctions de responsabilités occupées par le Président et les membres du Conseil de Surveillance, ainsi que le Président et les membres du Directoire, dans d'autres sociétés en tant que gérant, Administrateur, Président Directeur Général, Directeur Général, membre de Directoire ou de conseil de Surveillance et ce en application des dispositions des articles 233 et 241 nouveaux du code des sociétés commerciales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Douzième Résolution

L'Assemblée générale Ordinaire confère au Président du Directoire ou à toute personne que celui-ci désignera, tous pouvoirs pour effectuer tous dépôts et remplir toutes formalités de publications légales ou autres.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

2002
INFORMATIONS
COMPLÉMENTAIRES

Informations Complémentaires

Répartition du capital

STRUCTURE DU CAPITAL AMEN BANK AU 31/12/2013

Actionnaires	Nombre d'actions	Montant en Dinars Nominal Acts 5D	EN %
A) ACTIONNAIRES TUNISIENS	**21 522 316**	**107 611 580**	**88,05**
PERSONNES MORALES PRIVEES	**16 743 644**	**83 718 220**	**68,50**
STE ASSURANCE COMAR	6 664 892	33 324 460	27,27
STE P.G.I HOLDING	4 910 661	24 553 305	20,09
STE MENINX HOLDING	1 577 717	7 888 585	6,45
STE PARENIN	1 275 660	6 378 300	5,22
STE SICOF	561 692	2 808 460	2,30
STE EL HANA	426 832	2 134 160	1,75
STE MEUBLATEX	373 519	1 867 595	1,53
STE EL HADAYEK	233 040	1 165 200	0,95
STE LE PNEU	127 042	635 210	0,52
STE LES PIERRES DU NORD	115 087	575 435	0,47
STE POULINA	11 000	55 000	0,05
AUTRES PERSONNES MORALES	466 502	2 332 510	1,91
PERSONNES PHYSIQUES	**4 778 672**	**23 893 360**	**19,55**
HORCHANI RACHED	676 915	3 384 575	2,77
BEN YEDDER RACHID	585 264	2 926 320	2,39
BEN GAIED RIDHA	309 460	1 547 300	1,27
BEN GAIED LASSAD	291 212	1 456 060	1,19
BEN YEDDER BECHIR	236 764	1 183 820	0,97
BEN GAIED ADEL	180 677	903 385	0,74
BEN GAIED MAHBOUBA	148 827	744 135	0,61
BEN GAIED MOUHIBA	113 875	569 375	0,47
BEN GAIED SONIA	113 875	569 375	0,47
KHALFAT AMOR	100 000	500 000	0,41
AUTRES PERSONNES PHYSIQUES	2 021 803	10 109 015	8,27
B) ACTIONNAIRES ETRANGERS	**2 921 684**	**14 608 420**	**11,95**
ACTIONNAIRES ETRANGERS RESIDENTS	1 348	6 740	0,01
ACTIONNAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS	2 920 336	14 601 680	11,95
TOTAL GENERAL	**24 444 000**	**122 220 000**	**100,00**

Répartition des droits de vote

Article 35 : « Chaque membre de l'Assemblée Générale a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions ».

Condition d'accès à l'Assemblée Générale

Article 38 : « L'Assemblée Générale Ordinaire se compose des propriétaires de dix actions ou plus libérées de versements exigibles. Toutefois, les propriétaires de moins de dix actions doivent afin de pouvoir user de ce droit de réunion, déposer leurs pouvoirs au siège social cinq jours au moins avant la réunion de l'assemblée ».

Règle applicable à la nomination et au remplacement des membres du Conseil de surveillance

Article 17 bis : Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance est composé de trois membres au moins et de douze membres au plus, pris parmi les personnes physiques ou morales actionnaires et nommées par l'Assemblée Générale Ordinaire.

Les personnes morales nommées au Conseil de Surveillance, seront tenues de désigner un représentant permanent qui sera soumis aux mêmes conditions et obligations que s'il était membre du Conseil en son nom propre.

Article 20 : Vacance de poste de membre du Conseil de Surveillance

En cas de vacance d'un poste au conseil de Surveillance, suite à un décès, une incapacité physique, une démission ou à la survenance d'une incapacité juridique, le conseil peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire.

La nomination effectuée conformément à l'alinéa précédent est soumise à la ratification de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, au cas où l'approbation n'aura pas lieu, les délibérations prises et les actes entrepris par le conseil n'en seront pas moins valables.

Lorsque le nombre des membres du conseil de surveillance devient inférieur au minimum légal, le Directoire doit convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire en vue du comblement de l'insuffisance du nombre des membres.

Lorsque le conseil de surveillance omet de procéder à la nomination requise ou si l'assemblée n'est pas convoquée afin de se conformer aux dispositions prévues par l'alinéa précédent tout intéressé peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale en vue de procéder aux nominations nécessaires ou de ratifier les nominations prévues à l'alinéa premier du présent article.

Autres informations

Dénomination :	AMEN BANK
Forme juridique :	Société anonyme de droit commun
Nationalité :	Tunisienne
Siège social :	Avenue Mohamed V - 1002 Tunis
Téléphone :	216.71.148.000
Fax :	216.71.833.517
Télex :	18801/18800
Swift :	CFCTTNTXXX
E-mail :	amenbank@amenbank.com.tn
Site web :	www.amenbank.com.tn
Site Internet Banking :	www.amennet.com.tn
Date de constitution :	1967
Durée :	99 ans sauf dissolution anticipée ou prorogation.
Registre de commerce :	B 176041996
Matricule fiscal :	000 M A 00221/M
Capital social :	122.220.000 de dinars divisés en 24.444.000 actions de nominal 5 dinars entièrement libérées.
Objet social :	Toutes opérations de banque, d'escompte, de crédit, de commission, de change ou de bourse, toutes souscriptions et commissions, comme tous achats, ventes, changes et placements de fonds d'Etat, d'actions, d'obligations et autres valeurs quelconques; tous recouvrements de toutes créances pour le compte de tiers et généralement sans exception, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à la profession de banquier.
Exercice social :	Du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.
Régime fiscal :	Droit commun.
Législation particulière applicable :	Loi n° 2001-65 du 10 juillet 2001.
Lieu de consultation des documents :	AMEN BANK, Avenue Mohamed V - 1002 Tunis.
Responsable chargé de l'information et des relations avec les actionnaires, les obligataires, le CMF, la BVMT et la STICODEVAM :	Mr. Mehrez Riahi, membre du Directoire.

Réseau d'Agences

Agence	Téléphone
Zone Tunis I	**(71) 148 000**
Lafayette*	(71) 783 120
Khéiredine Pacha*	(71) 906 657
Mohamed V*	(71) 148 055
Mandela*	(71) 148 067
Montplaisir*	(71) 904 686
Zone Tunis II	**(71) 148 000**
Place Pasteur*	(71) 780 741
Les Olympiades*	(71) 808 668
Les Berges du Lac 2*	(71) 961 782
La Charguia 2*	(71) 942 517
Les berges du lac*	(71) 965 303
La Charguia	(71) 205 159
Alain Savary*	(71) 770 255
La Soukra*	(70) 680 813
Centre Urbain Nord*	(70) 728 470
Les Jardins du Lac*	(71) 197 022
Dar Fadhal*	(71) 758 055
Les Pins - Berges du Lac II*	(71) 267 557
Zone Tunis III	**(71) 148 000**
El Menzeh VI*	(71) 767 022
Ariana*	(71) 715 903
El Menzah I*	(71) 752 582
El Manar*	(71) 886 190
Docteur Burnet*	(71) 792 729
Ariana Center*	(71) 709 099
El Manar II (Campus)*	(71) 885 200
Les Jardins d'El Menzah*	(71) 887 711
Ennasr II*	(71) 828 700
Ennasr*	(71) 818 374
Carnot*	(71) 238 941
Les Jardins d'El Menzah II*	(70) 733 557
Zone Tunis IV	**(71) 148 000**
Ben Arous*	(71) 384 122
Hammam-Lif*	(79) 219 043
Bourdhal*	(71) 291 610
Rades*	(71) 442 700
Megrine*	(71) 428 317
El Mghira*	(79) 408 422
El Mourouj*	(71) 364 999
Soliman*	(72) 392 730
Rades Port*	(71) 449 700
Ezzahra*	(79) 486 594
Borj Cedria*	(79) 326 250
El Mourouj IV*	(71) 475 767
Mornag*	(71) 361 164
Zone Tunis V	**(71) 148 000**
Place Barcelone*	(71) 324 267
Bab El Alouj*	(71) 565 602
El Omrane*	(71) 897 106
Le Passage*	(71) 348 422
Bab El Khadhra*	(71) 561 253

Agence	Téléphone
Montfleury*	(71) 392 966
Souk Ettrouk*	(71) 562 283
Taieb M'hiri*	(71) 797 040
Bab Souika*	(71) 573 909
Bab Jedid*	(71) 571 678
Zone Tunis VI	**(71) 148 000**
Place 14 janvier 2011*	(71) 336 412
Les jardins de la soukra*	(70) 938 500
La Marsa*	(71) 748 492
Le Kram*	(71) 730 253
Sidi Bou Said*	(71) 980 012
La Marsa Corniche*	(71) 983 150
Carthage*	(71) 277 800
L'Aouina*	(70) 737 535
Gammarth*	(71) 917 362
La Goulette*	(71) 736 505
Soukra II*	(71) 865 555
Les Jardins de Carthage*	(71) 266 050
Zone Tunis VII	**(71) 148 000**
Avenue de France*	(71) 340 511
Raoued*	(71) 858 470
Le Bardo*	(71) 220 500
Ettahrir*	(71) 505 416
La Manouba*	(70) 615 148
Sidi H'sine Sijoumi*	(71) 935 766
Riadh El Andalous*	(70) 823 730
Den Den*	(71) 608 700
Ettadhamen*	(70) 564 490
El Agba*	(71) 646 111
Zone Nord	**(71) 148 000**
Bizerte*	(72) 431 668
Béja*	(78) 450 020
Sidi Thabet*	(70) 553 702
Jedeida*	(71) 638 510
Kalaat El Andalous*	(71) 558 104
Zaghouan*	(72) 681 002
Menzel Bourguiba*	(72) 518 610
Jendouba*	(78) 610 000
Zone Cap Bon	**(72) 271 666**
Nabeul*	(72) 286 000
Kelibia*	(72) 296 372
Beni Khiar*	(72) 229 015
Hammamet*	(72) 281 215
Grombalia*	(72) 255 978
Korba*	(72) 388 855
Dar Chaabène*	(72) 320 020
Menzel Temime*	(72) 300 451
Hammamet Marina*	(72) 241 855
Hammamet La Medina*	(72) 241 400
M'rezga*	(72) 322 225
Menzel Bouzelfa*	(72) 254 111

Agence	Téléphone
Zone Centre	**(77) 232 640**
Sidi Bouzid*	(76) 630 320
Kairouan*	(77) 232 860
Tozeur*	(76) 460 456
Enfidha*	(73) 381 950
Kebili*	(75) 494 395
Kasserine*	(77) 472 800
Gafsa*	(76) 228 432
Zone Sahel	**(73) 682 653**
Ksar Helal*	(73) 451 053
Monastir*	(73) 462 788
Mahdia*	(73) 692 241
Moknine*	(73) 435 434
Jammel*	(73) 484 310
El Jem*	(73) 633 699
Sahline*	(73) 528 126
Zone Sousse	**(73) 271 945**
Sousse Port*	(73) 224 029
Hammam-Sousse*	(73) 360 800
Sousse Senghor*	(73) 211 050
M'saken*	(73) 291 121
Sousse-Khezama*	(73) 272 072
Sousse Erriadh*	(73) 303 956
Sousse Medina*	(73) 201 220
Sidi Abdelhamid*	(73) 321 338
Zone Sfax	**(74) 297 314**
Sfax Chaker*	(74) 220 138
Sfax Medina*	(74) 211 944
Sfax Gremda*	(74) 455 200
Sfax El Jedida*	(74) 408 189
Sfax Ariana*	(74) 443 875
Sfax Poudrière*	(74) 286 060
Menzel Chaker*	(74) 285 292
Sfax - Thyna*	(74) 463 222
Sfax Ceinture*	(74) 425 630
Sfax Aeroport*	(74) 460 705
Sfax Chihia*	(74) 850 132
Sfax El Ain*	(74) 655 637
Sfax Nasria*	(74) 418 192
Sakiet Eddaier*	(74) 890 176
Zone Sud	**(75) 277 100**
Jerba H. Souk*	(75) 652 666
Gabes Jara*	(75) 276 066
Mareth*	(75) 321 300
Jerba Midoun*	(75) 730 666
Medenine*	(75) 640 879
Zarzis*	(75) 694 850
Jerba Ajim*	(75) 661 666
Jerba El May*	(75) 676 243
Tataouine*	(75) 862 065
Ghannouch*	(75) 225 164

(*) Ces agences sont équipées de Distributeurs Automatiques de Billets

DAB hors agences : Star Oil Kiosque El Manar, TOTAL Relais Charguia, Hôtel Movenpick Gammarth, Centre commercial ABC Berges du Lac, Hôtel Africa Tunis, Aéroport Enfidha, Ezzahra Poulina, Hôtel Odyssée Zarzis, Hôtel Molka, Carthage Land Hammamet Sud, Vincci Helios Beach, Centre Pasino Jerba, Hotel Rym Beach Jerba, Aerolia El Mghira, Siège social Amen Bank.

Illustrations : Reproduction de tableaux et détails de Nejib Belkhodja - C/R SIMPACT